

## La situation reste tendue à Longwy

LIRE PAGE 21

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.80 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, 5,00 \$; Côte d'Ivoire, 150 F CFA; Danemark, 4 kr.; Espagne, 50 pes.; Grande-Bretagne, 25 p.; Grèce, 25 dr.; Iran, 50 rls.; Italie, 500 l.; Japon, 250 y.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,20 fl.; Portugal, 27 esc.; Sénégal, 100 F CFA; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 75 cts; Yougoslavie, 20 din.

Tarif des abonnements page 18

S. R. O. DES ITALIENS

75477 PARIS - CODEX 88

C.C.P. 6297-22 Paris

Tél. Paris 65 65 72

Tél. : 246-72-23

## Le conflit sino-vietnamien

### Les réfugiés d'Indochine problème international

Les délégués d'une vingtaine de pays se sont réunis à Djakarta pour examiner la question des réfugiés d'Indochine. Comme bien d'autres conférences internationales, celle-ci n'a pas apporté de solution, se bornant à décider d'utiliser l'île indonésienne de Galang comme centre de tri. Le Vietnam s'est déclaré prêt à laisser sortir dix mille personnes par mois, sans préciser les modalités ni les conditions de ces départs. Les « pays de premier accueil » d'Asie du Sud-Est, principalement la Malaisie et la Thaïlande, n'ont pas atténué leur hostilité à l'encontre des nouveaux arrivants. Les Occidentaux n'ont pas pris d'engagement quant à la réinstallation de plusieurs centaines de milliers de personnes qui sont en attente dans les camps.

En expulsant pratiquement les Vietnamiens d'origine chinoise, Hanoi risque d'aggraver encore la situation. D'autant que, dans le protectorat cambodgien voisin, la même politique semble mise en œuvre. Ainsi, des centaines de milliers de réfugiés, voire des millions, risquent de défier, légalement ou non, vers une Asie du Sud-Est déjà surpeuplée.

En guerre sur toutes ses frontières, aux prises avec de graves difficultés internes — politiques et économiques — le régime vietnamien a choisi de se débarrasser des réfugiés. Sans doute croit-il ainsi faire disparaître les problèmes. Mais de nombreux exemples, comme celui de l'expulsion des Indiens d'Ouganda, montrent le peu d'efficacité de telles mesures, qui ont essentiellement pour effet une dramatique hémorragie de cadres.

Une telle politique n'a que de lointains rapports avec les slogans de « clémence » et de « réconciliation nationale » officiellement proclamés en 1975. Certes, le Vietnam n'est pas le seul à blâmer. Il n'est pas l'unique responsable des actuels conflits, et on ne peut lui imputer les graves dégâts causés par les calamités naturelles.

Il était inévitable qu'après une longue guerre, qui a ruiné le pays, les collaborateurs des anciens régimes qui n'avaient pas réussi à fuir avec les Américains tentent par tous les moyens de partir. Mais il y a aussi ceux qui n'ont ni riz ni travail, qui risquent d'être envoyés de force dans les « nouvelles zones économiques » en sa faveur, ou qui sont affaiblis de l'épouvante de la guerre parce qu'ils ont du sang étranger.

Le fait que des commerçants d'origine chinoise constituent une partie de plus en plus grande des effectifs des réfugiés permet au Vietnam de minimiser la signification profonde de la fuite de ses ressortissants. Comme le font déjà ses amis de l'étranger, Hanoi va pouvoir présenter cet exode comme celui des profiteurs incapables de faire des sacrifices pour l'édification d'un pays socialiste. C'est oublier que bien avant les départs, par cargos entiers, de Sino-Vietnamiens des milliers de Vietnamiens avaient quitté, dès 1975, leur pays dans des conditions particulièrement dangereuses.

Après une longue indifférence, le monde découvre l'étendue du drame des réfugiés d'Indochine. La tentation est forte de mettre en accusation des pays comme la Malaisie ou la Thaïlande, qui, pour limiter l'afflux, adoptent des mesures de dissuasion aux effets parfois dramatiques. Ces pays, aux ressources limitées, pouvaient-ils indéfiniment laisser s'entasser chez eux des réfugiés que la communauté internationale ne semble pas pressée de prendre en charge ?

Le nombre des expatriés est maintenant tel qu'il pose un problème politique d'ordre international. Ne serait-il pas du rôle de l'ONU de l'examiner ? Il est vrai que ce serait ouvrir un débat peu agréable pour beaucoup de ses membres.

### Pékin a suspendu ses négociations avec Hanoï

Un mois après l'ouverture des négociations sino-vietnamiennes à Hanoï, la délégation chinoise a déclaré, vendredi 18 mai, que celles-ci n'aboutissent à rien et a annoncé son intention de quitter le Vietnam. Elle a cependant proposé d'une nouvelle série d'entretiens à lieu à Pékin, à une date indéterminée.

Commentant cette décision, Radio-Hanoï a accusé la Chine de « s'être comportée avec une arrogance de grande puissance et d'avoir manqué à la fois de bonne volonté et du minimum de politesse requise ». « Nous espérons, a-t-il ajouté, que lors de la seconde série de négociations à Pékin, la partie chinoise modifiera son attitude et fera preuve de bonne volonté pour associer à la délégation vietnamienne en vue de dénouer des mesures susceptibles de provoquer une normalisation entre les deux pays ».

Les deux parties, qui ont essentiellement échangé des injures pendant ces premières « négociations », se sont toutefois mises d'accord pour organiser un échange de prisonniers. Pékin avait proposé que cet échange ait lieu samedi 19 mai, mais le Vietnam a demandé qu'il soit reporté au 21 « pour des raisons techniques ». La Chine, qui a confirmé son intention de restituer, lundi, à Hanoï cent vingt prisonniers de guerre malades ou blessés, affirme détenir au total mille six cents Vietnamiens.

L'ambassadeur du Vietnam à Tokyo a accusé vendredi la Chine de préparer une nouvelle invasion de son pays et de tenter d'étendre le conflit au Cambodge et au Laos. La radio de Pékin vient, selon l'agence U.P.L., d'annoncer la création au Laos d'un « parti socialiste lao » composé de « partisans en lutte contre les agresseurs vietnamiens ». On ignore si ce parti a des liens avec les maquisards qui ont fait sauter jeudi un dépôt de pétrole et de munitions près de la frontière thaïlandaise.

## Le sommet franco-africain

### M. Giscard d'Estaing va plaider à Kigali pour la concertation avec les pays arabes

La sixième conférence franco-africaine se réunit lundi 21 et mardi 22 mai, à Kigali, capitale du Rwanda, en présence de M. Giscard d'Estaing. Vingt-deux chefs d'Etat ou de gouvernement devraient assister à ce sommet auquel participera pour la première fois un pays anglophone, le Libéria.

Outre les problèmes du développement qui devraient être au centre des entretiens de lundi, le sommet débattrait du dialogue euro-africain dont M. Giscard d'Estaing avait lancé l'idée lors de sa conférence de presse du 15 février.

Le chef de l'Etat, qui a arivé vendredi 18 mai sa visite de deux jours au Rwanda, passe le week-end, dit-on officiellement à Kigali, au domaine de chasse de Mutara.

De notre envoyé spécial

Kigali. — La sixième conférence franco-africaine sera sans doute plus sereine que les rencontres précédentes. Lors des sommets de Dakar, en avril 1977, et de Paris en mai 1978, les deux « guerres du Sahara » — d'inégale importance — avaient troublé les débats, largement consacrés, de ce fait, aux problèmes de sécurité collective.

Les dirigeants « modérés », en proie à un début de psychose « cubaine », s'alarmaient au spectacle d'une Afrique francophone qui, du Sahara au Zaïre, en passant par le Tchad, semblait plus convulsive que jamais. Comment renforcer la sécurité du continent noir devenu le champ clos de rivalités de puissances ? Comment assurer « le droit à la sécurité de tous les Etats à l'intérieur de leurs frontières » ?

Pouvait-on éviter la déstabilisation de l'Afrique ? Fallait-il mettre sur pied une force commune d'intervention ? A Kigali, l'atmosphère et la tenue des débats s'annoncent sensiblement différentes. Depuis la spectaculaire réconciliation d'août 1978 entre les présidents Neto et Mobutu, le Sahara est calme. Malgré la confusion qui règne au Tchad, un processus de réconciliation nationale s'y est amorcé. Bref, quelques conflits — et non des moindres — semblent provisoirement du moins en voie d'apaisement. Pas plus qu'en 1977 et 1978, les problèmes de sécurité ne figurent à l'ordre du jour, mis au point lors de la réunion préparatoire qui s'est tenue du 23 au 25 avril dans la capitale rwandaise. On

n'exclut pas, du côté français, que ces problèmes aillent au fil des débats, mais on souhaite que la sixième conférence franco-africaine retrouve sa vocation initiale et s'attelle à résoudre les problèmes concrets du développement.

### Le renouvellement de la convention de Lomé

La journée de lundi sera consacrée à l'examen de grands dossiers économiques : répercussions de la crise mondiale, renchérissement des produits pétroliers sur les fragiles équilibres des Etats africains, situation du dialogue Nord-Sud, endettement du tiers-monde. L'attitude des puissances industrialisées vis-à-vis des plus démunies retiendra, selon toute vraisemblance, l'attention des participants africains de la France, au moment même où les débats de la CNUCED mettent en évidence l'insuffisance de l'aide consentie par les pays riches. Un autre dossier revêt un caractère particulièrement actuel. Il s'agit de l'association des pays africains à la Communauté européenne dans le cadre de la convention de Lomé. En effet, les négociations pour le renouvellement de cet accord, prévues pour l'été de 1980, s'engageront très prochainement. Nul doute que les participants au sommet jureront le moment opportun pour faire valoir leurs doléances.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Lire la suite page 4.)

## L'élection présidentielle en R.F.A.

### La coalition socialiste et libérale tente de faire obstacle à la candidature chrétienne-démocrate de M. Carstens

Le successeur de M. Walter Scheel à la présidence de la République d'Allemagne sera élu le 23 mai par les mille trente-six membres de l'Assemblée fédérale qui réunit les cinq cent dix-huit députés du Bundestag et un nombre égal de députés élus par les diètes des Länder.

M. Carl Carstens, candidat de l'opposition chrétienne-démocrate, serait, semble-t-il, assuré d'une majorité de vingt-six voix si le physicien Karl-Friedrich von Weizsäcker refusait d'être le candidat de la coalition socialiste et libérale, proposition à laquelle il n'a pas encore répondu. M. von Weizsäcker est la seule personnalité susceptible de menacer sérieusement les chances de M. Carstens.

De notre correspondant

Bonn. — Les partis de la coalition socialiste-libérale au pouvoir à Bonn croient avoir trouvé un moyen de prévenir, le 23 mai, l'élection à la présidence de la R.F.A. du candidat chrétien-démocrate M. Carl Carstens. Ils viennent de proposer leur soutien à M. Carl-Friedrich von Weizsäcker, qui jouit d'une grande réputation à la fois comme physicien et comme philosophe. Celui-ci, il est vrai, réserve encore sa réponse.

Depuis que M. Carstens a été choisi par les chrétiens-démocrates, la coalition gouvernementale n'a négligé aucun effort pour barrer la route à sa candidature. Une campagne persistante a été menée contre lui parce qu'il a été dans sa jeunesse étudiant membre — sans doute involontaire — du parti national-socialiste (le Monde du 13 novembre 1978). Il s'est vu reprocher aussi d'avoir été directeur adjoint de l'Etat à la chancellerie, durant la période de la grande coalition, couvert ou toléré les trafics d'armes de la République fédérale avec divers pays du Proche-Orient ou de l'Afrique australe. M. Schmidt lui-même a cependant jugé bon, il y a quelques semaines, d'intervenir pour mettre fin à une campagne qui risquait de ternir un futur président de la République.

Bon nombre d'hommes politiques sociaux-démocrates n'en poursuivent pas moins leurs attaques contre M. Carstens, en l'accusant d'avoir été hostile à la « politique à l'Est », d'entretenir des opinions d'extrême droite et

d'être donc incapable de devenir un président que l'ensemble de la nation pourrait accepter. En fait, beaucoup de membres de la coalition gouvernementale refusent tout simplement d'admettre qu'au sein de l'Assemblée fédérale chargée d'élire le président, les partis d'opposition disposent d'une majorité de vingt-six voix.

Les responsables du S.P.D. et du F.D.P. ont refusé, dans un premier temps, de choisir un candidat au sein de leur parti, dans l'espoir de forcer la main du président Scheel, qui n'avait pourtant pas l'intention de s'engager dans une bataille perdue d'avance. Cette attitude a contraint alors les dirigeants gouvernementaux à réviser leur tactique ; les libéraux ne pourraient guère proposer un candidat briguant la succession du président Scheel, qui a su acquiescer une popularité tout à fait exceptionnelle. D'autre part, les noms avancés du côté chrétien-démocrate n'ont pas nécessairement obtenu le soutien de tous les libéraux à l'Assemblée fédérale, ce qui aurait encore aggravé la défaite éventuelle du camp gouvernemental.

A quelques jours de l'élection, les dirigeants sociaux-démocrates et libéraux viennent donc de mettre au point une manœuvre susceptible de barrer la route à M. Carstens. Il est douteux, en effet, que tous les électeurs fédéraux appartenant à la C.D.U. soient inconditionnellement attachés au candidat de leur parti.

JEAN WETZ.

(Lire la suite page 3.)

### Point de vue

## La stupiditsia

par LIONEL STOLÉRU (\*)

nom est « progrès de civilisation ».

Or, voici que notre boussole s'affaïble, que l'aiguille magnétique qui orientait nos idées perd le nord et fait des tours de cadran sans savoir vers quel pôle se fixer.

Tout était pourtant, comme édit dit Verlaine, si beau, si calme. Marx gouvernait notre vie politique et Freud notre vie psychique. Une classe intellectuelle sans état d'âme reproduisait fidèlement ces modèles dans cette bêtise des idées reçues qui permet la méditation sans fatigue.

(\*) Secrétaire d'Etat.

(Lire la suite page 5.)

### < LE TAMBOUR », DE V. SCHLÖNDORFF A CANNES

## Sous les yeux d'un enfant

En temps normal, c'est-à-dire si le film-résumé de Francis F. Coppola, Apocalypse Now, ne participait pas à la compétition, on désignerait sans hésiter comme un vainqueur probable du trente-deuxième Festival de Cannes le Tambour, de Volker Schlöndorff, d'après le roman de Günter Grass. Projetée vendredi 18 mai, à Cannes, cette œuvre réunit, en effet, toutes les qualités du lauréat d'ici : richesse thématique et originalité profonde d'un sujet ancré dans la réalité historique, maîtrise de la mise en scène et, au côté d'excellents comédiens, dans le rôle d'Oscar, l'enfant témoin, le

paillard juif diabolique et railleur, un stupéfiant jeune interprète (David Bennent).

Pour ceux qui connaissent le roman de Günter Grass, précisons que Volker Schlöndorff et ses scénaristes (Jean-Claude Carrière et Franz Seitz) n'ont porté à l'écran que les trois premiers quarts du livre. Il était impossible de filmer, sans faire appel à un autre acteur, la transformation physique d'Oscar, lorsqu'il décide brusquement de grandir et de rejoindre les adultes. Le récit cinématographique s'arrête donc à la fin de la guerre. Au moment de quitter Danzig pour l'Ouest, Oscar salue une dernière fois sa grand-mère, la vieille paysanne kachoube qu'avait rendue enceinte la fugitive qu'elle cachait sous ses jupes. Il dit également adieu à une enfance qui aura duré vingt et un ans.

Faust lucide et nourrisson surdoué, Oscar a vu le jour à Danzig en 1924. Est-il le fils d'Alfred, l'Allemand, ou de Jan, le Polonais, pour qui sa mère a de fréquentes faiblesses, c'est le premier problème qui se pose à Oscar. Le second est celui de son destin. Penché sur son barreau, Alfred, son père légitime, l'a voué à l'épicerie. Sa mère, elle, lui a promis un tambour pour son troisième anniversaire. Seul le tambour intéresse Oscar. Si bien que, lorsque arrive le fatidique anniversaire, sa décision est déjà prise : enfant il est, enfant il restera. Désormais il refusera de grandir. Une chute volontaire dans un égoutier justifie aux yeux de ses parents et des médecins cette bizarrerie physiologique.

JEAN DE BARONCELLI.

(Lire la suite page 17.)

### AU JOUR LE JOUR

#### Obsession

Lundi, j'ai rêvé que M. Berre parlait de l'Europe à la radio nationale ; mardi, j'ai rêvé qu'il s'exprimait sur l'Europe à la première chaîne ; mercredi, j'ai rêvé qu'il évoquait l'Europe sur une radio périphérique ; jeudi, j'ai rêvé qu'il discutait sur l'Europe à la deuxième chaîne ; vendredi, j'ai rêvé qu'il défendait l'Europe sur une autre radio périphérique ; samedi, j'ai rêvé qu'il vantait l'Europe dans mon journal. Et, dimanche, j'ai fait un cauchemar : je n'avais plus ni radio ni télévision et je trouvais le premier ministre installé dans ma baignoire, qui me disait : « Rassurez-vous, je ne fais que passer, je suis juste venu vous parler un peu de l'Europe ».

BERNARD CHAPIUIS.



Le nouveau roman de  
**MICHEL DEL CASTILLO**  
Les cypres meurent en Italie

JULLIARD

Le Monde

# idées

## REGARDS ÉTRANGERS SUR LE XXIII<sup>e</sup> CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE

### La fin de l'eurocommunisme ?

Je ne crois pas que le vingt-troisième congrès du P.C.F. ait enchanté les partis frères latins. Les Espagnols ont déjà mal digéré le virage qui a contribué à la défaite électorale de mars. Après leur accord avec le parti socialiste ouvrier (P.S.O.E.) sur la composition des municipalités, ils ne pourront guère se consoler avec l'adage pascalien selon lequel ce qui est vrai de ce côté des Pyrénées est erroné de l'autre.

par FRANZ MAREK (\*)

congrès. Berlinguer avait alors parlé de la possibilité que, dans une question précise concernant tel ou tel pays, son parti pourrait se trouver plus proche d'une autre force que du parti frère correspondant.

Fin de l'eurocommunisme ? Je ne le crois pas. L'eurocommunisme n'est pas né en France, il ne peut s'y mourir. Je ne partage pas l'avis des précieuses ridicules, repris par le Candido de Sciascia, selon lequel, hors de Paris il n'y a point de salut pour le vingt-deuxième. Ce qui est vrai, c'est que le triangle Rome-Madrid-Paris ne sort pas renforcé par ce congrès.

#### Etre unitaire pour trois

En Italie, l'eurocommunisme a été le fruit d'une longue évolution. En Espagne, sa naissance fut saluée par une discussion assez large et riche en controverses. En France, il a été décidé du sommet, sans que la base — le journal du P.C.F. — ait eu la possibilité de participer aux débats nécessaires, sans une vraie réflexion collective, sans avoir absorbé les retards accumulés depuis 1956 après le vingtième congrès du parti soviétique. Il s'agit de comparer l'insuccès avec France nouvelle, d'analyser (1) avec un mensuel quelconque du P.C.F. pour s'en apercevoir.

Où le P.C.F. a adopté le pluralisme, l'alternance au pouvoir et la démocratie comme valeurs universelles. Mais la voie démocratique au socialisme suppose un ensemble de partis, de syndicats, de groupes et de mouvements dont chaque composante a son propre profil, sa propre histoire et ne ressent pas le besoin d'être guidée par d'autres. C'est une perspective avec des désaccords intolérables et la recherche permanente d'un dénominateur commun. Le mot d'ordre lancé par Thorez disant qu'il faut être unitaire pour deux — mais sous le boisseau par ses successeurs — ne suffit plus. Il faut être unitaire pour trois, pour cinq, pour sept, voire pour plus

encore. Orientation incompatible avec la thèse léniniste du rôle dirigeant du parti, formule l'expérience l'a prouvé, qui s'applique en fait au rôle des dirigeants d'un seul parti.

Et, dans le discours du secrétaire général, nous retrouvons le parti « quasi unanime » (l'humanité du 11 mai), parti des ouvriers, des travailleurs, des intellectuels, parti de la nation, parti du socialisme en France, seul parti qui lutte contre les puissances d'argent, parti de la jeunesse, parti de la libération de la femme — après les Espagnols, les Italiens ont tout de même reconnu la spécificité et l'autonomie du mouvement des femmes — et la liste n'est pas complète. On comprend dans ces conditions que le parti ne pouvait supporter d'être devancé par le P.S. lors des élections.

Le P.C.F. est un grand parti ; devenir encore plus grand est un désir légitime. Mais un peu moins de triomphalisme lui ferait du bien. Le congrès a réaffirmé l'autogestion était un « objectif fondamental », il a souligné que son but était un socialisme démocratique, autogestionnaire. Or, il n'y a pas si longtemps, le P.C.F. critiquait durement ceux qui ne laissaient d'autogestion. Une bonne idée, une orientation révolutionnaire, peuvent donc naître aussi ailleurs.

#### Difficile à expliquer à Prague ou à Moscou

Le P.C.F. se présente maintenant comme le parti du « socialisme scientifique », qui remplace le marxisme-léninisme, reconnu comme l'idéologie institutionnelle des pays de l'Est. Mais est-il vraiment scientifique d'expliquer les « atteintes aux libertés significatives » dans les pays de l'Est par une « méconnaissance persistante de l'exigence démocratique, dont le socialisme est porteur » ? Cette explication provoque cette question : d'où vient cette persistance ? D'autant que le vingt-troisième congrès, empruntant un vocabulaire qu'on croyait dépassé,

a redécouvert dans ces pays « l'opposition de droits nouveaux et étendus pour les travailleurs et leurs organisations dans l'entreprise et dans toute la vie sociale, ainsi que la création d'organes de représentation, de participation et de contrôle populaires sous des formes très diversifiées ». Je plains les dirigeants du P.C.F.

(\*) Membre du bureau politique du P.C. autrichien de 1947 à 1969, exclu en 1970 en raison de sa condamnation à l'interdiction de l'URSS, et des pays de son obédience sont socialistes, mais il leur manque la démocratie. Qui, le sont pour les pays de son obédience, mais ils ne constituent nullement un modèle à suivre. Qui, il existe « des lois générales de développement du socialisme », mais c'est tout comme si elles n'existaient pas. Et ainsi de suite. Seulement, et c'est là un point essentiel, les uns et les autres ne s'entendent guère.

S'agit-il de célébrer le « socialisme réel » ? On dispense alors des contre-vérités, mais courtoises et précises parlantes. Et qui emportent la croyance. Georges Marchais cite un texte des ouvriers communistes français prêts, à ce qu'ils disent, à échanger leur condition contre celle des ouvriers des « pays socialistes ». Comment ne le seraient-ils pas, si les responsables de leur parti ne leur ont jamais dit qu'un tel échange les aurait privés de la protection syndicale et du droit de grève ?

Aussi longtemps que la critique communiste officielle des pays du « socialisme réel » se satisfait de généralités vagues sur l'insuffisance de la démocratie, elle ne pèse pas lourd confrontée à des louanges qu'on leur prodigue. Elle ne peut devenir crédible qu'à condition de s'attaquer à des phénomènes bien définis et d'abord à la domination soviétique qui prive les peuples de l'Europe de l'Est du droit de décider de leur sort, ainsi qu'à ce qui caractérise l'URSS, elle-même et tous les pays taillés sur son modèle : système du parti unique, absence des libertés élémentaires (y compris le droit de former des syndicats et de faire la grève), censure, violations de la légalité, etc.

De même que l'autocritique pour le « retard de 1956 » ne saurait convaincre qu'à condition de s'accompagner de la révision des

Voici trois opinions — critiques — sur le vingt-troisième congrès du P.C.F. Trois opinions étrangères émises par d'anciens membres de partis communistes.

Point de vue de l'Est, celui du Polonais Krzysztof Pomian, pour qui, physiquement absent du congrès, la dissidence y a joué un grand rôle, contraignant le P.C.F. à une attitude défensive.

Point de vue d'Europe centrale, celui de Franz Marek. Ancien dirigeant du P.C. autrichien, il estime que le « triangle » eurocommuniste Rome-Madrid-Paris ne sort pas renforcé du vingt-troisième congrès et s'interroge sur le caractère « scientifique » des analyses de M. Marchais, celles notamment qui ont trait à l'Europe de l'Est.

Point de vue venu du Sud, celui de Fernando Claudin. Marxiste espagnol, il trouve peu crédible la conception du socialisme définie par le P.C.F., selon lui, à la dérive.

Trois points de vue, trois contributions au débat sur l'avenir des gauches européennes et du socialisme à l'échelle du continent.

### Un parti à la dérive

par FERNANDO CLAUDIN (\*)

des galaxies idéologiques décrites par Marchais, nombreuses et puissantes sont les forces du mal (impérialisme, social-démocratie, contre-révolution de l'intérieur faisant le jeu des uns et des autres), qui essaient d'en finir avec l'avant-garde du bien, de la vider de son essence révolutionnaire. Elles y sont presque parvenues avec le programme commun, car elles sont non seulement puissantes, mais aussi perfides, machiavéliques. C'est pourquoi le parti doit avant tout se renforcer : idéologiquement avec le « socialisme scientifique », tactiquement avec l'« union à la base ».

Et, en même temps, réduire le P.S. à des proportions plus modestes, afin que son penchant naturel pour la collaboration de classes soit freiné par le parti révolutionnaire. Grâce à l'« union à la base », les socialistes feront pression sur leurs dirigeants pour les maintenir sur le bon chemin.

Le congrès a entrouvert la porte à une nouvelle alliance au sommet, mais en la différant jusqu'au moment où l'opération « union à la base » aura donné ses fruits. Il est facile de prévoir que la vieille recette échouera une fois de plus.

L'« union à la base » est un expédient utilisé dans une période d'incertitude, pour couvrir le vide stratégique dans lequel le P.C.F. se débat depuis qu'il a rompu l'union de la gauche par peur d'assumer des responsabilités gouvernementales en pleine crise capitaliste. Plus que la modification ou les vassallisations du P.S., le P.C.F. a redoublé la possible dynamique du mouvement de masses. Il aurait pu mettre à profit cette dynamique pour corriger, une fois au pouvoir, les insuffisances du programme commun. Il a préféré rester dans l'opposition, passer à une politique défensive qu'il qualifie, bien sûr, d'offensive.

#### Une conception du socialisme peu crédible

Autre grand problème où brille la rigueur révolutionnaire et scientifique du P.C.F. : celui des sociétés de l'Est.

D'une part, le parti ratifie de nouveau le principe adopté par l'eurocommunisme selon lequel le socialisme porte en soi la démocratie. De l'autre, il continue de considérer comme socialistes des régimes qui se caractérisent, selon le congrès lui-même, par « une méconnaissance persistante de l'exigence démocratique universelle dont le socialisme est porteur ». Et il affirme que « l'absence de la démocratie est « globalement positif ». La difficulté de maintenir des positions aussi contradictoires transparaît dans le rapport de Marchais, obligé d'utiliser des

arguties poléniques du plus bas niveau. « La seule question qui importe finalement, dit-il, c'est : oui ou non, est-ce une bonne chose que les peuples concernés aient construit le socialisme, ou aurait-il mieux valu qu'ils ne le fassent pas ? Notre réponse à cette question (...) est sans ambiguïté : oui, c'est une bonne chose, pour eux et pour nous. » Cela paraît être une plaisanterie : le secrétaire général feint d'ignorer que la question est de savoir si le socialisme a été construit ou non, et avec la plus grande détermination il se demande à la place s'il est bon ou non qu'il ait été construit.

La thèse selon laquelle le socialisme existe de l'Elbe au Pacifique conditionne et fausse la construction idéologique et politique du P.C.F. Elle permet de donner une appréciation irréaliste de la dynamique mondiale. « Ce qui avance, dit Marchais, c'est le socialisme ; ce qui recule, c'est le capitalisme. » Ainsi Marchais confirme le délit dont il accuse les marxistes, qui réduisent le caractère socialiste des régimes de l'Est : coïncider objectivement avec la propagande réactionnaire. Car il suffit à cette propagande d'énumérer des intimes vérités, que Marchais lui-même constate dans son rapport au vingt-troisième congrès, pour démolir la démocratie, atteintes aux droits de l'homme, etc., — pour s'écrier : « Voilà ce que fait le socialisme ! » Et Marchais confirme : oui, messieurs, c'est ça, le socialisme. Tandis que les marxistes disent : non ce n'est pas le socialisme. Qui fait donc le jeu de la propagande réactionnaire ?

Mais il y a plus inquiétant. En acceptant de dire que c'est cela le socialisme, le P.C.F. met en jeu la crédibilité de sa conception du socialisme. Qui peut assurer, en effet, que, dans une conjonction historique déterminée, il ne pourrait pas devenir l'agent de ce socialisme sans démocratie ?

Hypothèse qui n'est pas absurde si l'on accepte l'analyse que fait Marchais de la dynamique mondiale. Parce que si le « socialisme » c'est-à-dire surtout l'URSS, et son bloc — avance continuellement au détriment du « capitalisme », il arrivera logiquement un moment où le rapport global des forces sera défavorable au bloc soviétique que l'Europe occidentale tombera sous son hégémonie sans besoin de conflit armé. Pourquoi, dans ces conditions, le P.C.F. ne pourrait-il pas adopter le « modèle » qu'il répète aujourd'hui, si, en fin de compte, il agit aussi de socialisme ? Il suffirait de l'adapter un peu « aux couleurs de la France ». On peut même songer à une bonne union de la gauche, avec un bon P.S., où brilleraient dans toute sa splendeur le « rôle dirigeant » du P.C.F.

Où va le P.C.F. ? Le vingt-troisième congrès ne permet pas de donner une réponse satisfaisante à cette question. Le parti maintient son repli sectaire des deux dernières années, mais ne ferme pas la porte à une nouvelle ouverture. Il paraît se rapprocher de Moscou, mais confirme ses principales critiques du « socialisme réel », avec les mêmes incohérences : il serre les rangs devant ses contradictions, mais n'utilise pas les méthodes de négociation. Victoire d'un centralisme appelé à durer ? Ou phase de transition et d'incertitude, avec des courants contradictoires, qui ne sont pas encore assez décentrés ? Pour l'instant, le P.C.F. va à la dérive.

### Un congrès hanté par la dissidence

par KRZYSZTOF POMIAN (\*)

Le vingt-troisième congrès du P.C.F. a été un événement. Changements au sommet, modifications des statuts, avancées en direction de la Chine : le relevé des scores du point de vue traditionnel ? Une autre lecture du chapitre en question et du congrès dans son ensemble paraît plus plausible. Ce qui frappe un observateur extérieur, c'est l'absence de tout psychisme des dirigeants qui sont victimes des *Berufsgeboten* « socialistes ».

Cela dit, avons-nous affaire seulement à un maintien opiniâtre du point de vue traditionnel ? Une autre lecture du chapitre en question et du congrès dans son ensemble paraît plus plausible. Ce qui frappe un observateur extérieur, c'est l'absence de tout psychisme des dirigeants qui sont victimes des *Berufsgeboten* « socialistes ».

Il est vrai qu'on les retrouve au grand complet, encore qu'elles soient fréquemment assorties de réserves grâce au maniement de la rhétorique du « mais ». Oui, l'URSS, et les pays de son obédience sont socialistes, mais il leur manque la démocratie. Qui, le sont pour les pays de son obédience, mais ils ne constituent nullement un modèle à suivre. Qui, il existe « des lois générales de développement du socialisme », mais c'est tout comme si elles n'existaient pas. Et ainsi de suite. Seulement, et c'est là un point essentiel, les uns et les autres ne s'entendent guère.

S'agit-il de célébrer le « socialisme réel » ? On dispense alors des contre-vérités, mais courtoises et précises parlantes. Et qui emportent la croyance. Georges Marchais cite un texte des ouvriers communistes français prêts, à ce qu'ils disent, à échanger leur condition contre celle des ouvriers des « pays socialistes ». Comment ne le seraient-ils pas, si les responsables de leur parti ne leur ont jamais dit qu'un tel échange les aurait privés de la protection syndicale et du droit de grève ?

Aussi longtemps que la critique communiste officielle des pays du « socialisme réel » se satisfait de généralités vagues sur l'insuffisance de la démocratie, elle ne pèse pas lourd confrontée à des louanges qu'on leur prodigue. Elle ne peut devenir crédible qu'à condition de s'attaquer à des phénomènes bien définis et d'abord à la domination soviétique qui prive les peuples de l'Europe de l'Est du droit de décider de leur sort, ainsi qu'à ce qui caractérise l'URSS, elle-même et tous les pays taillés sur son modèle : système du parti unique, absence des libertés élémentaires (y compris le droit de former des syndicats et de faire la grève), censure, violations de la légalité, etc.

De même que l'autocritique pour le « retard de 1956 » ne saurait convaincre qu'à condition de s'accompagner de la révision des

jugements portés alors sur la révolution hongroise, de même la dénonciation des séquelles du stalinisme, pour être plus qu'une clause de style, aurait dû être prolongée par la défense d'un Bahr, d'un Sabata ou encore des fondateurs des syndicats libres en URSS, en Roumanie et ailleurs, sans parler de tous ceux qui peuplent les camps, les hôpitaux psychiatriques ou qui sont victimes des *Berufsgeboten* « socialistes ».

Cela dit, avons-nous affaire seulement à un maintien opiniâtre du point de vue traditionnel ? Une autre lecture du chapitre en question et du congrès dans son ensemble paraît plus plausible. Ce qui frappe un observateur extérieur, c'est l'absence de tout psychisme des dirigeants qui sont victimes des *Berufsgeboten* « socialistes ».

Il est vrai qu'on les retrouve au grand complet, encore qu'elles soient fréquemment assorties de réserves grâce au maniement de la rhétorique du « mais ». Oui, l'URSS, et les pays de son obédience sont socialistes, mais il leur manque la démocratie. Qui, le sont pour les pays de son obédience, mais ils ne constituent nullement un modèle à suivre. Qui, il existe « des lois générales de développement du socialisme », mais c'est tout comme si elles n'existaient pas. Et ainsi de suite. Seulement, et c'est là un point essentiel, les uns et les autres ne s'entendent guère.

S'agit-il de célébrer le « socialisme réel » ? On dispense alors des contre-vérités, mais courtoises et précises parlantes. Et qui emportent la croyance. Georges Marchais cite un texte des ouvriers communistes français prêts, à ce qu'ils disent, à échanger leur condition contre celle des ouvriers des « pays socialistes ». Comment ne le seraient-ils pas, si les responsables de leur parti ne leur ont jamais dit qu'un tel échange les aurait privés de la protection syndicale et du droit de grève ?

Aussi longtemps que la critique communiste officielle des pays du « socialisme réel » se satisfait de généralités vagues sur l'insuffisance de la démocratie, elle ne pèse pas lourd confrontée à des louanges qu'on leur prodigue. Elle ne peut devenir crédible qu'à condition de s'attaquer à des phénomènes bien définis et d'abord à la domination soviétique qui prive les peuples de l'Europe de l'Est du droit de décider de leur sort, ainsi qu'à ce qui caractérise l'URSS, elle-même et tous les pays taillés sur son modèle : système du parti unique, absence des libertés élémentaires (y compris le droit de former des syndicats et de faire la grève), censure, violations de la légalité, etc.

De même que l'autocritique pour le « retard de 1956 » ne saurait convaincre qu'à condition de s'accompagner de la révision des

évoquée trois fois dans les titres du rapport, car apparemment rien ne l'empêcherait de sauter de la glorification des vertus des « pays socialistes » à la condamnation des crimes de la période stalinienne et des « écarts sérieux et graves » qui sépareraient la réalité de ces pays des exigences de la « démocratie socialiste ».

Rien, sinon la présence, dans le P.C.F. lui-même, de ceux qui pensent que les similitudes entre les « pays socialistes » et les pays fascistes sont trop flagrantes pour qu'on puisse éviter d'y réfléchir.

Cette attitude défensive est la symptomatique de la principale innovation du congrès — le premier du P.C.F. hanté par la dissidence. Physiquement absents, privés de l'accès à la tribune, les dissidents n'en étaient pas moins présents tout au long du débat : ce sont eux qu'on s'appliquait à exorciser, c'est à leurs arguments qu'on essayait de trouver des répliques, comme si leur audience était beaucoup plus vaste que celle,

infime, dont les dirigeants veulent les créditer. En ce sens, les dissidents sortent vainqueurs du congrès : qu'on n'ait pas réussi à faire semblant qu'ils n'existent pas ou ne signifient rien constitue déjà, pour eux, un grand succès. Et puisqu'ils jouent, à l'intérieur du P.C.F., le rôle tenu par la dissidence à l'Est, celle-ci ne peut que les féliciter pour leur travail en espérant que ça ira mieux la fois suivante.

Le P.C.F. évolue d'abord en fonction des changements en France. Mais aussi en fonction de ceux, fussent-ils difficilement perceptibles, qui modifient, pour le meilleur ou pour le pire, le climat politique et culturel dans les pays du « socialisme réel ». Or ces changements, avec des degrés variables, sont liés à l'activité de la dissidence. Un des facteurs de la révolution de la situation française se trouve, en ce sens, à l'Est. C'est pourquoi le destin des dissidents a une importance particulière en premier lieu pour la gauche française. En manifestant sa solidarité avec eux, elle peut contribuer à faire progresser sa propre cause.

(\*) Historien et philosophe polonais, ancien membre du P.C.F., résidant actuellement en France.

**Pour bien comprendre l'Europe du traité de Rome à l'élection du 10 juin 1979**

Un volume, format 15 x 22,5, 384 pages, 45,00 F.

JEAN CASTAREDE

**De l'Europe de la raison à celle du cœur**

LIVRES

**NATHAN**

مكتبة الامم المتحدة



LA VISITE DU MARÉCHAL TITO A MOSCOU

Soviétiques et Yougoslaves ont cherché à améliorer leurs relations

Moscou. — Le maréchal Tito quitte l'Union soviétique, lundi 21 mai, après avoir passé deux jours de repos au Kremlin. Les pourparlers se sont terminés, vendredi, par la publication d'une « communication à la presse ». Les Yougoslaves et les Soviétiques expriment leur volonté « d'améliorer leur compréhension mutuelle, de poursuivre un dialogue fructueux et constructif sur les grands problèmes de la vie internationale », et d'approfondir la coopération bilatérale. La visite d'amitié que le chef de l'Etat yougoslave vient de faire devant mettre un terme au refroidissement des relations sensées depuis quelques mois.

Au cours de leurs entretiens, MM. Tito et Brejnev ont réaffirmé trois séries de principes. Ils se sont prononcés pour le développement de la coopération dans tous les domaines et à tous les niveaux (des rencontres plus fré-

De notre correspondant

quentes sont prévues entre les fonctionnaires des partis communistes et entre les dirigeants des deux Etats. Cette coopération doit avoir pour base les documents de 1963 et 1966 qui avaient scellé la réconciliation soviéto-yougoslave. Le maréchal Tito a déclaré qu'il était « très satisfait » de la question de la modification des différences entre les deux parties, concernant tant la construction du socialisme que certains grands problèmes internationaux, ne doivent pas empêcher le développement de cette coopération.

Ces principes ne sont pas nouveaux, mais il est important qu'ils soient rappelés au lendemain de la visite de Tito à Moscou. Les Soviétiques ont été fort mécon-

tents de la visite en soit de M. Hruščev en Yougoslavie et de ses déclarations « antipartitiques », puis de la condamnation par le dirigeant de l'intervention vietnamienne au Cambodge, et enfin de la position yougoslave balancée adoptée dans le conflit sino-vietnamien. Si les critiques exprimées publiquement dans la presse soviétique, ni même le voyage de M. Brejnev en Bulgarie, que beaucoup de Yougoslaves ont interprété comme une tentative de pression sur leur pays, n'ont amené Belgrade à changer de politique.

Le problème des non-alignés

L'U.R.S.S. paraît avoir plusieurs raisons de recréer un meilleur climat politique avec la Yougoslavie. D'une part, la relance de la politique est contre-productive dans la mesure où, loin d'insérer leur position, les dirigeants yougoslaves sont amenés à affirmer avec plus de force les principes fondamentaux de leur politique. Ils n'ont encaissé pas, ils répondent; c'est ce que le maréchal Tito a fait encore une fois. D'autre part, les Yougoslaves, qui savent entretenir de bonnes relations avec différents protagonistes, peuvent servir, sinon d'intermédiaires, du moins de trait d'union entre le camp socialiste et ses adversaires du moment.

Enfin, le maintien de rapports tendus entre les deux pays pourrait apparaître comme un encouragement donné par les Soviétiques aux positions bulgares sur la Macédoine, alors que le Kremlin n'a pas besoin d'un soutien d'instabilité en Europe. Il soulaie, au contraire, que la conférence de Madrid soit un succès et que la « détente militaire » fasse quelques progrès sur le continent.

Si les entretiens à Moscou ont permis d'appliquer ces principes, c'est parce que les relations bilatérales entre les deux pays n'avaient pas souffert de « retournements » des échanges commerciaux, au point de vue plus vite que prévu — ils dépasseront cette année 3,2 milliards de dollars, chiffre supérieur au commerce soviéto-roumain et le programme des échanges dans d'autres domaines (culturel, technique, scientifique) a été scrupuleusement réalisé.

Les divergences fondamentales n'en demeurent pas moins. Les discours n'en ont donné qu'un pâle reflet, mais elles auraient été clairement exprimées au cours des conversations. Chaque partie est restée sur ses positions, tant en ce qui concerne les relations avec la Chine, la présence vietnamienne au Cambodge, le conflit sino-vietnamien, la poussée soviéto-cubaine en Afrique. Le maréchal Tito, qui ne voulait pas donner l'impression de quitter l'approbation d'une grande puissance pour sa politique de non-alignement, a réaffirmé les principes du mouvement, faisant ainsi comprendre aux Soviétiques que certaines actions de leurs alliés sont incompatibles avec ses principes.

M. Brejnev, qui pourrait se rendre en visite officielle à Belgrade à la fin du mois, se rendra relativement « en bonne forme », selon des sources proches de la délégation yougoslave. Il a non seulement pris part à des conversations, mais il était évident pour tout le monde que c'est lui qui dirigeait la délégation soviétique.

DANIEL VERNET.

MICHEL TATU.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● VINGT-NEUF RESPONSABLES REGIONAUX DU MOUVEMENT POPULAIRE PRO-VINCIAL (conservateur), parmi lesquels le chef de cette organisation, M. Guillermo Belgrano Rawson, ont été arrêtés à San-Luis, à environ 850 kilomètres à l'ouest de Buenos-Aires, a-t-on appris vendredi 18 mai dans la capitale argentine. — (A.F.P.)

Cuba

● UNE EXPLOSION a endommagé, vendredi 18 mai, les bureaux de la mission cubaine à Washington, a indiqué la police.

Empire Centrafricain

● LE SECRÉTARIAT INTERNATIONAL D'AMNISTIE a annoncé que le siège est à Londres, a confirmé vendredi 18 mai dans un com-

Ethiopie

● LE CONSEIL MILITAIRE ETHIOPIEN (DEB) a procédé, vendredi 18 mai, à un remaniement ministériel. L'ancien ministre du commerce

Portugal

● M. HAROLD BROWN, secrétaire américain à la Défense, a déclaré, vendredi 18 mai, à Lisbonne, que le Portugal pourra jouer un rôle très important dans la solution des problèmes de l'Afrique australe, notamment en Namibie et en Rhodésie, en raison de « son passé et de son expérience » dans cette région. Il a été reçu par le président Eanes et le premier ministre, M. Mota Pinto. — (A.F.P.)

ITALIE

UNE GYNÉCOLOGUE BLESSÉE AUX JAMBES PAR DES TERRORISTES

(De notre correspondant.)

Rome. — Un commando se réclamant des « brigades armées prolétaires » a fait irruption, vendredi 18 mai, dans le cabinet d'une gynécologue turinoise, Mme Domenica Nigra Sartori, âgée de cinquante-huit ans. Après l'avoir attachée à un siège et bâillonnée, les agresseurs l'ont rapidement « jugée ». Mme Nigra Sartori a été reconduite aux coups de couteau « des avortements en chaîne à 300 000 litres (comme l'indiquait une pancarte attachée à son cou) ». Les justiciers « prolétaires » lui ont donc tiré plusieurs balles dans les jambes avant de prendre la fuite.

Ce n'est pas la première fois qu'une gynécologue est attaquée de la sorte. Ce n'est pas non plus la première fois qu'une femme reçoit des coups de feu. Mais en s'attaquant, il y a quelques mois, à une surveillante de prison turinoise, les terroristes avaient fait en sorte que la presse donne à cette affaire toute la portée possible. L'opération anti-terroriste entreprise à Gênes (le Monde du 18 mai) est plus importante qu'on ne le pensait. Six autres arrestations ont été effectuées vendredi, ce qui porte à seize le nombre de personnes arrêtées jusqu'à présent pour « constitution de bande armée, appelée Brigades rouges », ou activités connexes. Il semble d'autre part — contrairement aux précédentes déclarations d'un magistrat — que cette enquête n'est pas tout à fait étrangère à l'action engagée depuis sept semaines contre les « autonomes » de Padoue. — (Corresp.)

R. D. A.

MM. Gierak et Honecker ont discuté des questions économiques bilatérales

De notre correspondant

Vienne. — MM. Gierak et Honecker ont terminé, le vendredi 18 mai, les conversations engagées la veille à Berlin-Est. Les questions économiques bilatérales paraissent avoir été au centre de ces discussions, qui ont surpris les observateurs dans la mesure où le voyage du dirigeant polonais dans la capitale allemande n'avait pas été annoncé au préalable dans la presse de Berlin-Est. De source officielle, on indique que les entretiens se sont achevés « avec succès ».

La visite de M. Gierak visait sans doute à régler les questions qui n'avaient pu trouver une solution lors du séjour, le mois dernier, à Varsovie de M. Stoph, chef du gouvernement est-allemand. La R.D.A. a été considérablement gênée ces derniers mois dans son approvisionnement énergétique par les retards, voire l'annulation, de livraisons de charbon polonais. Ce secteur est l'un de ceux qui a le plus souffert des terribles conditions climatiques de l'hiver dernier.

La R.D.A. a dû se tourner vers la République fédérale pour des achats qui pèsent sur sa balance commerciale. Varsovie, de son côté, ne paraît pas satisfait par les importations de biens de consommation en provenance de la R.D.A. Ces difficultés ont beaucoup retardé la mise au point du protocole annuel d'échanges commerciaux entre les deux pays.

La présence aux côtés de M. Gierak et de M. Stoph, spécialement chargé des relations avec la R.D.A. de M. Blumh, membre du bureau politique responsable des questions intérieures du parti, indique que d'autres questions ont pu être abordées au cours de la rencontre. Il n'est pas impossible que les dirigeants est-allemands aient interrogé leurs interlocuteurs polonais sur les conséquences de la visite que le pape fera en Pologne le mois prochain. On a noté à ce sujet un certain agacement à Berlin-Est.

M. L.

Le passage entre les deux Berlins sera soumis à restrictions du 30 mai au 4 juin

De notre correspondant

Vienne. — L'Allemagne de l'Est continue de mener contre la République fédérale sa campagne de coups d'épée engagée depuis environ un mois. Les autorités de Berlin-Est ont en effet décidé, a-t-on appris vendredi 18 mai, de ne pas accorder de laissez-passer pour la Pentecôte aux citoyens de Berlin-Ouest désirant se rendre de l'autre côté du mur. Cette restriction à la circulation entre les deux parties de Berlin sera valable du 30 mai au 4 juin. Il semble toutefois que les autorisations accordées avant l'application de cette mesure, vendredi, pourront être utilisées.

Les autorités communistes ont justifié cette décision en faisant valoir que Berlin-Est serait, à la Pentecôte, « surchargée sur le plan touristique » en raison du Festival de la jeunesse qui se déroulera cette période. Plus de 500 000 jeunes sont attendus à cette occasion dans la capitale est-allemande. Ces jeunes n'étant certainement pas logés dans les hôtels pour touristes, et étant sans doute pris en charge par leurs organisa-

tions, on ne comprend pas très bien le fondement des raisons qui auraient motivé l'attitude des dirigeants de Berlin-Est. Il paraît plus vraisemblable de penser que les autorités veulent, par cette mesure, limiter les contacts entre jeunes de l'Est et de l'Ouest, voire empêcher certains visiteurs d'être témoins d'incidents éventuels.

La décision de la R.D.A. est la dernière d'une série de mesures qui ont altéré depuis quelque temps les relations entre les deux Etats allemands. En l'année 1978 s'étaient bien terminées pour Bonn et Berlin-Est, avec la signature du protocole sur le tracé de la frontière et le nouvel accord sur la circulation, depuis le début de cette année, en revanche, les désagréments ne font que s'accumuler : multiplication des affaires d'espionnage entre les deux pays, durcissement des conditions de travail faites aux journalistes, limitation à l'utilisation de marks ouest par les citoyens est-allemands, campagne de l'Est contre le renforcement des contrôles d'identité exercés à la frontière par la police de la R.F.A., menaces envers les dirigeants de la R.D.A. qui se feront publier à l'Ouest sans autorisation.

Cette nouvelle affaire est d'autant plus désagréable qu'elle intervient au lendemain de la présentation au Bundestag par le chancelier Schmidt du rapport sur l'état de la nation. Dans ce texte, le chancelier avait déclaré que, malgré certains revers, l'évolution des relations entre les deux Allemagnes est « dans l'ensemble positive ».

MANUEL LUCBERT.

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

(Suite de la première page.)

Il pourrait donc accorder leur préférence à une personnalité telle que M. von Weizsäcker, qui se situe au-dessus des partis. La tactique des adversaires de M. Carstens est d'autant plus ingénieuse que le physicien-philosophe qui fait son rival est le frère aîné de M. Richard von Weizsäcker, le représentant de la C.D.U. qui fut la dernière fois le perdant dans la course à la présidence gagnée par M. Walter Scheel. Autrement dit, en se prononçant pour l'homme proposé par la coalition gouvernementale, certains chrétiens-démocrates pourraient avoir un peu l'impression de venger leur échec d'autrefois.

Agé aujourd'hui de soixante-six ans, M. Carl-Friedrich von Weizsäcker s'est distingué dans le domaine de la physique nucléaire. Aujourd'hui encore on tient compte de la « formule Weizsäcker » lorsqu'il s'agit d'apprécier le contenu énergétique de l'atome. Cette spécialisation, qui l'amena à prendre part pendant la guerre aux efforts allemands pour produire une bombe nucléaire, lui valut d'ailleurs de rester pendant un an dans une prison britannique.

Depuis lors cependant, l'éventuel candidat à la présidence est devenu un militant de la paix qui s'est constamment élevé contre les armements atomiques. Si, à l'encontre de son frère il n'a jamais manifesté d'appartenance politique très claire, il est, à l'heure actuelle, en 1979, l'homme qui défend la politique à l'Est du gouvernement socialiste-libéral. Il reste à voir si cet homme, considéré aujourd'hui comme un « penseur au-dessus de la mêlée », va accepter le rôle que lui proposent les hommes politiques du camp gouvernemental.

JEAN WETZ.

JEAN SULIVAN  
Quelque temps de la vie de Jude & Cie

Il y a quelque chose d'inimitable chez Sullivan. Mais quoi? Probablement une certaine manière de prendre l'impossible imaginaire — comme il dit — à bras-le-corps avec un curieux mélange d'affection et de brusquerie. Et de poser quelques questions abstraites sur nos raisons de vivre ici et aujourd'hui, sans décoller du concret le plus immédiat et le plus quotidien. Le roman prend toute une rue, la rue Fichte, dans sa longueur et en quelques zooms et travellings, y découpe des personnages — Jude, Jo, Boris et Gerda, Mathieu, Gis dit Giscard, à cause d'une certaine ressemblance. Céline les amouretteux, Martha, Jaboué — qui ne s'oublient plus. Etrange de donner ainsi une vie inaltérable à ce qui n'est décrit qu'en quelques traits. Pourquoi existent-ils tant ces gens-là? Le récit court, découpé, éclairé, (aveuglé quelquefois), ne traîne jamais, mais ne s'essouffle jamais, non plus, frappe comme à la boxe, « raie », comme dans les courses de moto, pour dire un absolu niché au cœur du quotidien, une charité incommode et offensive. L'écriture fonctionne et percute ici, mais sans se regarder dans un miroir. Depuis « Mais il y a la mer », jusqu'au « Matinales », elle n'a jamais cessé, chez Sullivan, d'être une forme de liberté personnelle irrédoublable. Voici cette liberté mise au service d'un petit peuple de la rue, devenu le peuple des élus de notre temps. Un livre de défi, d'espoir et de plaisir.

Raymond Jean LE NOUVEL OBSERVATEUR

Roman/Stock





## DIPLOMATIE

A L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

### Forte réaction des pays occidentaux et du tiers-monde contre la demande d'exclusion d'Israël

De notre correspondante

Genève. — Le projet de résolution des pays arabes, déposé à l'Assemblée mondiale de la santé (qui se tient depuis le 7 mai au Palais des Nations), visant à priver Israël non seulement du droit de vote, mais également de tous les services de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), a de fortes chances d'être repoussé. Cette initiative a soulevé des réactions intenses pendant deux jours, car elle mettrait en jeu l'avenir de l'organisation (le Monde daté 13-14 mai). Les experts ont notamment manifesté leur irritation de voir des sommités médicales venues du monde entier perdre des journées entières en débats politiques « stériles et dangereux ». En outre, chaque journée de travaux de l'Assemblée coûte 134 000 dollars à l'O.M.S., auxquels s'ajoute le coût du traitement du personnel spécialement affecté à la conférence. L'organisation étant en proie à de graves difficultés financières, ces pertes ont été qualifiées de scandaleuses par de nombreux participants.

Pour faire front à la majorité automatique qui a d'habitude force de loi à l'O.M.S., le Canada, appuyé par l'Allemagne fédérale, l'Australie, le Danemark, Fidji, les Pays-Bas, le Ghana et la Suède, a proposé un amendement au règlement de l'Assemblée sur l'application de l'article 7 de la constitution de l'O.M.S. portant sur la suspension des « privilèges attachés au droit de vote et des services dont bénéficie un Etat membre ». Le droit d'initiative d'une telle décision d'une telle impor-

tance nécessite une majorité des deux tiers des voix, comme c'est le cas à l'O.N.U. et dans la plupart des institutions spécialisées lorsqu'il s'agit de l'expulsion d'un Etat membre. L'article 7 ne prévoit que la majorité simple.

Si l'article 7 était appliqué à Israël, cela signifierait l'exclusion de ce pays de l'O.M.S., le retrait probable des Etats-Unis (dont dépend pour 25 % le budget de l'organisation) et sans doute celui d'autres pays occidentaux. La crainte de voir l'O.M.S. se désintégrer s'est manifestée par une solidarité du camp occidental, renforcée par des déclarations du tiers-monde et par une rupture au sein du camp des non-alignés.

La délégation française, prenant la parole au nom des Neuf, a apporté son soutien à l'amendement canadien. La France a également appuyé un projet d'amendement déposé par la délégation de Fidji (président l'an dernier du groupe des non-alignés) demandant que le vote soit secret et s'est opposé à un point de procédure proposé par le Koweït tendant à court-circuiter l'initiative canadienne.

Nombre de délégations latino-américaines et africaines ont adopté la même position. Elles ont pour la plupart évoqué la nécessité pour l'O.M.S. de sau-

garder une universalité « sans faille », « car les virus, les microbes n'ont pas besoin de passeport pour passer les frontières, même les frontières militaires ».

Les Africains ont peine à cacher leur agacement devant les pressions qu'ils subissent de la part de certaines délégations arabes. Notre confrère du soir, la Tribune de Genève, écrit à ce propos : « Il est évident que l'interdiction des pétrodollars dans les comptes de l'Assemblée de l'O.M.S. crée une atmosphère déplaisante », et évoque les doléances de certains délégués africains, qui auraient affirmé au secrétariat de l'O.M.S. qu'ils avaient maintenant la riste, dans leur chambre d'hôtel, de représentants arabes « qui rapellent ce que valent en monnaie sonnante et trébuchante leurs votes sur les questions d'Israël ».

Pour sa part, le Vietnam a demandé de soumettre la proposition canadienne à des experts, puis au prochain conseil exécutif de l'O.M.S. — en d'autres termes de la renvoyer aux calendes grecques — et de soumettre au vote, sans délai, la résolution anti-israélienne. L'U.R.S.S., les pays socialistes et Cuba ont appuyé ce point de vue. Cette proposition a été rejetée par 79 voix contre 44 et 2 abstentions.

En dépit des efforts déployés par les pays arabes et les pays de l'Est, la proposition de Fidji, demandant un vote secret, a été adoptée par 70 voix contre 48 et 14 abstentions. Enfin, la proposition canadienne a recueilli 73 voix contre 46 et 15 abstentions.

ISABELLE VICHNIAC.

● **Nouveau directeur de l'UNICEF.** — Un diplomate américain spécialisé dans l'assistance au développement, le Dr James Grant, a été nommé directeur exécutif du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). Ancien président de l'Overseas Development Council et administrateur de l'Agence pour le développement international (A.I.D.), il succède à M. Labouisse, qui prendra sa retraite en fin d'année. — (A.F.P.)

Etats-Unis

### 46,2 millions de francs de dommages et intérêts à titre posthume pour contamination nucléaire

De notre correspondant

New-York. — Le verdict du tribunal d'Oklahoma-City qui, après trois ans de procédure, a accordé, vendredi 18 mai, 10 millions 500 000 dollars (environ 46,2 millions de francs) de dommages et intérêts aux trois enfants de Karen Silkwood, apporte un appui spectaculaire aux mouvements antinucléaires américains.

Karen Silkwood, une laborantine âgée de vingt-huit ans, avait trouvé la mort dans un accident d'automobile, le 13 novembre 1974, près d'Oklahoma-City, alors qu'elle s'apprêtait à rencontrer un journaliste du New York Times auquel elle voulait apporter des preuves des graves négligences dont se rendait coupable depuis plusieurs années la firme dans laquelle elle travaillait, Kerr-McGee, un fabricant d'équipements à base de plutonium pour les réacteurs nucléaires (le Monde du 19 mai).

Au moment de sa mort, Karen Silkwood se trouvait très gravement contaminée par du plutonium et sans doute contaminée. Les expertises avaient prouvé que son appartement était lui aussi contaminé. En 1974, la jeune femme avait été une première fois atteinte et avait envoyé à l'agence pour l'énergie atomique une liste des infractions à la sécurité qu'elle avait relevées dans l'entreprise.

Trois rapidement, l'affaire allait devenir le cheval de bataille des militants antinucléaires et des féministes. Malgré les conclusions de la police, diverses organisations assurent que Karen Silkwood n'avait pas été victime d'un accident mais d'un attentat soigneusement préparé pour « empêcher de parler ». En novembre, les mouvements antinucléaires avaient célébré avec éclat le quatrième anniversaire de sa mort.

En mars 1976, la famille de Mme Silkwood intentait une action contre Kerr-McGee et lui réclamait 70 millions de dollars de dommages et intérêts. La firme qui, en 1975, avait fermé l'usine dans laquelle elle avait travaillé, Mme Silkwood, plaide que celle-ci, au développement de votre propre pays.

Dans un communiqué conjoint, MM. Castro et Lopez Portillo ont réclamé « la fin du blocus économique imposé au peuple de Cuba » par les Etats-Unis. Le dirigeant cubain avait déclaré peu auparavant, dans sa conférence de presse, que ce blocus et le maintien de la base navale américaine de Guantanamo « empêchent l'établissement de relations normales avec Washington. Nous ne pouvons même pas importer de produits agricoles et nous ne pouvons pas exporter nos produits ».

Le dirigeant cubain a déclaré que le chantage qui pousse les Mexicains à traverser la frontière pour trouver du travail aux Etats-Unis est la conséquence « de l'implacable mutilation du territoire national et du sous-développement imposé par la force, l'arrogance et la domination des Etats-Unis dans le passé ».

Evoquant les découvertes d'importantes réserves de pétrole dans le sud du Mexique, il a déclaré à M. Lopez Portillo : « Nous sommes très satisfaits — vous avez clairement indiqué que vous n'avez pas l'intention de considérer l'exploitation du pétrole mexicain en fonction des besoins en pétrole de l'Amérique du Nord, mais comme un instrument nécessaire

au développement de votre propre pays ».

Le dirigeant cubain, qui a regagné vendredi soir La Havane, a prédit, d'autre part, la chute du régime Somoza au Nicaragua et du gouvernement militaire d'El Salvador, mais a réaffirmé la doctrine de Cuba à propos de l'Amérique latine : le gouvernement cubain « sympathise profondément avec tout mouvement de libération » mais « agit par expérience » que la révolution dans ces pays ne peut être faite que par « les peuples eux-mêmes ».

● **M. Vance** devait quitter dimanche 20 mai Washington pour un voyage de dix-sept jours en Europe et au Proche-Orient, dont la première étape, Londres, doit lui permettre de rencontrer le nouveau chef de la diplomatie britannique, lord Sarrington.

M. Vance se rendra ensuite au Caïre et à Jérusalem et assistera à Beersheba à l'ouverture des négociations sur l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza, ainsi qu'aux cérémonies de restitution d'El-Arich à l'Egypte.

Le secrétaire d'Etat est attendu le 28 mai en visite à Rome et à Berlin, le 30, à La Haye, au conseil semestriel des ministres de l'O.T.A.N. Il terminera sa tournée à Madrid à l'occasion des travaux annuels de la commission hispano-américaine.

● **M. Vance** devait quitter dimanche 20 mai Washington pour un voyage de dix-sept jours en Europe et au Proche-Orient, dont la première étape, Londres, doit lui permettre de rencontrer le nouveau chef de la diplomatie britannique, lord Sarrington.

M. Vance se rendra ensuite au Caïre et à Jérusalem et assistera à Beersheba à l'ouverture des négociations sur l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza, ainsi qu'aux cérémonies de restitution d'El-Arich à l'Egypte.

Le secrétaire d'Etat est attendu le 28 mai en visite à Rome et à Berlin, le 30, à La Haye, au conseil semestriel des ministres de l'O.T.A.N. Il terminera sa tournée à Madrid à l'occasion des travaux annuels de la commission hispano-américaine.

● **M. Vance** devait quitter dimanche 20 mai Washington pour un voyage de dix-sept jours en Europe et au Proche-Orient, dont la première étape, Londres, doit lui permettre de rencontrer le nouveau chef de la diplomatie britannique, lord Sarrington.

M. Vance se rendra ensuite au Caïre et à Jérusalem et assistera à Beersheba à l'ouverture des négociations sur l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza, ainsi qu'aux cérémonies de restitution d'El-Arich à l'Egypte.

Le secrétaire d'Etat est attendu le 28 mai en visite à Rome et à Berlin, le 30, à La Haye, au conseil semestriel des ministres de l'O.T.A.N. Il terminera sa tournée à Madrid à l'occasion des travaux annuels de la commission hispano-américaine.

● **M. Vance** devait quitter dimanche 20 mai Washington pour un voyage de dix-sept jours en Europe et au Proche-Orient, dont la première étape, Londres, doit lui permettre de rencontrer le nouveau chef de la diplomatie britannique, lord Sarrington.

M. Vance se rendra ensuite au Caïre et à Jérusalem et assistera à Beersheba à l'ouverture des négociations sur l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza, ainsi qu'aux cérémonies de restitution d'El-Arich à l'Egypte.

Le secrétaire d'Etat est attendu le 28 mai en visite à Rome et à Berlin, le 30, à La Haye, au conseil semestriel des ministres de l'O.T.A.N. Il terminera sa tournée à Madrid à l'occasion des travaux annuels de la commission hispano-américaine.

● **M. Vance** devait quitter dimanche 20 mai Washington pour un voyage de dix-sept jours en Europe et au Proche-Orient, dont la première étape, Londres, doit lui permettre de rencontrer le nouveau chef de la diplomatie britannique, lord Sarrington.

M. Vance se rendra ensuite au Caïre et à Jérusalem et assistera à Beersheba à l'ouverture des négociations sur l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza, ainsi qu'aux cérémonies de restitution d'El-Arich à l'Egypte.

Le secrétaire d'Etat est attendu le 28 mai en visite à Rome et à Berlin, le 30, à La Haye, au conseil semestriel des ministres de l'O.T.A.N. Il terminera sa tournée à Madrid à l'occasion des travaux annuels de la commission hispano-américaine.

● **M. Vance** devait quitter dimanche 20 mai Washington pour un voyage de dix-sept jours en Europe et au Proche-Orient, dont la première étape, Londres, doit lui permettre de rencontrer le nouveau chef de la diplomatie britannique, lord Sarrington.

M. Vance se rendra ensuite au Caïre et à Jérusalem et assistera à Beersheba à l'ouverture des négociations sur l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza, ainsi qu'aux cérémonies de restitution d'El-Arich à l'Egypte.

Le secrétaire d'Etat est attendu le 28 mai en visite à Rome et à Berlin, le 30, à La Haye, au conseil semestriel des ministres de l'O.T.A.N. Il terminera sa tournée à Madrid à l'occasion des travaux annuels de la commission hispano-américaine.

● **M. Vance** devait quitter dimanche 20 mai Washington pour un voyage de dix-sept jours en Europe et au Proche-Orient, dont la première étape, Londres, doit lui permettre de rencontrer le nouveau chef de la diplomatie britannique, lord Sarrington.

M. Vance se rendra ensuite au Caïre et à Jérusalem et assistera à Beersheba à l'ouverture des négociations sur l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza, ainsi qu'aux cérémonies de restitution d'El-Arich à l'Egypte.

Le secrétaire d'Etat est attendu le 28 mai en visite à Rome et à Berlin, le 30, à La Haye, au conseil semestriel des ministres de l'O.T.A.N. Il terminera sa tournée à Madrid à l'occasion des travaux annuels de la commission hispano-américaine.

● **M. Vance** devait quitter dimanche 20 mai Washington pour un voyage de dix-sept jours en Europe et au Proche-Orient, dont la première étape, Londres, doit lui permettre de rencontrer le nouveau chef de la diplomatie britannique, lord Sarrington.

M. Vance se rendra ensuite au Caïre et à Jérusalem et assistera à Beersheba à l'ouverture des négociations sur l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza, ainsi qu'aux cérémonies de restitution d'El-Arich à l'Egypte.

Le secrétaire d'Etat est attendu le 28 mai en visite à Rome et à Berlin, le 30, à La Haye, au conseil semestriel des ministres de l'O.T.A.N. Il terminera sa tournée à Madrid à l'occasion des travaux annuels de la commission hispano-américaine.

● **M. Vance** devait quitter dimanche 20 mai Washington pour un voyage de dix-sept jours en Europe et au Proche-Orient, dont la première étape, Londres, doit lui permettre de rencontrer le nouveau chef de la diplomatie britannique, lord Sarrington.

M. Vance se rendra ensuite au Caïre et à Jérusalem et assistera à Beersheba à l'ouverture des négociations sur l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza, ainsi qu'aux cérémonies de restitution d'El-Arich à l'Egypte.

Le secrétaire d'Etat est attendu le 28 mai en visite à Rome et à Berlin, le 30, à La Haye, au conseil semestriel des ministres de l'O.T.A.N. Il terminera sa tournée à Madrid à l'occasion des travaux annuels de la commission hispano-américaine.

● **M. Vance** devait quitter dimanche 20 mai Washington pour un voyage de dix-sept jours en Europe et au Proche-Orient, dont la première étape, Londres, doit lui permettre de rencontrer le nouveau chef de la diplomatie britannique, lord Sarrington.

M. Vance se rendra ensuite au Caïre et à Jérusalem et assistera à Beersheba à l'ouverture des négociations sur l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza, ainsi qu'aux cérémonies de restitution d'El-Arich à l'Egypte.

Le secrétaire d'Etat est attendu le 28 mai en visite à Rome et à Berlin, le 30, à La Haye, au conseil semestriel des ministres de l'O.T.A.N. Il terminera sa tournée à Madrid à l'occasion des travaux annuels de la commission hispano-américaine.

● **M. Vance** devait quitter dimanche 20 mai Washington pour un voyage de dix-sept jours en Europe et au Proche-Orient, dont la première étape, Londres, doit lui permettre de rencontrer le nouveau chef de la diplomatie britannique, lord Sarrington.

M. Vance se rendra ensuite au Caïre et à Jérusalem et assistera à Beersheba à l'ouverture des négociations sur l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza, ainsi qu'aux cérémonies de restitution d'El-Arich à l'Egypte.

Le secrétaire d'Etat est attendu le 28 mai en visite à Rome et à Berlin, le 30, à La Haye, au conseil semestriel des ministres de l'O.T.A.N. Il terminera sa tournée à Madrid à l'occasion des travaux annuels de la commission hispano-américaine.

● **M. Vance** devait quitter dimanche 20 mai Washington pour un voyage de dix-sept jours en Europe et au Proche-Orient, dont la première étape, Londres, doit lui permettre de rencontrer le nouveau chef de la diplomatie britannique, lord Sarrington.

M. Vance se rendra ensuite au Caïre et à Jérusalem et assistera à Beersheba à l'ouverture des négociations sur l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza, ainsi qu'aux cérémonies de restitution d'El-Arich à l'Egypte.

Le secrétaire d'Etat est attendu le 28 mai en visite à Rome et à Berlin, le 30, à La Haye, au conseil semestriel des ministres de l'O.T.A.N. Il terminera sa tournée à Madrid à l'occasion des travaux annuels de la commission hispano-américaine.

● **M. Vance** devait quitter dimanche 20 mai Washington pour un voyage de dix-sept jours en Europe et au Proche-Orient, dont la première étape, Londres, doit lui permettre de rencontrer le nouveau chef de la diplomatie britannique, lord Sarrington.

M. Vance se rendra ensuite au Caïre et à Jérusalem et assistera à Beersheba à l'ouverture des négociations sur l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza, ainsi qu'aux cérémonies de restitution d'El-Arich à l'Egypte.

Le secrétaire d'Etat est attendu le 28 mai en visite à Rome et à Berlin, le 30, à La Haye, au conseil semestriel des ministres de l'O.T.A.N. Il terminera sa tournée à Madrid à l'occasion des travaux annuels de la commission hispano-américaine.

● **M. Vance** devait quitter dimanche 20 mai Washington pour un voyage de dix-sept jours en Europe et au Proche-Orient, dont la première étape, Londres, doit lui permettre de rencontrer le nouveau chef de la diplomatie britannique, lord Sarrington.

M. Vance se rendra ensuite au Caïre et à Jérusalem et assistera à Beersheba à l'ouverture des négociations sur l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza, ainsi qu'aux cérémonies de restitution d'El-Arich à l'Egypte.

Le secrétaire d'Etat est attendu le 28 mai en visite à Rome et à Berlin, le 30, à La Haye, au conseil semestriel des ministres de l'O.T.A.N. Il terminera sa tournée à Madrid à l'occasion des travaux annuels de la commission hispano-américaine.

● **M. Vance** devait quitter dimanche 20 mai Washington pour un voyage de dix-sept jours en Europe et au Proche-Orient, dont la première étape, Londres, doit lui permettre de rencontrer le nouveau chef de la diplomatie britannique, lord Sarrington.

M. Vance se rendra ensuite au Caïre et à Jérusalem et assistera à Beersheba à l'ouverture des négociations sur l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza, ainsi qu'aux cérémonies de restitution d'El-Arich à l'Egypte.

Le secrétaire d'Etat est attendu le 28 mai en visite à Rome et à Berlin, le 30, à La Haye, au conseil semestriel des ministres de l'O.T.A.N. Il terminera sa tournée à Madrid à l'occasion des travaux annuels de la commission hispano-américaine.

● **M. Vance** devait quitter dimanche 20 mai Washington pour un voyage de dix-sept jours en Europe et au Proche-Orient, dont la première étape, Londres, doit lui permettre de rencontrer le nouveau chef de la diplomatie britannique, lord Sarrington.

M. Vance se rendra ensuite au Caïre et à Jérusalem et assistera à Beersheba à l'ouverture des négociations sur l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza, ainsi qu'aux cérémonies de restitution d'El-Arich à l'Egypte.

Le secrétaire d'Etat est attendu le 28 mai en visite à Rome et à Berlin, le 30, à La Haye, au conseil semestriel des ministres de l'O.T.A.N. Il terminera sa tournée à Madrid à l'occasion des travaux annuels de la commission hispano-américaine.

● **M. Vance** devait quitter dimanche 20 mai Washington pour un voyage de dix-sept jours en Europe et au Proche-Orient, dont la première étape, Londres, doit lui permettre de rencontrer le nouveau chef de la diplomatie britannique, lord Sarrington.

M. Vance se rendra ensuite au Caïre et à Jérusalem et assistera à Beersheba à l'ouverture des négociations sur l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza, ainsi qu'aux cérémonies de restitution d'El-Arich à l'Egypte.

Le secrétaire d'Etat est attendu le 28 mai en visite à Rome et à Berlin, le 30, à La Haye, au conseil semestriel des ministres de l'O.T.A.N. Il terminera sa tournée à Madrid à l'occasion des travaux annuels de la commission hispano-américaine.

● **M. Vance** devait quitter dimanche 20 mai Washington pour un voyage de dix-sept jours en Europe et au Proche-Orient, dont la première étape, Londres, doit lui permettre de rencontrer le nouveau chef de la diplomatie britannique, lord Sarrington.

M. Vance se rendra ensuite au Caïre et à Jérusalem et assistera à Beersheba à l'ouverture des négociations sur l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza, ainsi qu'aux cérémonies de restitution d'El-Arich à l'Egypte.

Le secrétaire d'Etat est attendu le 28 mai en visite à Rome et à Berlin, le 30, à La Haye, au conseil semestriel des ministres de l'O.T.A.N. Il terminera sa tournée à Madrid à l'occasion des travaux annuels de la commission hispano-américaine.

● **M. Vance** devait quitter dimanche 20 mai Washington pour un voyage de dix-sept jours en Europe et au Proche-Orient, dont la première étape, Londres, doit lui permettre de rencontrer le nouveau chef de la diplomatie britannique, lord Sarrington.

M. Vance se rendra ensuite au Caïre et à Jérusalem et assistera à Beersheba à l'ouverture des négociations sur l'autonomie de la Cisjordanie et de Gaza, ainsi qu'aux cérémonies de restitution d'El-Arich à l'Egypte.

## AMÉRIQUES

El Salvador

### Le président Romero estime que l'affaire des otages français n'est pas de son ressort

De notre correspondant

San-Salvador. — C'est à un véritable cercle vicieux que s'apparentent de plus en plus les négociations pour la libération de l'ambassadeur de France à San-Salvador et de cinq de ses collaborateurs, retenus depuis le 4 mai dans les locaux de l'ambassade par un commando du Bloc populaire révolutionnaire (B.P.R.). L'ambassade de France reste elle aussi occupée depuis le 11 mai.

Certes, les négociations se poursuivent entre représentants de Paris et une délégation du B.P.R. installée à l'université nationale. Les contacts sont également maintenus avec le gouvernement salvadorien. Mais, chacun, à ce stade, rejette sur l'autre l'initiative pour déboucher la situation. Dans une conférence de presse donnée vendredi 18 mai, le président Romero a réaffirmé la position que peu paradoxale de son gouvernement, qui estime que l'affaire n'est pas de son ressort et concerne les occupants et les gouvernements français et vénézuélien.

Le mouvement

lancé par le B.P.R.

commence à s'essouffier

Le B.P.R. affirme que c'est maintenant au gouvernement de préciser où sont les trois membres de l'organisation dont il demande la libération. L'ambassadeur du gouvernement français fait valoir, de son côté, qu'il ne peut rompre le cercle : si son intervention a bien permis la libération de deux membres du B.P.R., elle n'a pas servi dans trois autres cas.

La prolongation de l'affaire constitue pour le B.P.R. une arme à double tranchant. Si l'occupation des locaux de l'ambassade et la cathédrale de la capitale) a eu un retentissement indéniable, le mouvement commence à s'essouffier. Les manifestations quasi quotidiennes en faveur du Bloc

dans le centre de la ville, violemment réprimées par les forces de sécurité dans les premiers jours, vont maintenant en s'amenuisant, tandis que le gouvernement affecte de les ignorer.

Le B.P.R. commence à éprouver quelques difficultés à préciser la portée exacte de ses exigences vis-à-vis de la France. La demande, formulée indirectement, d'une dénonciation par la France des violations des droits de l'homme au Salvador, apparaît difficilement envisageable dans la pratique. Une action sur le plan bilatéral ne semblerait pas non plus avoir grand sens, bien que l'on commence à évoquer au sein du B.P.R. les accords conclus lors de la récente visite en France du vice-président d'El Salvador (1).

Il est vrai que l'on a affaire à une prise d'otages très particulière, la cible ayant été choisie non dans un but de représailles, mais « pour son caractère démocratique ». Les négociations sont d'autant plus complexes que, bien que Paris ait obtenu pour les occupants de l'ambassade l'asile politique à Panama, ces derniers n'entendent pas quitter le pays, tout en exigeant que soit garantie leur sauvegarde.

Un progrès a pu néanmoins être réalisé quant aux conditions de détention des otages. Depuis le mercredi 15, les membres du B.P.R. occupant l'ambassade ont autorisé ceux-ci à communiquer par la fenêtre du premier étage, avec l'envoyé spécial du gouvernement français, M. Cuvillier, et ses adjoints.

THIERRY MALINIAK.

(1) Une convention sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements entre la France et El Salvador a été, le 20 septembre 1978 à Paris, mais les investissements français dans ce pays représentent moins de 0,6 % du montant total des investissements directs étrangers (quatre fois moins, par exemple, que ceux des Pays-Bas).

Mexique

A la fin de sa visite

### M. CASTRO REND HOMMAGE A LA VOLONTÉ D'INDÉPENDANCE DU PRÉSIDENT LOPEZ PORTILLO EN MATIÈRE PÉTROLIÈRE

Comunel (A.F.P., A.P., U.P.J.).

— M. Fidel Castro, en visite officielle au Mexique, a violemment critiqué, vendredi 18 mai, Washington pour la façon dont sont traités les intérêts mexicains entrés de façon illégale aux Etats-Unis. Il a aussi rendu hommage à son hôte, le président Jose Lopez Portillo, pour sa détermination à ne pas définir la politique pétrolière du Mexique en fonction des vues américaines.

Le dirigeant cubain a déclaré que le chantage qui pousse les Mexicains à traverser la frontière pour trouver du travail aux Etats-Unis est la conséquence « de l'implacable mutilation du territoire national et du sous-développement imposé par la force, l'arrogance et la domination des Etats-Unis dans le passé ».

Evoquant les découvertes d'importantes réserves de pétrole dans le sud du Mexique, il a déclaré à M. Lopez Portillo : « Nous sommes très satisfaits — vous avez clairement indiqué que vous n'avez pas l'intention de considérer l'exploitation du pétrole mexicain en fonction des besoins en pétrole de l'Amérique du Nord, mais comme un instrument nécessaire

au développement de votre propre pays ».

Dans un communiqué conjoint, MM. Castro et Lopez Portillo ont réclamé « la fin du blocus économique imposé au peuple de Cuba » par les Etats-Unis. Le dirigeant cubain avait déclaré peu auparavant, dans sa conférence de presse, que ce blocus et le maintien de la base navale américaine de Guantanamo « empêchent l'établissement de relations normales avec Washington. Nous ne pouvons même pas importer de produits agricoles et nous ne pouvons pas exporter nos produits ».

Le dirigeant cubain a déclaré que le chantage qui pousse les Mexicains à traverser la frontière pour trouver du travail aux Etats-Unis est la conséquence « de l'implacable mutilation du territoire national et du sous-développement imposé par la force, l'arrogance et la domination des Etats-Unis dans le passé ».

Evoquant les découvertes d'importantes réserves de pétrole dans le sud du Mexique, il a déclaré à M. Lopez Portillo : « Nous sommes très satisfaits — vous avez clairement indiqué que vous n'avez pas l'intention de considérer l'exploitation du pétrole mexicain en fonction des besoins en pétrole de l'Amérique du Nord, mais comme un instrument nécessaire

au développement de votre propre pays ».

Dans un communiqué conjoint, MM. Castro et Lopez Portillo ont réclamé « la fin du blocus économique imposé au peuple de Cuba » par les Etats-Unis. Le dirigeant cubain avait déclaré peu auparavant, dans sa conférence de presse, que ce blocus et le maintien de la base navale américaine de Guantanamo « empêchent l'établissement de relations normales avec Washington. Nous ne pouvons même pas importer de produits agricoles et nous ne pouvons pas exporter nos produits ».

Le dirigeant cubain a déclaré que le chantage qui pousse les Mexicains à traverser la frontière pour trouver du travail aux Etats-Unis est la conséquence « de l'implacable mutilation du territoire national et du sous-développement imposé par la force, l'arrogance et la domination des Etats-Unis dans le passé ».

Evoquant les découvertes d'importantes réserves de pétrole dans le sud du Mexique, il a déclaré à M. Lopez Portillo : « Nous sommes très satisfaits — vous avez clairement indiqué que vous n'avez pas l'intention de considérer l'exploitation du pétrole mexicain en fonction des besoins en pétrole de l'Amérique du Nord, mais comme un instrument nécessaire

au développement de votre propre pays ».

Dans un communiqué conjoint, MM. Castro et Lopez Portillo ont réclamé « la fin du blocus économique imposé au peuple de Cuba » par les Etats-Unis. Le dirigeant cubain avait déclaré peu auparavant, dans sa conférence de presse, que ce blocus et le maintien de la base navale américaine de Guantanamo « empêchent l'établissement de relations normales avec Washington. Nous ne pouvons même pas importer de produits agricoles et nous ne pouvons pas exporter nos produits ».

Le dirigeant cubain a déclaré que le chantage qui pousse les Mexicains à traverser la frontière pour trouver du travail aux Etats-Unis est la conséquence « de l'implacable mutilation du territoire national et du sous-développement imposé par la force, l'arrogance et la domination des Etats-Unis dans le passé ».

Evoquant les découvertes d'importantes réserves de pétrole dans le sud du Mexique, il a déclaré à M. Lopez Portillo : « Nous sommes très satisfaits — vous avez clairement indiqué que vous n'avez pas l'intention de considérer l'exploitation du pétrole mexicain en fonction des besoins en pétrole de l'Amérique du Nord, mais comme un instrument nécessaire

au développement de votre propre pays ».

Dans un communiqué conjoint, MM. Castro et Lopez Portillo ont réclamé « la fin du blocus économique imposé au peuple de Cuba » par les Etats-Unis. Le dirigeant cubain avait déclaré peu auparavant, dans sa conférence de presse, que ce blocus et le maintien de la base navale américaine de Guantanamo « empêchent l'établissement de relations normales avec Washington. Nous ne pouvons même pas importer de produits agricoles et nous ne pouvons pas exporter nos produits ».

Le dirigeant cubain a déclaré que le chantage qui pousse les Mexicains à traverser la frontière pour trouver du travail aux Etats-Unis est la conséquence « de l'implacable mutilation du territoire national et du sous-développement imposé par la force, l'arrogance et la domination des Etats-Unis

# Le Monde le débat européen

## Les réalités et l'espoir

La seconde émission consacrée à l'élection européenne par RTL et TF 1 avait le mérite de revenir à la formule plus classique d'un face à face qui évite l'aspect de « happening » des confrontations à quatre, qui permet également aux orateurs de mieux poser leur argumentation et, partant, de mieux faire passer leur message. Ainsi, la prestation de M. Pierre Mauroy face à M. Michel Debord a peut-être mieux servi la cause du parti socialiste que celle du premier secrétaire la veille face à ses trois adversaires.

Non que, au cours de ce débat plaisant à suivre, mené par Alexandre Beloud et Patrice Duhamel, M. Michel Debord se soit exprimé ou montré plus convaincant. Au contraire. Fidèle à son image de procureur intraitable, réquérant contre « l'Europe passoire » et le gouvernement de Bruxelles, animé par la passion de l'idée qu'il se fait de l'intérêt national, l'ancien pre-

mier ministre du général de Gaulle a dénoncé l'illusion qui consiste à s'en remettre à l'Europe du soin d'assurer le progrès et le bonheur des Français. Son extrême méfiance à l'égard du discours européeniste tient en deux propositions : d'une part « rien ne peut remplacer l'effort national » ; d'autre part, les « zones de divergence » entre les pays membres de la Communauté ne sont pas moins importantes que les zones d'intérêt commun.

De son côté, M. Pierre Mauroy a récusé tout à la fois « l'Europe telle qu'elle est » qui est celle des entreprises multinationales, aussi bien que « l'Europe épouvantée de M. Michel Debord » et « l'Europe alibi de Mme Veil ». Le maire de Lille s'est livré à un vibrant plaidoyer pour l'Europe, même si les socialistes veulent la changer parce que, a-t-il expliqué, « nous ne voulons pas être les jouets de l'histoire ». — J.-M. C.

## La stupidité

(Suite de la première page.)

Un grand espoir naquit : les intellectuels français allaient enfin regarder le monde tel qu'il est. Peut-être allaient-ils même reprendre la grande tradition de l'Encyclopédie pour dessiner les contours porteurs de notre civilisation.

C'est là que les choses ont commencé à se gâter. Quelques zélés, voire quelques zélateurs, dans leurs gazettes de la philosophie n'étaient plus de gauche, ont voulu en déduire qu'elle serait forcément de droite, et l'on en voit aujourd'hui de curieux résultats.

Voici, d'un côté, qu'un professeur de médecine réunit ses étudiants pour se vanter d'être fasciste, voire qu'un rassemblement Mitterrand et Caillet pour leur faire dire ce qu'ils n'ont pas dit ; voici que les nouveaux économistes, croyant, mais à tort, emboîter le pas aux nouveaux philosophes, remontent d'un siècle en arrière pour exalter les vertus du libéralisme à l'état pur.

Voici, de l'autre côté, que l'on cherche à reconstruire un pouvoir intellectuel pour combler le vide laissé par Marx, sur sa gauche, et que des mouvements extrémistes vont chercher chez Trotski ou Gramsci des alibis à leur terrorisme antidémocratique.

Voici, des deux côtés, des médias et des journaux présentant des thèses pour le moins ambiguës, encastrant tour à tour le religieux et le païen, l'ordre et le désordre, le droit à la différence et le racisme, comme si l'histoire ne montrait pas assez ce qu'il peut y avoir de redoutable derrière ces mots. Dans le même temps, Régis Debray accuse les intellectuels d'avoir presque tous cédé à la tentation des médias.

Avons-nous à ce point perdu le sens de la création que nos intellectuels ne puissent construire hors des sentiers battus ? Avons-nous à ce point perdu le sens de la mesure que nous ne puissions quitter Marx sans tomber chez Maurras ? Avons-nous déboussonné une intelligence qui pour le remplacer par une stupidité ? Non, non et non !

Le combat mené ces dix dernières années ne peut connaître une aussi triste issue. Il ne sera pas dit que la lutte contre un certain extrémisme n'aura pour effet que de servir un autre extrémisme, que la dénonciation d'une barbarie à visage humain n'aura servi qu'à présenter un humanisme à visage barbare.

Notre démocratie mérite mieux que cela.

Notre tradition intellectuelle mérite mieux que cela. Nous devons être capables de déceler celles de nos valeurs qui, aujourd'hui, sont porteuses d'avenir et de construire un modèle de société qui s'y soumette. Les intellectuels accusent le pouvoir de gouverner sans idéal. Mais le pouvoir a-t-il charge d'âme dans un monde où les intellectuels eux-mêmes n'ont plus d'idéal à proposer ? Et n'y a-t-il pas place, dans une démocratie digne de ce nom, pour une recherche commune qui fasse table rase des méfiances réciproques ?

Ce discours, c'est aujourd'hui qu'il faut le tenir, aujourd'hui où nous construisons l'Europe et où nous avons le sentiment que nous pouvons conduire notre destin. Chaque jour qui passe, chaque pierre qui s'ajoute à l'édifice risque de rendre plus difficile, si nous n'y prenons garde à temps, la maîtrise architecturale d'en-

## M. Chirac : l'intergroupe est une vieille recette

De notre correspondant

Bonnay. — Au cours d'une conférence de presse donnée à Bonnay vendredi 18 mai, M. Jacques Chirac s'est déclaré défavorable à la proposition du président de la République de créer un intergroupe rassemblant les quatre-vingt-un députés français à l'Assemblée européenne. Il a expliqué : « L'intergroupe, c'est une vieille recette de la III<sup>e</sup> et de la IV<sup>e</sup> République qui consiste à mettre ensemble des gens qui pensent différemment pour donner l'illusion d'une certaine unité. Je ne crois pas que cette idée soit conforme à la logique démocratique de la V<sup>e</sup> République. » M. Chirac a indiqué que les députés de sa liste « gardent leur autonomie de décision et

formeront un groupe avec l'appui de députés irlandais et danois ».

Le président du R.P.R. a ensuite pris la parole devant quelques trois mille personnes et en présence de tous les parlementaires R.P.R. de Bretagne. Il a déclaré que les socialistes et les communistes ne devaient s'attendre à aucune aide de sa part : « Nous les avons battus en 1974 et 1978 ; nous les rebattrons en 1981 et 1983 », a-t-il dit. Après avoir reproché une nouvelle fois au gouvernement son incapacité à lutter contre « le fléau inacceptable qu'est le chômage », il a réaffirmé son hostilité à l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne.

## Le recours contre les contraintes financières imposées aux « petites listes »

De notre correspondant

Strasbourg. — Mmes Françoise Dornier-Ménard et Robert Pétrot-Davis, deux des candidates allemandes de la liste Europe-Ecologie, et l'association Europe-Ecologie, qui les soutient, ont déposé samedi 19 mai un recours au tribunal administratif de Strasbourg et au Conseil d'Etat, en vue de l'annulation du décret portant application de la loi du 7 juillet 1977 relative à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes, et celui portant convocation des électeurs à ces mêmes élections.

Au cours d'une conférence de presse tenue à Strasbourg, les deux candidates ont expliqué que les dispositions qui résulteraient de ces deux décrets ont pour effet « par la transposition et l'adaptation partielle et insuffisante de certaines règles du code électoral », de porter atteinte à la liberté d'expression financière qui fausse l'expression du suffrage universel.

Ainsi, le système électoral adopté en France pour les élections du 10 juin oblige toute liste candidate à faire l'avance des

sommes nécessaires à l'impression des bulletins de vote, des professions de foi et des affiches, sur l'ensemble du territoire. « Les dépenses minimales nécessaires pour qu'une liste puisse participer à ces élections sont de l'ordre de 3 millions de francs lourds, c'est-à-dire trente fois la caution prévue par les textes », ont-elles déclaré. Elles ont ajouté que la liste n'est remboursée de ses frais que si elle obtient 5 % des suffrages exprimés.

En fait, les deux candidates, il y a contradiction entre ces contraintes et la Convention européenne des droits de l'homme, ratifiée par la France. L'article 14 de cette convention stipule notamment que « la jouissance des droits et libertés doit être assurée sans distinction aucune fondée sur les opinions politiques, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune ou toute autre situation ». Elles estiment par ailleurs que ces deux décrets sont incompatibles avec l'esprit du traité de Rome, elles demandent en conséquence, que soit saisie la Cour de justice des Communautés européennes.

(PUBLICITE)

## SORTIR DE L'EUROPE POUR SORTIR DE LA CRISE

A la veille des élections européennes de juin 1979, la crise ouverte en 1973 connaît un regain de vigueur et d'ampleur. Cette crise a cessé la phase d'expansion du capitalisme. Elle débouche aujourd'hui sur un début de décomposition des structures démocratiques. Elle met en danger les conquêtes sociales acquises en Europe au lendemain de la défaite du III<sup>e</sup> Reich.

Le sens profond de l'élection européenne du 10 juin n'est pas de construire démocratiquement l'Europe ; elle est déjà une réalité ; mais de légitimer un processus en marche, celui de l'édification de l'Europe du capital, gérée par une social-démocratie qui a repris à son compte les rêves d'égalitarisme de la bourgeoisie paupérisée.

La légitimation de l'intégration qui résultera de l'élection au sein du pouvoir d'une assemblée européenne privera les Etats de la possibilité de défendre leurs intérêts propres. Conformément à l'article 36 de notre Constitution, qui peut être modifié — le droit international prime le droit national ; mais le droit européen ne constitue pas en réalité une branche du droit international ; c'est lui-même qui proclame sa supériorité sur les règles du droit interne (art. 5 du Traité de Rome).

C'est en ce sens que les Etats ont, en signant les traités communautaires, permis le transfert de leur souveraineté aux communautés européennes. Il est donc logique d'en déduire la nécessité, pour les Etats et pour les peuples, de sortir des communautés afin de retrouver l'ensemble normal de leur souveraineté. Ce qui permet de comprendre le refus exprimé par le peuple norvégien d'entrer dans la C.E.E. et la campagne de désobéissance civile menée en Danemark aux fins d'obtenir une révision des traités.

## 4. - L'EUROPE DE LA RÉPRESSION ET DU CONSERVATISME

L'Europe « légitimée » en juin n'est ni l'Europe des libertés ni l'Europe du socialisme. Elle est l'Europe de la gauche au pouvoir dans les Etats de l'Europe du Sud est désormais bloquée par les pressions économiques, financières et politiques de la R.F.A. où la bourgeoisie dominante, adossée à une classe ouvrière bien tenue en main par les organisations sociales, maintient largement la convulsion de l'exploitation du système social actuel.

L'exemple du Portugal en témoigne avec éclat. La mise en place de l'espace judiciaire européen et des libertés, permettra d'aligner les législations de chaque Etat sur celle de l'Etat le plus répressif. Depuis l'affaire Croissant, le droit s'est pratiquement abolie.

Notre refus de la C.E.E. ne signifie pas un repli nationaliste. A l'intégration européenne, nous opposons notre volonté d'établir, avec tous les pays européens et avec les pays en voie de développement, des relations de coopération fondées sur des conventions bilatérales et multilatérales tenant compte des besoins réels des économies concernées, comme par exemple un moratoire complet sur les dettes des pays sous-développés, dettes qui empêchent toute possibilité de développement.

Il résulte de cette analyse que tout effort pour promouvoir une politique indépendante ne deviendra une entreprise éternelle que dans la perspective d'une rupture avec la C.E.E.

Les adversaires de l'Europe actuelle n'ont rien à gagner en participant au jeu d'une institution parlementaire cautionnée d'une Europe vouée et dominée en fait par les forces conservatrices des neuf pays de la C.E.E. Quelle que soit l'issue du scrutin de juin 1979, une nouvelle résistance populaire s'élèvera à l'heure de la réévaluation des ambitions des nouveaux maîtres impériaux de l'Europe du capital, du chômage et de la répression.

## 3. - L'EUROPE DE LA SUPRANATIONALITÉ

L'Europe « légitimée » en juin ne sera pas l'Europe de l'indépendance. Il suffit d'examiner le rapport des forces économiques et politiques. Tous les pays d'Europe sont en déficit croissant (30 % en moyenne) vis-à-vis de la R.F.A. La monnaie européenne consacre la domination du mark. D'ici

IL FAUT BOYCOTTER LES ÉLECTIONS DU 10 JUIN

COMITÉ D'ACTION CONTRE L'HÉGÉMONIE GERMANO-AMÉRICAIN EN EUROPE

Comité fondé en décembre 1976 par le Général Georges Blouin, le Général Pierre de Gaulle, Claude Bourdet, Georges Casalis, Maurice Kriegel-Valromont, Georges Montaron, Marcel Prenant, Jean-Paul Sartre et Jean-Pierre Vigier, auxquels se sont joints entre autres : Georges Arnaud, Manuel Bridier,

## M. Barre réplique aux déclarations de M. Chirac sur l'eurochômage et le S.M.E.

M. Raymond Barre, qui était vendredi 18 mai l'invité de R.M.C. à l'occasion d'une émission enregistrée le matin à Lyon et diffusée l'après-midi de 18 h. 45 à 19 h. 30, a estimé que la campagne électorale pour l'élection européenne était « complètement détournée de sa fin ».

A deux reprises, le chef du gouvernement a répliqué aux arguments de M. Jacques Chirac. Debord à propos de la situation de l'emploi : « Parler de l'eurochômage est une escroquerie. Cela signifie que l'on n'est pas capable de comprendre quelle est la situation de l'emploi dans le monde », a-t-il déclaré. Evoquant ensuite la déclaration faite jeudi soir par le président du R.P.R. selon lequel le système monétaire européen est « une erreur capitale », d'où le franc devra un jour sortir « en catastrophe » (le Monde du 19 mai), M. Barre a rétorqué :

« En mars 1976, je n'étais pas premier ministre : la France est sortie du « serpent » monétaire européen. Le franc s'est dévalué, quand j'ai été appelé aux fonctions de premier ministre, la situation dans laquelle je me suis trouvé était celle du franc qui glissait : je n'y étais pour rien. En second lieu, nos réserves fondent. Ce n'est pas moi qui ai fait entrer, en 1975, la France dans le « serpent » monétaire. M. Chirac était premier ministre. Je n'accepte pas que l'on dise que lorsqu'on a été premier ministre

on n'a pas eu de responsabilités, que ce sont les autres qui les avaient ! Cette mise au point étant faite, je voudrais (...) que l'on ne me raconte pas d'histoires parce que moi je peux apporter des preuves ».

M. Barre a souligné au passage les difficultés auxquelles il se heurte depuis son arrivée à l'Hotel Matignon dans sa campagne d'explications permanentes sur la politique gouvernementale : « La grande difficulté dans laquelle nous nous trouvons est que le langage qui est tenu par le gouvernement n'est pas repris par ceux qui devraient être les relais de l'action gouvernementale. Je l'ai trop ressenti, je l'ai trop éprouvé pour ne pas le dire aujourd'hui. Par exemple, j'ai dit récemment à la télévision que la crise de l'énergie n'était pas derrière nous mais devant nous. Ce propos, je l'avais tenu exactement de la même façon devant l'Assemblée nationale. Il était passé totalement inaperçu parce que ceux qui en avaient besoin n'avaient pas entendu la politique de stimulation de l'économie, de relance de l'économie, ne pouvaient pas tenir ces propos en se référant à la perspective que je dessinais (...). Tous ces mécanismes qui pèsent, est-ce que vous les avez entendus une seule fois parler de la façon dont ils résolvent le problème de la facture pétrolière de la France ? Le note tout cela avec soin, quand j'ai le temps de regarder ces spectacles ».

## Le franc et le « serpent »

C'est en avril 1972 que fut constitué le « serpent » monétaire européen, qui limitait à 2,25 % les marges de fluctuation l'une par rapport à l'autre des monnaies de six pays de la Communauté : Allemagne fédérale, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas.

Le 19 janvier 1974, victime d'une spéculation amorcée par la revalorisation du florin néerlandais, et accélérée par les incertitudes concernant l'état de santé du président Pompidou, le franc français quittait le « serpent », après que la Banque de France ait perdu le tiers de ses revenus pour défendre sa parité.

Le 10 juillet 1975, le franc réintégrait l'ensemble européen. Le principe de ce retour avait été acquis en mai et justifié par le président de la République, dans les termes suivants : « La consolidation de notre situation extérieure va permettre à la France... de participer aux mécanismes de flottement concerté des monnaies européennes ». Huit mois plus tard, le 15 mars 1976, sous la pression de la spéculation, le franc devait pour-

tant quitter pour la seconde fois le « serpent ». M. Fourcade, ministre des Finances indiquait que, depuis le début de l'année, la Banque de France avait dû engager l'équivalent en devises de 14 milliards de francs pour maintenir le franc dans l'ensemble monétaire européen.

Depuis le 13 mars 1979, le franc participe au Système monétaire européen (S.M.E.), qui a remplacé le « serpent » et en est une version améliorée. Le S.M.E. comporte, en effet, un Fonds d'intervention de 120 milliards de francs environ, dont 75 milliards peuvent être utilisés pour le soutien monétaire à court terme au cas où une monnaie serait attaquée. Ce Fonds est alimenté par la remise de 20 % des avoirs en or et des réserves des banques centrales des huit pays participant au S.M.E. (la Grande-Bretagne n'a pas signé l'accord).

Rappelons que, au début d'avril 1972, le deutschemark valait 1,54 franc ; il vaut aujourd'hui 2,31 francs. Il s'est donc valorisé de 60 % par rapport au franc en sept ans.

## TF 1, M. Jean-Eder Hallier et le P.C.F.

M. Jean-Eder Hallier, porte-parole de la liste « Régions-Europe », a fait savoir vendredi 18 mai qu'il avait l'intention de déposer une plainte contre X à la suite des circonstances dans lesquelles il avait été expulsé des locaux de la première chaîne de télévision, jeudi soir, au cours du débat diffusé par TF 1 et R.T.L. (le Monde du 19 mai).

Protestant une nouvelle fois contre le « monopole d'expression » réservé pendant la pré-campagne aux grands partis, le leader de « Régions-Europe », a ajouté : « Si l'équilibre n'est pas rétabli, nous interviendrons, la semaine prochaine, de force, s'il le faut, auprès des grands médias ».

Le bureau de presse du P.C. proteste contre la manière dont M. Roger Glacquel a rendu compte au journal de 20 h. sur TF 1, de l'incident survenu la veille sur cette chaîne au cours du débat entre Mme Veil et MM. Marchais, Mitterrand et Chirac. Le P.C. déclare :

« M. Roger Glacquel a repris, sans autre commentaire, la teneur d'une déclaration de M. Jean-Eder Hallier, selon laquelle ce serait en fait le secrétaire de Georges Marchais qui aurait fait tomber... »

« Cette affaire, si elle n'était que la fait de M. Jean-Eder Hallier, ne serait qu'une anecdote de plus venant d'un personnage contumax du fait. Reprise avec indulgence par TF 1 et M. Roger Glacquel, c'est une ignominie. »

En effet, toutes les personnes présentes lors de l'émission savent que, région de la pré-campagne émise par Georges Marchais contre la violence avec laquelle un personnel muselé, à l'évidence particulièrement entraîné, avait maîtrisé et expulsé M. Jean-Eder Hallier, devant MM. Henri Morn, Christian Bernadac, Jacques Hébert, Patrice Duhamel de TF 1 et M. Alexandre Beloud de R.T.L. ont justifié la présence et l'intervention de leurs gorilles, qui d'ailleurs portaient tous à la bou-

tonnerie un insigne de reconnaissance.

La direction de TF 1 a précisé pour sa part : « Lorsque les chaînes protègent ses émissions, elle protège aussi et surtout les personnes qu'elle a invitées. Qu'on nous dise si un accident s'était produit vers nos invités avec des intentions plus inquiétantes et menaçantes que celles de Jean-Eder Hallier ? On aurait alors critiqué l'irresponsabilité de TF 1 et l'on aurait eu raison. »

## MM. MÉDECIN ET DUCATEL FIGURERONT SUR LA LISTE CONDUITE PAR M. MALAUD

M. Philippe Malaud, ancien ministre, député de Saône-et-Loire, a annoncé vendredi 18 mai en fin de journée qu'il déposerait officiellement au cours de la semaine suivante une liste de candidats, dont il prendra la tête et dont le titre sera « France indépendante dans une Europe solidaire ».

Sur cette liste doivent figurer notamment MM. Jacques Médiclin, U.D.P., député des Alpes-Maritimes, maire de Nice, ancien secrétaire d'Etat ; Jean Desmaret, sénateur du Nord (C.N.I.P.) ; Sandouin de Haute-Loire, sénateur du Pas-de-Calais (C.N.I.P.) ; Jacques Broussier, sénateur du Doubs (Ind.) ; et Claude Roux, député de Paris (app. R.P.R.).

On relève aussi les noms de MM. Louis Ducatel, chef d'entreprise, ancien candidat à la présidence de la République ; Beau de Lomenie (écologie et classes moyennes) ; MM. André Collier (rapatriés ANFANOMA) ; Guy Farcy (rapatriés) ; Adrien Juncas (défense de Bordeaux) ; Mourad Kaouane (rapatriés), ancien député d'Algérie ; Philippe de Rothschild (Fondation Carle) ; Mme Marcelle Priot (avocat).

صوتنا في الامم



LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DU MRAP

POINT DE VUE

Permanence et changement du racisme

par ALBERT LÉVY (\*)

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) (1), créé le 22 mai 1949, organise à l'occasion de son trentième anniversaire, samedi 19 et dimanche 20 mai, une fête à la Porte de Pantin, à Paris.

Il est légitime de parler aujourd'hui de néo-nazisme. La recrudescence des menées antisémites — écrits injurieux et menaçants, attentats parfois sanglants, déprédations de synagogues et de cimetières juifs — évoque à bien des égards les méthodes de l'hitlérisme à ses débuts. Comment ne pas se souvenir, en outre, du contexte dans lequel des faits semblables se produisirent dans la République allemande de Weimar ? La crise, le chômage et l'inflation, le recul de la démocratie parlementaire et l'intervention politique ouverte des milieux de l'économie, l'offensive antijuive et le grignotage des libertés, la montée de la violence et de la peur : autant de données qui ont pesé alors et qui font la trame de notre temps.

Pas de doute : les vieux démons rôdent encore. Les circonstances ne permettent pas d'assurer que la victoire sur eux soit irréversible. Reste à évaluer, avec les ressemblances, ce qui a changé.

Hitler, on connaît

Les images du génocide, opportunément ravivées, suscitent une très large condamnation du régime qu'elles illustrent. Hitler, maintenant, on connaît, et c'est un progrès majeur. Mais la démesure même de l'horreur, qui semble se placer en marge de l'explication rationnelle, risque, paradoxalement, de masquer ce qui l'a précédée et engendrée. Des graffiti vengeurs sur un mur à l'extermination de millions d'innocents dans les chambres à gaz, de la mise en cause du droit de grève au triomphe de la dictature hitlérienne, il y a trop de distance et de variantes possibles pour que l'ampleur du danger apparaisse évidente. C'est donc bien dans les premiers développements du phénomène, et non dans la barbarie à son paroxysme, que l'on peut déceler des points de repère.

Passés les luttes de l'immédiat après-guerre pour déloger les insti-

tutions et les esprits de l'emprise fasciste, le MRAP a été successivement confronté aux perversions haineuses de la « guerre froide » ; aux répressions coloniales, avec, surtout pendant la guerre d'Algérie, leur cortège de préjugés exacerbés, d'injustices et de cruautés ; aux conflits du Proche-Orient, allumant les fanatismes un peu partout dans le monde ; aux discriminations et aux calamités visant les immigrés, millions d'hommes, de femmes et d'enfants traités en parias, en dépit de leur apport reconnu à l'expansion économique.

De ces racéismes-là, on dirait que celui d'aujourd'hui fait la synthèse. Il charrie et mêle avec une fureur sans précédent l'ensemble des passions, des mensonges et des violences utilisables pour opposer les individus ou les familles humaines. Des publications, des groupes, qui se démarquent naguère du nazisme et spécialisent leurs attaques, réunissent désormais dans une vindicte commune juifs, Arabes et Noirs, étrangers et peuples du tiers-monde. La croix gammée s'associe à la croix celtique dans des bouillottes et des imprimés dénégant l'immigration. Un tract diffusé par les auteurs de plusieurs plastiques n'hésite pas à imputer aux juifs la présence des travailleurs immigrés sur notre sol.

S'il fut des moments où le racisme consistait surtout en des séquences de drames antérieurs (antijudaïsme médiéval, occupation nazie, décolonisation), maintenant il se nourrit directement de la crise actuelle, où il puise ses thèmes essentiels. Aux gens qui rencontrent des difficultés multiples et veulent en découvrir les causes, la propagande raciste désigne comme boucs émissaires les diverses minorités, déclarées coupables de tous les maux. Si elle renonce fréquemment à différencier les cibles, elle prend soin d'adapter son langage aux diverses couches sociales qu'elle a pour objet de mystifier : qu'il s'agisse du chômage, de l'inflation, des faillites, des problèmes agricoles, scolaires ou hospitaliers, de la balance des paiements, de l'indépendance nationale ou de l'insécurité dans le mé-

(\*) Secrétaire général du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP).

tro, chacun devra trouver dans les obscurs complots de « ceux qui ne sont pas comme nous » l'explication de ses frustrations et de ses angoisses.

Autre fait significatif : l'Etat lui-même encourage, de sa manière furtive, la division de la population pour détourner de lui les colères. Alors que les immigrés demeurent une composante structurelle de la main-d'œuvre en France, que l'on ne semble ni pouvoir ni vouloir modifier, les déclarations officielles relatives à ces travailleurs deviennent de plus en plus insistantes et accusatrices. Des statistiques, des documents tendancieux les présentent sous un jour défavorable : des procédés tels que les contrôles d'identité discriminatoires entretiennent la méfiance envers eux. Aggravant le climat d'intimidation qui les entoure, le gouvernement prépare à leur encontre, malgré les réserves soulignées, une législation draconienne qui sape les fondements mêmes du droit français et de la démocratie. Pendant ce temps, les commandos d'agresseurs racistes, antijuifs comme antirabes, opèrent dans une impunité à peu près totale.

Troublantes réalités

Troublantes réalités. S'inquiéter seulement des résurgences caractéristiques de l'hitlérisme réduirait considérablement, on le voit, l'importance d'un mal qui se transforme pour faire corps avec chaque époque. La combattre, c'est percevoir les mécanismes de base, toujours en état de marche, sous les habillages variés qui les recouvrent, fussent-ils apparemment honorables et apaisants. Dès lors, en observant la société française, on ne laisse pas d'être surpris d'une si parfaite confirmation in vivo des études théoriques sur le rôle économique, social et politique du racisme.

On doit noter un autre changement, visible bien avant les débats sur le nazisme, et que ces derniers soulignent : c'est la conscience croissante, dans l'opinion publique, qu'il ne faut pas jouer avec le feu. « Demain, il sera trop tard » : cette formule résume bien le sentiment, largement répandu, que la moindre entorse à la dignité humaine, la moindre manifestation d'arbitraire, quelles qu'en soient les victimes, sont les premières dents d'un engrenage néfaste, que tous ont intérêt à briser sous peine d'être un jour broyés. Cette solidarité, cette sensibilité nouvelle aux droits de l'homme, phénomène mondial, expliquent en France les prises de position massives contre le racisme dès qu'il apparaît. C'est à tout signal d'alarme d'où qu'il vienne, explosion ou cliquetis, que l'on se précipite. Les journaux, les porte-parole des grands courants de pensée, les Eglises, le mouvement ouvrier, la jeunesse, les médias.

Le MRAP n'est pas pour rien dans cette évolution. Depuis qu'il existe, il se consacre à éclairer au jour le jour le passé et le présent. Inlassablement, il alerte, informe, éduque. Il récite à chaud fait raciste, grâce, notamment, à la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1972, qui a lui-même élaboré, et dont il a obtenu, après treize ans d'efforts, le vote unanime par le Parlement. Il devra, hélas ! poursuivre longtemps encore son action sous ces aspects. La nouvelle résistance au racisme, qui gagne les milieux les plus divers, l'incite à affronter avec confiance les batailles qu'il s'annonce.

(1) 120, rue Saint-Denis, 75003 Paris. Tél. : 333-06-57.

DANS UN HOSPICE DU VAL-DE-MARNE

Un pensionnaire est tué par un compagnon de chambre au cours d'une querelle

Un malade de l'hôpital Emile-Roux de Limeil-Brévannes (Val-de-Marne), M. Roger Roelants, âgé de soixante et un ans, a été tué d'un coup de canne par un compagnon de chambre, M. René Grould, âgé de soixante-trois ans, au cours d'une discussion qui a éclaté jeudi soir 17 mai.

Les deux hommes avaient été hospitalisés il y a quelques jours dans la même salle. Ils ne s'entendaient pas et se disputaient souvent. « Il ne cessait pas de me demander l'heure toutes les cinq minutes », a déclaré par la suite M. Grould à la police. Au cours d'une querelle

plus violente que de coutume, jeudi vers 19 h., M. Grould frappa plusieurs fois à la tête, avec sa canne, M. Roelants, qui s'est effondré au pied de son lit.

Transporté à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil, M. Roelants n'a pu être ranimé. M. Grould, peintre en bâtiment à la retraite, et pensionnaire de longue date de l'hôpital Emile-Roux, était, selon le médecin qui l'a examiné, « très agité et dans un état dangereux pour son entourage ». Il a été admis à l'infirmerie psychiatrique de l'hôpital Sainte-Anne, à Paris.

Surpeuplement et vétusté

Ce n'est pas un fait divers tout à fait comme un autre qui vient de se produire à l'hôpital Emile-Roux de Limeil-Brévannes. Ces établissements, l'une des antennes suburbaines de l'Assistance publique de Paris, comptait encore, en 1974, près de deux mille cinq cents lits. Il coexistait, dans un parc de 35 hectares, des pavillons dont certains étaient — et sont encore — d'une extraordinaire vétusté. Conçu à l'origine — en 1885 — comme un hospice de vieillards, l'établissement avait, après la première guerre mondiale, accueilli en outre des tuberculeux, puis des invalides, sans subir, jusqu'en 1965, de réelle modernisation.

Depuis quelque quinze ans, des services de cardiologie et de pédiatrie ultra-modernes ont été édifiés à Emile-Roux, et certains unités, dites « normalisées », construites pour héberger les personnes âgées. Actuellement, la modernisation se poursuit à un rythme rapide provoquant une hausse des capacités d'accueil. L'objectif est de parvenir sous peu à la fermeture totale des anciens pavillons, à l'exception de deux d'entre eux, dont la réfection est satisfaisante.

Mais en attendant... Les conditions d'hébergement de plusieurs centaines de personnes âgées, comprendant que la majorité des malades acutuels de cette façon ne puissent guère — malgré un personnel aussi dévoué que rare — que sombrer dans la dépendance, sont à elles seules des drames tels que celui dont l'hôpital Emile-Roux a été le théâtre jeudi. Elles permettent néanmoins de comprendre que la majorité des malades acutuels de cette façon ne puissent guère — malgré un personnel aussi dévoué que rare — que sombrer dans la dépendance, sont à elles seules des drames tels que celui dont l'hôpital Emile-Roux a été le théâtre jeudi. Elles permettent néanmoins de comprendre que la majorité des malades acutuels de cette façon ne puissent guère — malgré un personnel aussi dévoué que rare — que sombrer dans la dépendance, sont à elles seules des drames tels que celui dont l'hôpital Emile-Roux a été le théâtre jeudi.

Certes, le VII<sup>e</sup> Plan ou l'insertion de l'âge dans le troisième âge parmi leurs « objectifs prioritaires ». Mais les hospices et les maisons de retraite accueillent encore près de 3 % des personnes âgées de plus de soixante ans, dans des conditions de surpeuplement et de vétusté souvent inadmissibles. Il subsiste aujourd'hui, pour la seule Assistance publique de Paris, 2 500 lits « de long séjour » en salles communes (sur 5 500).

Plus « rentables »

De nombreuses personnes âgées, en outre, sont hébergées dans des hôpitaux de type « classique », parfois dans des services recréés en principe aux malades aigus, même lorsque leur état ne requiert pas de soins spécialisés ni coûteux. Dernière formule infirmière, l'hôpital psychiatrique : y échouent ceux dont le cerveau est profondément délabré ou, plus simplement, ceux pour qui rien d'autre n'a été « trouvé ».

En présence d'un ensemble aussi peu rationnel, et aussi peu adapté aux besoins réels d'une population croissante, le gouvernement a élaboré un texte devenu la loi de 1975 — qui pose le principe de la suppression,

d'ici à 1985, des « hospices », formule ancienne. Encore faut-il trouver d'autres modes d'accueil. La doctrine officielle est claire au moins sur un point : il faut développer les services de soins à leur domicile, dans toute la mesure du possible, puisqu'elles en manifestent si souvent le désir. La condition toutefois que le réseau des aides itinérantes soit développé. Il faudra aussi créer des « maisons de cure médicale », structures d'accueil souples, destinées aux personnes âgées dont l'état de santé n'appelle pas de soins très techniques mais une surveillance permanente. Ces structures devront rompre avec le gigantisme du passé (le modèle idéal) comprenant, d'après le ministère de la santé et de la famille, cent vingt lits). Mais la doctrine, à cet égard, est encore sujette à fluctuations.

Enfin, un petit nombre d'établissements répondront aux besoins des invalides et des personnes âgées devenues dépendantes. Ce schéma, dans toute sa rationalité, soulève, en fait, un problème auquel se heurtent toutes les sociétés industrielles, où l'espérance de vie s'approche des quarante ans, où les maladies infectieuses ne tuent plus guère, où la collectivité est prête, dans son intérêt, à consentir un effort important en faveur de ceux qui ne sont plus « rentables ». Ce problème peut s'exprimer de la façon suivante : qui doit prendre en charge la population que des réseaux de production ont placée « hors circuit » ? Dans le milieu médical, en particulier, qui va les soigner ?

Le phénomène du vieillissement justifie-t-il l'émergence d'une branche nouvelle, la gériatrie ? Ou bien doit-elle être considérée comme partie intégrante de la médecine générale de la rhumatologie, de la psychiatrie, de l'ophtalmologie, etc. ? Les Anglais

ont créé à cet égard un terrible oxymore, la « détécologie », qui recouvre une théorie précise : pour mieux soigner les « vrais » malades, il faudrait créer un secteur, une discipline, des établissements qui prendraient en charge tous ceux pour qui on ne peut plus rien. Poussée à son extrême, cette théorie aboutit à la création des « monoirs », tels Saint Christopher's, à Londres, où divers hôpitaux américains et canadiens.

Ce phénomène est encore très marginal en France et sujet à polémiques. La théorie elle-même n'est guère formulée qu'à voix basse. Et elle rencontre de farouches oppositions, d'ordre humanitaire autant que conceptuel : si l'on « enferme » ceux pour qui la médecine ne peut plus rien, on enferme évidemment aussi bien les malades que les médecins. Le phénomène du ghetto, dont la psychiatrie — et les malades mentaux — a tant de peine à se débarrasser, doit-il être reconstruit pour la gériatrie et les personnes âgées ?

CLAIRE BRISSET.

● Mme Marie-Thérèse Goutmann, députée de la Seine-Saint-Denis (P.C.), appelle l'attention du ministre de la santé sur la situation extrêmement préoccupante de l'hôpital de Maison-Blanche, où un malade a égaré six personnes dans la nuit du 4 mai.

Mme Goutmann souligne « les conditions lamentables d'hospitalisation qui sont les causes réelles des accidents et des drames qui se produisent à Maison-Blanche et à Ville-Ermard depuis 1975 ». Elle demande au ministre de la santé quelles mesures il compte prendre « pour donner les moyens indispensables au fonctionnement d'un service public de santé de qualité ».

A L'ÉCOLE ALSACIENNE DE PARIS

Des jeunes au secours des droits de l'homme

«Maintenant, il n'y a plus d'adultes ni de nuls, mais des complices » Au nom de cette pensée d'Albert Camus, cinquante adolescents de quatorze à dix-neuf ans, tous élèves de l'École alsacienne, à Paris, ont créé, il y a un an, une Association des jeunes pour la défense des droits de l'homme. Pour eux, il s'agit avant tout de « faire connaître des prisonniers, c'est-à-dire un ensemble de répression ». Dès 1977, Catherine Fleury, une élève, lança dans l'établissement une campagne pour obtenir la libération de son frère, Frank Oswald, retenu depuis le 17 avril 1974 au pénitencier de Libertad, à San-José (Uruguay), et accusé d'avoir fabriqué de faux papiers au bénéfice des Tupamaros.

Un « Comité Frank Oswald » multiplie les démarches et les initiatives : envoi de colis à Noël, cartes postales, lettres à l'ambassade de France. « Les jeunes ne transmettent pas dans le silence », commente Mme Geneviève Benoit, animatrice du foyer socio-éducatif de l'École alsacienne. Lorsqu'il fut libéré, en avril dernier, Frank Oswald invita les lycéens à continuer « parce qu'il y en a des milliers d'autres qui souffrent encore sous la torture ».

La juste mesure

« Pour éviter les erreurs de jeunesse, nous avons des contacts permanents avec des avocats qui nous donnent la juste mesure », précise Simonne, une adolescente qui paraît très déterminée. Les élèves ont constitué un comité de patronage où figurent déjà M. Badinter, M. Léo Haegem et Jean-Marie Domenech. On ne prend pas l'affaire à la légère : ils ont prévu d'avoir un stand à la fête du MRAP.

Depuis un mois, les cinquante adhérents de l'association se répartissent entre différentes commissions : Amérique latine, pays de l'Est, Afrique, France. Après un premier travail d'information auprès des organisations d'adultes (MRAP, LICRA, Amnesty international), ils ont commenté les démarches. Ils s'intéressent surtout, actuellement, à Charles Serrail, emprisonné en Uruguay, et à Alberto Gonzales, Uruguayen emprisonné au camp de Punta-Ries, en Colombie. Catherine Fleury a rapporté suffisamment de preuves

sur leurs conditions de détention, lors de ses voyages en Uruguay, pour que la demande de libération soit prise au sérieux par les gouvernements intéressés. Sans illusion sur la rapidité des « négociations », toutefois. Car « une campagne de presse dans les journaux occidentaux n'a pas le même impact en Amérique latine que dans les pays de l'Est », estime Olivier, fouilleur indien catholique, qui a été emprisonné en France. Ils pensent que les droits de l'homme n'y sont pas bafoués au point qu'il faille se mobiliser autant qu'à propos d'autres pays. S'ils le sont, c'est de manière plus discrète peut-être. Certains d'entre eux pensent qu'il faudrait boycotter les Jeux olympiques de Moscou. Mais ils ne veulent pas mêler le sport et la politique », déclare Christian, commenté. « Le plus important, conclut Véronique, c'est quand la vie d'un homme est en danger ».

INVITATION

Le samedi 19 et le dimanche 20 mai, vous êtes cordialement invités à venir découvrir chez votre concessionnaire ou agent Peugeot : le nouveau style "2 litres".



505 PEUGEOT

Le Parlement allemand est saisi d'un projet de loi sur les droits de l'enfant

Une mise en cause timide du patriarcat

De notre correspondant

Bonn. — L'Année de l'enfant vient d'être marquée, dans la République fédérale, par le vote d'une nouvelle loi qui, sur le plan juridique tout au moins, atténue sensiblement la structure « patriarcale » de la famille. L'esprit de cette réforme a été défendu devant le Bundestag par le ministre de la Justice, M. Hans-Jochen Vogel. Afin d'allier au-delà des objections du camp chrétien-démocrate — qui s'est prononcé contre le projet — le ministre social-démocrate n'a pas craint de citer un propos du pape Jean-Paul II souhaitant que les adolescents et adolescents prennent en compte de plus en plus leur propre existence et se voient reconnaître une responsabilité dans ce domaine.

Les réformes approuvées par le Bundestag n'ont certes rien de révolutionnaire. Lorsqu'il est question par exemple d'interdire les « punitions humiliantes » infligées par certains parents à leur progéniture, les nouvelles dispositions n'ajoutent pas grand-chose aux lois qui prévoient déjà des sanctions contre les mauvais traitements. Il est bien certain aussi que personne ne songe à classer dans cette catégorie la fessée ou la palme de gifles qu'un père ou une mère exaspérée peuvent de temps à autre administrer à leur progéniture.

Il est encore bien moins question, contrairement aux insinuations hâtives de certains commentateurs, de donner à l'enfant le droit, en cas de conflit avec ses parents, de se rendre au prochain poste de police pour déposer une plainte à leur encontre. Les dispositions de la nouvelle loi ne modifient guère le système en vigueur qui prévoit que la justice ne peut être saisie qu'en dernier ressort après consultation des autorités scolaires, sociales ou religieuses. Celles-ci interviennent normalement auprès du « bureau pour la jeunesse », qui, à chaque échelon administratif, est chargé des tâches de protection de l'enfance.

Le fait nouveau, cependant, est que désormais la liberté d'action des tribunaux de famille est élargie. En ce qui concerne l'éducation et le choix d'un métier, les aptitudes et les inclinaisons de l'enfant devraient maintenant jouer un rôle décisif. Si les parents refusaient d'en tenir compte et compromettaient ainsi le « bien de l'enfant » — tel qu'il pourrait être apprécié par les en-

seignants ou les spécialistes de l'orientation professionnelle, — les juges seront en mesure d'imposer une décision à la famille. Les enfants confiés à des tuteurs volontaires, eux aussi, leurs droits améliorés. Le tribunal de tutelle sera en mesure de décider que leur maintien chez les parents adoptifs peut être préjudiciable au retour dans la famille naturelle. La aussi, cependant, la considération prédominante doit être celle du bien de l'enfant. Enfin, dans le cas d'un divorce, les enfants de plus de quatorze ans auront la possibilité d'exprimer eux-mêmes devant le tribunal des familles une préférence pour leur père ou leur mère.

De longues négociations entre le gouvernement social-libéral et l'opposition chrétienne-démocrate ont précédé le vote du texte, dont la version initiale a été atténuée sans pour autant satisfaire complètement les représentants de la C.D.U. et de la C.S.U. Ceux-ci maintiennent que le nouveau projet menace de « semer la méfiance » au sein des familles et d'accroître le rôle de l'Etat dans un domaine qui devrait rester celui des parents. Certains critiques particulièrement virulents soutiennent même que l'on aurait affaire à une démarche préparant la « socialisation » de la famille. Le vote du Bundestag ne met pas encore le point final à ce débat. Il est probable que la Chambre des États (la majorité chrétienne-démocrate) proposera des modifications. Encore ne saurait-elle finalement faire prévaloir sa volonté contre le Bundestag si celui-ci reste ferme sur ses positions. — J. W.

## JUSTICE

AU CONGRÈS DE L'UNION SYNDICALE DES MAGISTRATS

### M. Peyrefitte et le «fantasme du gouvernement des juges»

Les magistrats de l'Union syndicale des magistrats (U.S.M.), réunis en congrès à Vaucluse, du vendredi 18 au dimanche 20 mai, ont accueilli avec politesse mais sans enthousiasme l'intervention de M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, vendredi après-midi 18 mai.

Si modérés et conciliants qu'ils soient, les magistrats ne peuvent plus éviter de le dire : à leurs inquiétudes quant à l'avenir du corps judiciaire s'ajoute la déception devant les méthodes employées par la chancellerie. Dans son intervention, M. Jean-Marie Desjardins, président de l'U.S.M., a dit avec fermeté à M. Peyrefitte combien il déplorait l'absence de concertation entre son organisation, qui la souhaite, et la chancellerie, ainsi que la «sécurité» dont le ministre fait preuve à l'égard des magistrats.

Les magistrats craignent par-dessus tout que l'on ait en 1978 à leur congrès de Strasbourg et à de multiples reprises au cours de l'année — l'institution d'un «tour européen» pour l'entrée dans la profession, c'est-à-

Répondant à M. Jean-Marie Desjardins, président de l'U.S.M., qui exprimait les inquiétudes de son syndicat, en particulier en ce qui concerne le recrutement des magistrats, M. Peyrefitte, en dépit de la courtoisie formelle de son discours, a maintenu ses positions.

Magistrats, que nous sommes, familiers du code de procédure pénale, seraient curieux de savoir quelle pourrait être la mesure exacte d'une réforme inspirée de l'habeas corpus, rattachant des procédures purement judiciaires. «Quel avantage, a répondu le garde des sceaux, d'une transplantation, même partielle, de la procédure d'habeas corpus dans notre législation? Cette procédure, en effet, est un fait juridique typiquement anglo-saxon, qui ignore totalement tout les caractères particuliers de notre organisation judiciaire; ce qui fait son intérêt, c'est sa simplicité et sa efficacité que nous pouvons retenir.»

Pour les magistrats, il semble bien que tout cela soit accessoire et relève en effet du «gadjet», alors qu'on possède un arsenal de textes suffisants qui garantiront, s'ils étaient appliqués, les libertés, et qu'on se préoccupe peu des violations de ces textes. S'ils n'ont pas été déçus par le discours du garde des sceaux, les autres attendent toujours de savoir si la justice sera véritablement politique et si elle se donnera les moyens de l'appliquer.

JOSYANE SAVIGNEAU.

### Faits et jugements

Haschisch dans les établissements scolaires de la Loire : trente interpellations.

« Nous avons donné un coup dans une fourmière, mais ce sont sans doute plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines d'enfants, qui ont goûté au haschisch », disent les enquêteurs du service régional de police judiciaire (S.R.P.J.) de Lyon et de l'antenne de prévention et de protection sociale de la sûreté de Saint-Etienne, après la trentaine d'interpellations auxquelles ils ont procédé dans les établissements scolaires de la région stéphanoise, notamment au lycée de la Vierge, Benoît-Fourmyron et au lycée d'enseignement professionnel Le Bardeau, à Saint-Etienne, et au collège de Benoît-Fourmyron du Chambon-Fenguelles.

Trente personnes, pour la plupart des adultes, enseignants ou surveillants, originaires de Saint-Etienne, ont été placées ces derniers jours sous mandat de dépôt et écrouées à la maison d'arrêt départementale de la Talaudière pour «usage et trafic de stupéfiants».

Dix-sept autres personnes, en majorité des lycéens, ont été présentées au juge d'instruction. Laisées en liberté, elles feront l'objet d'une procédure sur citation directe. Cette affaire avait débuté plusieurs semaines plus tôt à Fieffes (Loire), où onze élèves du lycée de la Vierge avaient été surpris par les gendarmes alors qu'ils fumaient du haschisch. — (Corresp.)

### «Habeas corpus» et gadget

Si le ministre s'est efforcé, à propos des questions internes à la magistrature, d'être précis, il a été plus qu'évasif dans ses réponses aux autres problèmes évoqués par M. Desjardins. «Le projet de loi relatif à la condition des étrangers en France, avait dit celui-ci, touche aux libertés publiques.» «Aucun projet ne semble traduire un relâchement des pouvoirs publics vis-à-vis des immigrés. La France libérale dans laquelle nous vivons ne devrait-elle pas s'orienter dans une voie différente et choisir d'accroître les garanties juridictionnelles accordées à ces hommes déracinés?» Selon M. Peyrefitte, ce projet «crée des règles, il ne s'y en avait pas. (...) Que le droit succède au non-droit, je ne pense pas que des magistrats puissent le déplorer.»

Cette nouvelle fois, on a parlé de l'habeas corpus. L'Union syndicale des magistrats adhère à la proposition faite dans le «programme de Blois», a dit M. Desjardins. «Mais, a-t-il ajouté, les

## ÉDUCATION

LA POLÉMIQUE ENTRE M. BEULLAC ET LA FEN

### Les enseignants en place de Grève ?

La polémique engagée entre le ministre de l'éducation et la FEN à l'occasion de la journée d'action du 17 mai pose une nouvelle fois, un mois après le vote de la loi sur le programme minimum à la télévision, le problème de la grève dans les services publics. La grève-surprise lancée un dimanche sur TF1 à propos du déplacement de deux cadres avait servi de prétexte au gouvernement pour réviser les modalités de fonctionnement de la radio-télévision en cas de grève : la recommandation de M. André Henry, secrétaire général de la FEN, de mettre en place des «comités de grève» dans les établissements scolaires pour «résister aux pressions» sera-t-elle l'occasion saisie par M. Beullac, ministre de l'éducation, pour redéfinir, c'est-à-dire pour limiter le droit de grève des enseignants ?

M. Beullac s'en passerait volontiers. La fermeté de ses propos dans sa controverse avec la FEN peut suffire, en ces temps où les paroles tiennent souvent lieu d'actes politiques, à rassurer ses électeurs. Il préférerait à coup sûr rester là. En signant avec la FEN un relevé de conclusions commun sur la formation alterne, et en donnant au SNTU (Syndicat national des enseignants) un allongement de la formation des instituteurs, il a construit un équilibre qui sert sa carrière, mais dont la fragilité ne peut lui échapper.

M. Beullac est aussi membre d'un gouvernement. Après ce qui s'est passé avec la télévision, la «dramatisation» de la défense

des usagers par son collègue de la culture, M. Leca, et le vote qui s'en est suivi, le ministre de l'éducation peut être engagé dans un processus identique. Les protestations du gouvernement, la main sur le cœur, n'y changent rien : le risque existe et est bien de voir remis en cause un droit, que les pays de l'Est ignorent, que l'Allemagne fédérale dénie aux fonctionnaires, mais que la France, depuis 1946, reconnaît dans sa Constitution, comme la plupart des pays occidentaux. Le gouvernement a senti que dans cette affaire tous les citoyens ne le désavoueraient pas.

Les ouvriers ont inventé la grève il y a cent cinquante ans pour gêner les patrons en leur faisant perdre de l'argent, les travailleurs du service public utiliseraient-ils, aujourd'hui, le même moyen si l'histoire du mouvement ouvrier ne l'avait chargé d'un contenu symbolique et affectif ?

### La gauche immobile

La gauche campe sur une position immobile : toute élasticité aux modalités de la grève est pour elle un coup porté au principe même de la grève. Si, lors de l'examen par le Parlement des restrictions au programme minimum à la télévision, elle avait proposé qu'en cas de conflit on ne réduise pas les programmes mais qu'on suspende totalement et sans possibilité de rattrapage ultérieur la publicité, n'aurait-elle pas coupé l'herbe sous le pied du gouvernement qui justifiait son projet — devenu loi — par le droit de l'usager à ne pas être privé de son spectacle ?

C'est que, au fond, la gauche voit dans la grève une pression sur l'Etat-patron. Est-ce bien sûr ? Les ardeurs de travail aux P.T.T. qui conduisent l'abandon d'un journal à ne plus le recevoir attesteront-ils vraiment les pouvoirs publics ? Les grèves répétées de la S.N.C.F., comme au cours de l'automne dernier, rendent-elles la vie plus difficile aux membres des cabinets ministériels ou aux hommes et aux femmes domiciliés loin de leur travail ? Encore ces deux secteurs sont-ils matériellement productifs et perçoivent-ils des ressources dont la grève l'Etat ou l'enseignement ne peut pas se priver ?

Au soir d'une grève de l'éducation, qui — des enseignants ou

de l'administration — a perdu le plus d'argent ? Qui — des parents sans femme de ménage ou des autorités académiques — a le plus souffert ?

Alors la grève, en dernier recours, pour démontrer sa force et ne plus avoir à s'en servir ? On aimerait que la gauche ne s'en contente pas. De modestes tentatives ont été faites, telle celle qui consiste de la part d'enseignants à ne pas cesser le travail mais à déboulonner leur classe pour en limiter l'efficacité à vingt-cinq élèves de manière à jeter quelque désarroi dans une administration rigide et formaliste. Il est vrai que, même dans cette action, les parents n'avaient pas toujours apprécié la perturbation indirecte subie par les élèves. Inscrire au programme pendant un jour le sujet du mécontentement et le traiter dans ses aspects économiques, sociaux et historiques, serait une autre voie. L'accusation d'endocrinisme serait alors lancée inamoviblement.

Tous les conflits froissent quelquefois un ou plusieurs. Coincés entre l'incompréhension de trop d'usagers et l'indifférence ou même la surdité de l'administration, les fonctionnaires de l'enseignement public n'ont certes pas la partie facile.

Mais est-ce trop souhaiter que les syndicats de travailleurs intellectuels, fassent preuve d'imagination ?

CHARLES VIAL.

«L'école Decroly vient d'obtenir un succès. Le conseil d'administration de Paris a ordonné, le 16 mai, de surseoir à la décision de fermeture, considérant que cette dernière n'avait pu être prise selon les procédures réglementaires et pouvait avoir des conséquences difficilement réparables. Le 26 décembre 1978, le ministre de l'éducation avait annoncé que l'école, fondée en 1948, installée sur la commune de Saint-Mandé (Val-de-Marne), mais rattachée administrativement à l'école normale d'instituteurs d'Antony, serait fermée à la fin de l'année scolaire en cours. Le mauvais état des locaux exigeait une rénovation, voire une reconstruction, que la ville de Paris avait décidée en 1963 de commencer les travaux (Le Monde du 9 mars).

## SPORTS

### FOOTBALL

#### «STATU QUO» EN TÊTE DU CHAMPIONNAT

Les trois équipes de tête qui jouaient à domicile ont profité de la trentième journée du championnat de France de football pour améliorer leur différence de buts. Dans le bas du classement, Paris F.C. a repris espoir de disputer les matches de barrage en battant Bordeaux par 3 buts à 1. La prochaine soirée, le 25 mai, sera décisive pour les équipes de tête. Elles devront être déterminantes avec les matches Nancy-Strasbourg, Bordeaux - Saint-Etienne, Nice - Nantes, Valenciennes - Lens et Angers - Paris-Football-Club.

CHAMPIONNAT DE FRANCE  
DE PREMIERE DIVISION  
(trente-cinquième journée)

*Strasbourg b. Valenciennes ..	5-0
*Saint-Etienne b. Nice .....	3-0
*Nantes b. Nancy .....	3-0
Lyon b. Monaco .....	2-0
Metz b. Angers .....	1-0
*Paris F.C. b. Bordeaux .....	3-1
*Lille b. Sochaux .....	2-0
*Nîmes b. Bastia .....	3-0
Marseille b. Reims .....	1-0
Angers b. Valenciennes .....	1-0

Classement : 1. Strasbourg, 51 pts ;  
2. Saint-Etienne, 50 ; 3. Nantes, 49 ;  
4. Monaco, 41 ; 5. Metz, 40 ; 6. Lyon  
39 ; 7. Nîmes, 38 ; 8. Bordeaux, 37 ;  
9. Sochaux, Marseille, 35 ; 12. Bas-  
tia, 34 ; 13. Nancy, 33 ; 14. Paris, 31 ;  
15. Reims, 30 ; 16. Laval, 29 ; 16. Nice,  
28 ; 18. Angers, 27 ; 19. Valenciennes, 25 ;  
20. Paris F.C., 24 ; 21. Reims, 23 ;  
22. Paris F.C., 22 ; 23. Reims, 17 ;

Le tirage au sort des demi-finales de la Coupe de France de football. — Auxerre rencontrera Strasbourg et Nantes. Angoulême, les matches aller sont fixés au 6 juin à Auxerre et à Nantes. Les matches retour au 9 juin.

#### D'UN SPORT A L'AUTRE...

AUTOMOBILISME. — Le Grand Prix de Suède de formule 1 poura finalement avoir lieu comme prévu, le 16 juin, à Anderstorp. Les organisateurs ont, en effet, trouvé deux nouveaux sponsors pour assurer la garantie financière exigée par l'association des constructeurs automobiles de formule 1 (FOCA).

BASKET-BALL. — L'équipe de France a remporté sa troisième victoire consécutive au tournoi d'Athènes, qualificatif pour les championnats d'Europe. Les Français ont battu la Roumanie par 79 à 78 après prolongations.

BOXE. — Le Marseillais Gratien Tonna a conservé son titre de champion de France des poids moyens en battant le Monténaigre Gérard Nisley par jet de l'éponge au sixième round.

GYMNASTIQUE. — Le Bulgare Stojan Delchev (dix-neuf ans) est devenu, le 18 mai, à Essen, champion d'Europe en totalisant 57,75 points aux six appareils. Il a devancé de 40/100 de points les Sovétiques Bogdan Markov, le champion d'Europe junior, et Alexandre Tkatchev. Le Français Henri Boerio, huitième et premier gymnaste de l'Europe occidentale à 50/100 de points, a gagné une place par rapport aux précédents championnats d'Europe.

#### La Coupe du monde 1982

#### L'ESPAGNE ACCUEILLERA VINGT-QUATRE ÉQUIPES

Le comité organisateur de la Coupe du monde de football, réuni le 17 mai à Zurich, a décidé à l'unanimité de faire passer de seize à vingt-quatre le nombre des équipes qui participeront à la phase finale de cette épreuve en 1982 en Espagne. En dehors de l'Espagne, pays organisateur, et de l'Argentine, tenant du titre, qui sont admis d'office, l'Europe aura treize équipes (au lieu de dix auparavant), l'Amérique du Sud trois (contre deux), l'Amérique du Nord et du Centre deux (contre un), tout comme l'Afrique et l'Asie-Océanie.

Les dispositions prises pour la phase finale seront fixées ultérieurement, mais la Fédération internationale de football-association (FIFA) a décidé de faire passer de six à dix le nombre de groupes de quatre équipes qui auront ainsi trois matches à disputer. Les deux premiers de chaque groupe accéderont à la phase finale. Les équipes de l'Amérique du Nord et du Centre deux (contre un), tout comme l'Afrique et l'Asie-Océanie.

Si ce système était adopté, la Coupe du monde 1982 comporterait cinquante-deux matches, soit quatorze de plus qu'en 1978, en Argentine. Toutefois, la durée de l'épreuve passerait de vingt-cinq à vingt-six jours (les Espagnols proposent la période du 16 juin au 12 juillet). Des raisons purement techniques ont conduit le comité organisateur de la Coupe du monde, à décider que l'Espagne positionne à l'Est les deux stades qui seraient nécessaires pour une telle formule de compétition.

## RELIGION

### Jean-Paul II et les prêtres au travail

#### Trois mises au point épiscopales

A la suite de notre article sur les réactions de prêtres et d'évêques à la lettre de Jean-Paul II sur le sacerdoce (le Monde du 13-14 mai), nous avons reçu les mises au point suivantes :

Le cardinal Léon-Etienne Duval, archevêque d'Alger, écrit : « Contrairement à ce que l'article laisse supposer par un choquant amalgame, le sujet de l'audience accordée par le pape aux évêques d'Afrique du Nord le 3 mai n'a pas porté sur le contenu de la lettre du pape aux prêtres, mais sur les conditions des rencontres entre chrétiens et non-chrétiens. »

NNSS. Jean Chabbert, évêque de Rabat (Maroc), Michel Calmes, archevêque de Tunis, et Jean-Marie Raimbaud, évêque de Laghouat (Algérie), écrivent : « Nous avons été très surpris du contenu que vous avez donné à ce que nous avons pu dire au pape. »

Nous serions heureux que vous puissiez nous faire connaître ce que nous a dit le pape... »

Le cardinal Alexandre Renard, archevêque de Lyon, enfin, précise :

« 1) J'ai transmis au Saint-Père, lors de ma visite récente à Rome pour la béatification du Père Laval, la lettre que vous m'avez adressée, avec d'autres lettres, de prêtres, de laïcs, de religieux. »

« 2) J'ai reçu et transmis ces lettres au pape, mais je ne dois pas regretter de constater que l'une d'entre elles devienne publique. »

« 3) L'assemblée régionale des évêques algériens, dite « une trentaine de prêtres de onze diocèses (ceux-ci totalisent plus de cinq mille prêtres) ; »

« 4) J'ai exprimé toute ma communion au pape Jean-Paul II en présence de son secrétaire, l'évêque de Lyon du 27 avril 1979. »

Rappelons que, outre les quatre évêques d'Afrique du Nord qui nous ont écrit, la conférence épiscopale de cette région compte également Mgr Jean Coste, évêque de Constantine, Mgr Henri Telesmat, évêque d'Oran, Mgr Carlos Vallejo, évêque de TANGER, et Mgr Guido Previtali, évêque de Tripoli (Libye).

D'autre part, nous n'avons pas prétendu rapporter les propos échangés entre le pape et les évêques algériens. Il est de notoriété publique que les prêtres au travail ont été gagnés par les propos de Jean-Paul II, et on ne voit pas comment des évêques, dans la plupart des pays travaillant, auraient pu faire exception. — A.W.J.

## SCIENCES

### Un plan décennal de la recherche est à l'étude

Au cours d'un débat organisé vendredi 18 mai par l'Association des journalistes scientifiques de la presse d'information (A.J.S.P.I.) sur la recherche, M. Pierre Algrain, secrétaire d'Etat à la recherche, a déclaré que le budget dédié à ce secteur « connaîtrait une croissance réelle et significative ».

Pour l'heure, après les arbitrages du comité interministériel sur la recherche du 14 mai et l'adoption du plafond des dépenses au dernier conseil des ministres, le montant de l'enveloppe recherche, qui regroupe l'essentiel des dépenses de recherche civile de l'Etat, devrait être pour 1980, dans un plan-cadre, de 6.131 millions de francs en autorisations de programmes et de 8.263 millions de francs en crédits de fonctionnement. D'après ces premières indications, le budget de la recherche pour 1980 pourrait être meilleur que celui des années précédentes.

A propos du plan décennal de la recherche, pour lequel le secrétaire d'Etat a demandé à quatorze experts un rapport et dont les grandes lignes seront discutées au mois de juillet en conseil des

ministres, M. Algrain a précisé qu'il était nécessaire « parce que, en matière de recherche, les vues à cinq ans sont beaucoup trop courtes. En conséquence, a-t-il dit, il vaut mieux un plan à dix ans avec une révision tous les cinq ans et, sur ce point, j'intende procéder à une nouvelle consultation. » A l'occasion du débat, M. Algrain a rappelé que, dans les semaines qui viennent, il se concertera avec les organisations syndicales de chercheurs pour discuter avec elles des problèmes de carrière et de statut des chercheurs. Ce à quoi les syndicats ont ajouté qu'ils souhaitaient aussi pour leur part discuter de la réforme des organismes de recherche et en particulier de celle du Centre national de la recherche scientifique.

### Dimanche 20 Mai. Journée nationale du vélo. Ce n'est pas le moment d'être crevé.



Vittel vous aide à retrouver la vitalité qui est en vous.

سكيا في الامم





# Monde aujourd'hui

REPOS

## Quand la caravane prend racine

UN vaste et beau terrain qui escalade les côtes du bord de l'Oise. Le chemin principal serpente longuement dans le sous-bois avant de déboucher sur un plateau herbeux. En pleine campagne. Et Paris n'est qu'à trois quarts d'heure de route.

Les caravanes y sont installées à demeure, soit à l'ombre des arbres, soit sur l'herbe du plateau. Désertes en semaine jusqu'à l'époque des vacances. Plus chaque week-end — dès les premiers beaux jours et jusqu'aux brumes de l'automne — des transuges de la grande ville.

Denise, Maurice et leurs deux filles y viennent depuis six ans. « On a commencé par visiter un camp beaucoup mieux installé — avec l'eau chaude, la baignade. Mais c'était un de ces terrains où les gens obtiennent l'emplacement qu'ils occupent pour en faire leur affaire. Quand un enfant jouait au ballon et que le ballon allait trop loin, il fallait demander : « M'sieur, mon ballon... » Alors non, nous, on a horreur des barrières ! »

Ici, on passe partout : on évite de gêner les gens, mais il n'y a aucun endroit où il soit interdit de jouer ou de circuler. « Parfois, tu vas dans la caravane, et

tu y trouves des choses que tu ne connais pas, qui sont entrées comme ça, en passant, pour voir le chien, ou pour faire un peu d'exploration ! »

Tout le monde connaît un peu tout le monde, au moins de vue — à part les enfants parce que la plupart disparaissent du matin jusqu'au soir dans les bois. « C'est assez familial, à force de week-ends passés ensemble. On se balade, on va dire bonjour aux uns et aux autres, on discute, on donne

« Il y a même une famille, un peu plus loin, dans laquelle, chaque fois qu'un enfant se marie, on achète une nouvelle caravane : il y a vraiment toute la parenté ! »

Le dimanche, on prend l'apéritif en commun. Le samedi, on dit, par exemple : « Bon, allez, ce soir on fait une sauterie-party. » L'un achète la charcuterie, l'autre prépare une grande gamelle de pommes de terre en vinaigrette ; nous, on est les spécialistes des sauces. »

Comme, sur le plateau du haut, il n'y a pas beaucoup d'arbres, celui qui en a un sur son emplacement accueille tout le voisinage. C'est le cas de Maurice et Denise : les familles

un coup de main à celui qui bricole sur sa caravane ou sa voiture... mais on se fréquente surtout par petites troupes de voisinage — en général, cinq ou six caravanes. « On a la chance d'être tombés à côté de gens avec qui on a des affinités. On s'entend très bien : quatre couples entre trente et quarante ans, avec leurs enfants, et puis, dans des caravanes contiguës, les parents de deux de ces couples, des gens qui viennent là depuis vingt ans.

du groupe viennent mettre leur table à côté de la leur, sous l'arbre. « Et quand il y a un quelconque des invités, on se pose un peu pour qu'ils aient aussi de l'ombre, ou bien on leur fait de la place sur le bout de notre table. »

« Pour les chiens, c'est pareil. Tout le monde en a un maintenant : on les attache tous à l'arbre ! »

Ne se sentent-ils pas un peu envahis ? Non, pas du tout : ça fait partie des bonnes choses du camping. Sylvie, la fille aînée, seize ans, approuve.

Les distractions sont vite énumérées : boules, tricot, lecture. Apparemment, cela suffit : on

pourrait aller se baigner dans l'Oise, à quelques kilomètres de là, par exemple ; mais on n'en sent pas le besoin. Le temps passe vite ; et après la semaine de travail, on apprécie surtout de n'avoir rien à faire. La conversation tient une grande place, mais c'est assez superficielle, dit Denise : on parle de l'école, des petits problèmes des enfants, de sport, de cuisine. Jamais on n'aborde des points comme le salaire de chacun ou comme la politique. On n'en parle que quand on reçoit en dehors du camp ceux avec qui on s'entend bien. Ces six familles ne sont réunies que par le hasard : « On ne vit pas de la même façon. On n'a pas les mêmes idées. » Et puis, on est là pour se distraire ; et aujourd'hui, en France, parler des idées qu'on peut avoir sur la vie, la société, les grands problèmes de l'heure, ne fait apparemment pas partie de la détente. Dans la voix de Denise perce une petite pointe de regret.

Pour les enfants, jusque vers treize ans, c'est presque le paradis : ils sont facilement une cinquantaine du même âge ; des « tribus de mômes » qui se perdent dans la nature où ils trouvent des jeux inépuisables.

MARIE-CLAUDE BETBEDER.  
(Lire la suite page 15.)

### De la place en bout de table

## LA VIE AUX CHAMPS

LES chevaux de sang partis au pas, les bœufs étaient vides, sauf ceux réservés aux poulains et à leurs poulains. L'on entendait parfois résonner les chocs des sabots frappant le pavé fait de briques dures enfoncées de chant dans le sol. Les deux hommes qui avaient évacué les litiges souillés de croutin épanché maintenant de nouvelles brassées de paille fraîche et les regardaient manier chacun une fourche de bois à longues dents recourbées, saisir d'un geste piqué une botte de tiges sèches d'un blond luisant, l'éparpiller par petites secousses en un épais tapis végétal pétillant sous leurs pas. Quand l'un des palefreniers entra dans la salle d'une jument, il la rassura d'abord de quelques épaulements de langue affectueux, mais tandis qu'il égalisait doucement la litière entre ses pattes, son poulain se serrait brusquement contre le flanc maternel, heurté de son ventre les pointes de la fourche dentelée. L'homme jura, puis, aussitôt rasséréné, me jeta, me voyant auprès de lui :

« Bah ! il n'a rien. Ce n'est pas comme s'il avait été piqué par du fer. Heureusement, dans les écuries de chevaux de course, on évite de se frotter avec la fourche en bois — le mot — micocoulier, bois de la-bas », et il tendit sa main vers le sud.

Pour aller à la-bas, connaître l'arbre à fourches, j'ai rejoint par la route, conduit par ma belle-fille Françoise, une pure Languedocienne, une ancienne petite citée du Gard, Sauve, située à l'avancée des Cévennes. Le doux fabuliste Florian, le médecin Astruc, qui fut à la cour de Pologne et à celle du roi de France, l'astronome Borel, sont les enfants célèbres de la bourgade aux rues étroites, dont certaines serpentent sur l'une des premières dévotions d'un massif montagneux, tandis que d'autres du quartier bas s'approchent des eaux tamiliennes du Vidourre, mince fleuve côtier qui s'enfonce soudain pour rejoindre quelques dizaines de mètres plus loin en sources bouillonnantes. Les vestiges de la demeure où se succédèrent les trente abbés mitrés d'une abbaye écroulée, des frontons de pierres sculptées, d'anciennes portes fortifiées, une place ombragée disent les grandes heures de Sauve.

« Dès le Moyen Âge, nous dit le maire, M. Melhac, qui nous reçoit avec affabilité dans son bureau de l'hôtel de ville, le commerce et l'industrie étaient florissants à Sauve. Ainsi s'explique le nombre de belles maisons encore intactes. Si la terre, parsemée d'éclats de rochers, est assez ingrate, le travail du textile, un, a été prospère, et nous restons un centre important de fabrication de sous-vêtements, plus récemment de surréchauffants. Mais, et le maire sourit, nous n'étions pas venus m'entretenir de nos métiers à tisser ultra-modernes, seulement vous documenter sur notre si curieuse fabrication de fourches. Cependant, avant de vous confier à des personnes plus compétentes que moi, sachez qu'elle est relatée dans le cartulaire de Sauve.

## Naissance d'une fourche

par JEAN TAILLEMAGRE

sement conservé de Maguelone, ville jadis située sur le littoral, près de Montpellier, et siège d'un évêché, que Louis XIII fit raser en 1633. Depuis cette époque lointaine, l'arbre à fourches apporte un peu de mieux-être à nos ruraux. Mieux encore, voici près de trois cents ans, les producteurs de fourches, en 1688 exactement, s'unirent pour fonder une coopérative de vente : les « cultivateurs » élurent un conseil renouvelable chaque année par moitié. Un syndicat les représentait auprès des autorités. Les fourches étaient proposées aux enchères auprès de négociants, et celui qui emportait le marché devait les revendre à un prix convenu entre les producteurs et lui-même. Plus tard, en 1741, fut créée une assurance mutuelle prévoyant, entre autres clauses, la destruction des outils en nombre afin de maintenir leur cours. Ce système coopératif, amélioré au XIX<sup>e</sup> siècle, rassemble aujourd'hui cent, malheureusement de moins en moins nombreux, producteurs des fourches et employant des outils, une technique, identiques depuis leur première utilisation. J'ajouterais, conclut le maire, que la coopérative de Sauve est la plus ancienne d'Europe et, je crois, du monde.

### Brasser les laines

Pour rejoindre le jardin où M. Daudé « élève » des micocouliers, nous avons suivi un sentier dominant un torrent qui alimente le Vidourre. Tout en marchant, notre guide disait ses regrets de voir pérorer un artisanat autrefois « conséquent ». « Quand j'étais jeune, dit-il, vingt ouvriers employés à la coopé six mois par an travaillaient trente mille fourches à des écuries, aux industries lainières de Mazamet, Castres, Rodez... », et comme je m'étonnais de ce dernier usage, M. Daudé précisa : « Elles servent à brasser les laines brutes sous les abîmes ; pour un pareil travail il faut des fourches à gros becs résistants longtemps à l'usage de frottements continus, et les manches doivent être plus minces, car seules les femmes les manient. Nous avions également une clientèle en Algérie, maintenant perdue. » Je l'interrompis : « Quelle est votre tente actuelle ? » Il hochait la tête, navré : « Quatre mille, répondit-il, et rien qu'un seul ouvrier à la coopérative. Pourrait la demande rester assez forte. Les touristes sont friands d'acheter une fourche pour l'accrocher au mur d'une cuisine, d'une salle de séjour. Mais les jeunes, voyez-vous, ne veulent plus s'occuper des micocouliers. Les ateliers à temps, ils se plaignent que le rapport est trop bas, qu'on y perd son temps ; il reste quelques vieux comme moi pour entretenir une plantation venant d'un grand-père et, dame, de nous, il en disparaît chaque année. »

On ne vendra plus de fourches à Sauve ?

« A moins que l'idée du maire d'organiser des plantations communales, d'édu-

quer des stagiaires, ne se réalise, nous le souhaitons, nous les réalisons, le métier est fou, nous répondit-il. Pourant, il n'est pas difficile. Il suffit d'être patient, d'avoir du coup d'œil. Tenez, nous sommes arrivés, je vais vous montrer comment on opère... »

À l'avancée d'une maisonnette, la « cabanon » cher aux Méridionaux, à la fois abri contre la surprise d'une averse, rendez-vous familial pour un repas dominical protégé d'un soleil vigoureux, réserve pour des outils, le jardin s'étalait, rectangulaire, la plus grande partie complantée d'une triple rangée d'arbres, une soixantaine. Le micocoulier laissé à son état naturel peut atteindre vingt-cinq mètres de hauteur. Son fût est droit, lisse, argenté. Ses rameaux grêles et retombants qui s'orientent au printemps de feuilles légères en forme de lance dentée, gris verdâtre, au revers duvetés, s'éclaircissent aussi de fleurettes blanchâtres remplacées à la fin de l'été par de petites fruits à peine gros comme des pois, d'un poutre foncé, les micocoules, régal des oiseaux et des enfants. Mais rien dans cet endroit ne rappelle les arbres élégants chantés par Mistral. Il nous sembla pénétrer dans un bois lilliputien parmi des tiges de la grosseur du poignet, d'une même hauteur, jaillissant de vieux troncs sectionnés à quelques centimètres du sol.

« On appelle ces rejets des « recrés », nous apprit M. Daudé. Les plus beaux, les plus droits sont gardés, les autres, qui mangeraient de la sève, sont supprimés. La croissance des restants est surveillée. Quand ils montent à 1 m. 20 environ, ils sont « préparés » au printemps, et, saisis par une tige, notre hôte la courba pour mieux nous la montrer. « Sur chacune, dit-il, naissent des bourgeons ayant trois pointes. Nous les nommons ici « fleurs de lys ». J'ai gardé la plus forte juste au-dessus de la hauteur d'un manche, toutes les autres ont été rasées. La « fleur de lys » conservée ou écartée ces jours-ci avec le couteau, pousse trois branchettes qui vont grandir, s'arrondir, et je vais les aider : d'abord avec mon « poudet », la serpette en français, je couperai de biais les pousses surplombant la fourche à peine formée. La sève ne se perdra pas, elle ira nourrir seulement les trois petits bras choisis, que je tiendrais à l'œil croquez-moi. Il y a des fourcheons qui forissent trop lentement. Alors j'élague, j'épamane, et pour être sûr de bien les conduire, de mettre les becs d'ensemble, d'apprécier leur grosseur, je les jauge de temps à autre avec cela. »

Tirant de sa poche une pièce de fer faite d'un manche long de 25 centimètres terminée par deux dents recourbées écartées de 25 millimètres, il la plaça tout à tour entre les trois pointes d'une même jambe. « Encore un peu, ils seront bons l'hiver prochain à être finagés à l'atelier », dit-il, satisfait, ajoutant :

« Demain, avec le motoculteur, je nettoierai au pied de mes micocouliers. Ils craignent les herbes. Il y a bien soixante ans que ces troncs fournissent des rejets. Ils méritent d'être soignés. »

Edifié au dix-septième siècle, le bâtiment se dressait au bord de la grande route. Ancienne caserne des dragons du duc de Villars chargés de réprimer les soulèvements incessants des camisards, elle a conservé un magnifique porche surmonté d'un clocheton, des écuries voûtées, une vaste cour intérieure ceinte d'un mur de protection, évoquant une intense vie de quartier ; cependant sa destination depuis 1815 est devenue pacifique : elle contient l'atelier de fabrication des fourches de la coopérative. À l'entrée, trois personnes nous accueillirent. M. Gazague, son président, accompagné de son fils, M. Yves Serret, chargé des travaux durant l'hiver et jusqu'au début du printemps.

« Je vais d'abord vous montrer ce qui reste de la récolte avant de vous conduire à l'atelier, nous avertit M. Gazague. Les producteurs nous l'apportent juste coupée au début de l'hiver et, aujourd'hui, il n'en reste plus guère à mettre au four. » Dans la cour éclaircie de soleil, appuyés contre le mur, une centaine de tiges aux trois pointes écartées attendaient d'être mises en forme définitive. « Il faut commencer par les tailler à la longueur voulue, 1.10 m pour le manche, 0.50 m pour les becs, avant de les passer à la chaleur. Mon fils et Serret vont montrer le début et la fin du travail. Il est délicat... »

### Ecorcer les tiges

L'atelier se trouve au bout d'un large couloir pavé. Milieu d'une écurie, à quel usage servait la pièce aux murs de pierres apparentes grossièrement équarries, noircies de fumée ? Je ne l'ai pas demandé. Un four, sans cheminée, au sommet arrondi, s'accroche au gros œuvre. Il est le principal instrument d'un fagonnage ancestral. J'ai suivi, attentif, la démonstration des trois hommes, notant les commentaires accompagnant le maniement d'outils rustiques. Les ébauches de fourches furent au préalable placées debout dans le four alimenté par un feu de copeaux. Rapidement, sous l'effet de la chaleur sèche, les écorces de plissèrent à se détacher des bois qui suelaient, s'attendrissaient. Le moment vint de sortir ces tiges dentées une à une, de les écorcer ; joignant le geste à la parole, appuyant contre le sol l'extrémité du manche d'une fourche encore verte, Serret, en quelques coups de serpente, des sortes d'effleurlements plutôt, détacha de longues lanières qui venaient choir à ses pieds avec de mols enroulements. Puis ce fut au tour de la « jambe », des « becs » d'être redressés ; car des déformations naturelles du bois existent sou-

DIMANCHE

## Tromperie sur le bonheur

LE premier vrai dimanche depuis des siècles. L'auto illustrée cuit au soleil, éblouissante. La tondeuse à gaz hâte sa charge. Les enfants battifolent. Les chiens interpellent les rares passants. La vie est belle. La radio, en sourdine, annonce qu'il n'y aura pas de rationnement de l'essence cet été et qu'il n'est pas question qu'il ne saurait être question — de tickets de rationnement. Pourquoi s'inquiéter ? La promesse, comme les autres, sera tenue.

Les certitudes n'empêchent pas d'imaginer le pire. Les nuits de certains automobilistes sont hantées d'un cauchemar. On y voit une auto échouée le long d'un trottoir, le réservoir vide, immobile, inutile, morte. Des vitres, volets clos, livrés aux araignées, achèvent de moisir. Quelques courageux ont marché pendant des jours pour rejoindre leur havre et verser des larmes sur les rosières.

Mauvais rêve. On en est loin. Le va-et-vient dominical ne peut pas s'arrêter. Ce flux et ce reflux toujours recommandés sont aussi vils pour l'homme qu'à son corps l'inspiration et l'expiration. Bloquez le processus, et c'est l'être entier qui meurt. Fermez les pompes et la vie s'arrête. Consciencieusement, personne ne veut croire au drame. Le pire pourrait à rarement plus d'une bouteille d'avance. Certains grands humeurs n'ont pas plus d'un paquet de cigarettes devant eux. Les toxicos sont toujours en quête de leur dose parce qu'ils ne stockent pas.

Et l'essence est notre drogue commune. Quel automobiliste croit vraiment à une crise qui le toucherait personnellement ? Nous avons l'habitude de ces transferts d'inquiétude : la tragédie, c'est pour les autres. Et

depuis le temps que la crise pétrolière fait partie du décor... En a-t-on eué des craintes aussi démentées par les faits ? Qui, en France, depuis cinq ans, a ressenti dans sa chair, dans sa tête, les effets de la crise ? On a l'impression que si l'essence était vendue au prix du mouton-roschid la demande ne faiblirait pas d'un centillème.

On va, dit-on, faire appel au sens civique des Français, à leur autodiscipline. L'heure de la croissance douce et de la conduite douce a, paraît-il, sonné. La belle affaire ! Qui, à la veille d'un drame national, a jamais cherché autre chose qu'à préserver ses habitudes ? « Sensibilisation ». Le mot magique est lancé. C'est du déjà entendu. Il faut traduire : on ne demandera rien à personne, on n'obligera personne à rien. On a vu, dans le cas des économies de chauffage ou du tabagisme les résultats des campagnes de sensibilisation !

Quel conducteur, au volant de la conduite intérieure qui est la fierté de ses dimanches, le rêve de ses heures de labeur et d'ennui, se préoccupe de l'intérêt général ? Qui songe, au long des routes, à l'approvisionnement pétrolier de la France ? Quand on fonce à 120 à l'heure vers Fontainebleau ou vers sa ferme en Beauvaisis, le Proche-Orient est lointain. Chacun pour soi.

Doit-on parler d'aveuglement ? Faut-il condamner les Français pour gaspillage ? Leur donner mauvaise conscience ? Ce serait injuste. Il n'y a pas de toxicomanie sans cause extérieure au produit consommé. L'automobile s'échappe pas à la règle. Se contenter d'en sourire serait léger.

BRUNO FRAPPAT.  
(Lire la suite page 15.)



\* Document Arts et traditions populaires.

vent. La besogne incombait autrefois à un ouvrier spécialisé, « le plegaire ». Serret l'assume également. Il introduit les parties de la fourche à rectifier entre les penons d'un solide bâti de bois, la « potence » ancrée sur le carrelage, et par des pesées lentes, précises, les mit, plaisantant-il, à point. « Pour effectuer la courbure de sa partie haute il la plaça dans un moule d'escallette », des barreaux ronds enchaînés de chaque côté des montants d'un cadre rectangulaire, forçant ainsi le bout du manche, resté liède, souple, à prendre l'inclinaison désirée, des tendeurs assurant en même temps l'écartement normal et symétrique des trois becs. Une dernière opération fut nécessaire pour assurer sa cambrure obtenue en tirant sur le manche coincé dans un conduit creusé dans une pièce de bois scellée.

La fourche était prête au dernier stade de sa naissance, le plus important d'ailleurs, celui de passer une deuxième fois au four, afin, en s'allégeant de sa verdure, de pouvoir garder définitivement la forme imposée par la main de l'ouvrier. Je n'ai pu assister à cette dernière opération qui dure dix-huit heures. Après avoir, une deuxième fois, disposé des fourches ainsi préparées dans le four, leur entre-bec « cravaté » en croissant d'une lanière d'écorce, motif décoratif, enlevé plus tard, laissant sa marque blanche ressortir sur le sombre du bois, la porte du four est scellée par un mortier de cendre et d'eau mêlés, un feu de copeaux allumé et la surveillance commence. Elle durera du milieu de la matinée jusqu'à 3 heures du matin. Serret ouvrira ou fermera la toile se trouvant devant le foyer pour contrôler son tirage, s'assurer d'une suffisante émission de fumée. Une chaleur trop vive fendillerait les fourches au lieu de les durcir lentement, des bouffées irrégulières ou trop épaisses de fumée teinteraient irrégulièrement le bois, lui enlevant ce brunissage pareil à une laque uniforme révélant sa qualité.

M. Serret a l'habitude des veilles. La nuit, dans la solitude de l'atelier, il pense à ceux qui lui ont confié leur récolte de micocouliers. Tous sont ses amis ; tous désirent être bien servis. Ils ont satisfaction.

## ETRANGER

## REFLETS DU MONDE ENTIER

## THE GUARDIAN

## Les chemins de fer britanniques et la bicyclette

Le quotidien britannique THE GUARDIAN a reçu la lettre suivante d'un cycliste courtois : « Quelque deux mille cyclistes ont participé au rallye à vélo Londres-Brighton, ce qui montre bien la popularité de la bicyclette, non seulement pour la pratique du sport mais aussi comme moyen de locomotion. Dans la soirée, les participants se sont vu refuser l'accès au train qui devait les ramener à Londres sous le prétexte qu'ils avaient leur bicyclette avec eux, et l'on vient d'autre part d'annoncer que les chemins de fer britanniques avaient décidé de supprimer le transport gratuit des bicyclettes sur certaines lignes. »

« Les chemins de fer britanniques, poursuit le lecteur, ne sont-ils pas capables de comprendre que les cyclistes sont leurs alliés potentiels contre l'automobile, qui est la cause de leur déclin ? Des bicyclettes assistées d'un moteur électrique sont déjà en vente aux États-Unis et devraient bientôt apparaître en Grande-Bretagne. A ce moment-là, la combinaison train-bicyclette pourrait être une solution plus rapide, moins coûteuse (ou le prix de l'essence), moins polluante, plus pratique, plus saine, plus sûre et plus amusante que tout ce qui existe actuellement. »

## Herald Tribune

## Serment d'Hippocrate et pénurie d'essence

Le serment d'Hippocrate a ses exigences, mais la pénurie d'essence en Californie a aussi les siennes, remarque l'INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, qui raconte l'anecdote suivante : « Un médecin de San-Francisco venait de découvrir une station-service où n'attendait qu'une seule voiture une heure avant l'ouverture. Il s'était placé dans la file d'attente avec bon espoir quand a retenti le signal sonore du petit appareil portatif qui lui indiquait l'appel d'un de ses clients. Que faire ? »

« J'ai appelé ce client d'une cabine téléphonique à la station-service. J'ai constaté qu'il souffrait d'une affection bénigne et je lui ai demandé s'il ne voulait pas venir sur place afin que je ne perde pas mon tour dans la file d'attente », explique le médecin. Le client fut ainsi examiné et gratifié d'une ordonnance dans la voiture même de son médecin. Ce dernier a pu avoir son essence.

## CONPABAA

## L'auto-stoppeuse veut donner un pourboire

La PRAVDA vient de publier et de commenter la lettre d'un lecteur de Leningrad, un colonel en retraite : « Dernièrement, rentrant chez moi en voiture, j'ai pris une femme qui faisait de l'auto-stop, écrit celui-ci. Arrivée à destination, elle m'a demandé combien elle me devait. J'ai répondu : « Votre merci me suffit. » Mais elle a quand même cherché à me faire un roulement dans la main... On a pris l'habitude de penser, on ne sait pas pourquoi, qu'il faut donner des pourboires pour tous les services : au plombier, au réparateur de télévision, au facteur pour un télégramme, à l'infirmière pour les piqûres, au chirurgien pour les opérations... et ne parlons pas des chauffeurs de taxi. Quand j'ai dit à mes enfants, poursuit le colonel en retraite, que l'automobile blesse la dignité tant de celui qui reçoit que de celui qui donne, ils m'ont répondu : « Toi, papa, tu es né trop tôt ! »

« Je pense que le camarade colonel est trop catégorique dans ses jugements », commente le correspondant de la PRAVDA à Leningrad. « N'oublions pas de nombreux faits inverses. Mais il est vrai que l'on verse souvent de petits pots-de-vin et il est indiscutable que nous ne luttons pas assez contre ce mal. »

Ces « pots-de-vin » sont destinés à obtenir un billet de théâtre ou de train, un beau morceau de viande ou un coupon de tissu sans les longues files d'attente auxquelles sont condamnés ceux qui ne peuvent rien donner.

## EL PAIS

## Le scandale du siècle

Le quotidien espagnol EL PAIS présente comme le « scandale du siècle » la faible qualité des corridos données à la Feria traditionnelle de San-Isidro, à Madrid. « La fête a été dévoyée par une succession d'imprévoyances et d'incohérences. Nous avons eu des taureaux boiteux. Plus que boiteux, aux portes de la mort. Jamais, nous n'avions vu autant de taureaux aussi insolitement invalides dans une même corrida. »

On peut se poser la question, poursuit EL PAIS. « Comment se font les acquisitions de l'entreprise chargée de la corrida ? Comment se fait l'examen vétérinaire ? Si l'entreprise achète les animaux qu'il faut, et si les vétérinaires font leur métier, quel genre de personnel y a-t-il dans les arènes pour estroper ainsi les bêtes ? »

## AL BAYANE

## Hôpital... Prudence !

Le quotidien de Casablanca AL BAYANE conseille la prudence aux visiteurs qui s'aventurent à l'hôpital Avicenne de Rabat, en particulier après-midi : « C'est alors une foule nombreuse, où dominent les femmes et les enfants, qui s'empresse pour aller réconforter un proche hospitalisé, un parent malade. »

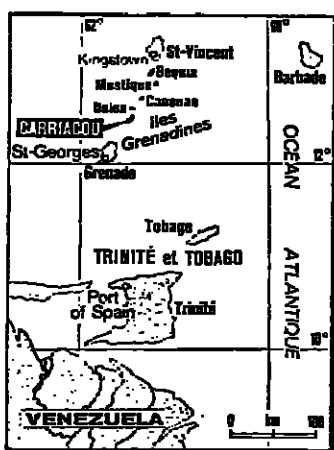
« On sait le rôle psychologique que peut jouer une visite sur la santé du malade, poursuit AL BAYANE. Bien souvent une guérison pourra être ainsi encouragée. »

« Mais les mauvaises langues ont constaté qu'à Avicenne les visites de parents, au lieu d'aider à la diminution des malades, augmentent au contraire le nombre des hospitalisés. En effet, la porte d'entrée est si étroite (alors que d'autres battants pourraient être ouverts, ce qui aggraverait l'ouverture), que les visiteurs se marchent les uns sur les autres pour pénétrer dans le hall d'accueil. Quelle ruée ! Quelle foule ! Les bébés vagissent, les femmes rient, les enfants tombent, les hommes piétinent et assènent des coups de poing ! Tout cela parce que les responsables de l'hôpital n'essaient pas de canaliser le flot des visiteurs et n'ouvrent pas les portes au maximum, préférant le piteusement et l'étaulement des visiteurs. »

« Mais les mauvaises langues veulent rassurer. Tout est prévu à Avicenne pour les éventuels blessés de telles échauffourées : le service des urgences fonctionne le dimanche. »

## Lettre de Carriacou

## Révolution au paradis



hélés ! Il n'y a que cinq méthodistes dans l'île. »

Autour du Mall and Banana Boat, et autour du marché, la foule est encore bien animée, même si le soleil ardent incite plutôt à faire la sieste. Ici on pratique la journée continue, « à l'anglaise ». Bonhomie, insouciance apparente, chaleur de l'accueil : nous sommes bien aux Antilles, du moins celles que l'on peut encore rencontrer en s'éloignant des « kystes » touristiques.

Dans Mainstreet, dont les deux extrémités sont occupées par la banque et par l'église, les bars alternent avec les petites boutiques. Certains commerçants font preuve d'astuce en affichant : « Ici, votre dollar achètera plus », ou plus prétentieux : « Le plus grand supermarché de la ville. »

Dans un bistrot où l'on sert un savoureux fish and chips, des adolescentes nées à l'antenne commentent bruyamment le dernier catalogue d'une grande maison londonienne de vente par correspondance. Ici aussi la mode disco et la fièvre du samedi soir ont frappé : certaines filles portent le T-shirt de John Travolta. Accoutrement, quand tu nous tiens !

Un vieux tourne-disque éructe une musique qui s'apparente aux « biguines » et aux « cadences » des Antilles francophones. Le patronne nous explique qu'il s'agit justement de « cadences » des îles Vierges. Très populaires autrefois, ces rythmes sont délaissés par les jeunes pour le reggae ou le disco. « Ou ka paté paté ? (Vous parlez-ordre ?) », lui demandons-nous. Sourires, excuses. Non, mais elle le comprend ; ses parents le parlaient. Seuls les old heads, les vieux, le parlent encore. Et les gens de la montagne. Certains jeunes essaient de le reprendre. Mais elle, elle ne parle que l'anglais, du moins le broken english, qui varie d'île en île. L'anglais de toutes les Antilles « anglophones », l'anglais cassé est difficilement compréhensible pour le nouveau venu.

Depuis le 13 mars, Grenade, Carriacou et Petite-Martinique (les deux Grenadines qui lui sont rattachées) font la « révolution » après avoir renversé leur premier ministre. S'inspirant quelque peu des principes de gouvernement de « Papa Doc », tout en s'abritant derrière une façade de vie politique à la Westminster, Sir Eric Gairy était devenu la honte de la Caraïbe anglophone. La corruption était institutionnalisée. « Sir Eric », un peu mafioso sur les bords, était actionnaire de nombreux hôtels de luxe, et promoteur immobilier à l'occasion. Il accumulait une jolie fortune, alors que la situation économique ne cessait de se dégrader depuis la proclamation de l'indépendance, en 1974. Les routes tombent en ruine, l'agriculture est mourante. La vague touristique a singulièrement décliné, tout en laissant sur les cent vingt mille habitants du jeune État les traces d'une nouvelle d'ère : acculturation des jeunes, larbinisme, prostitution : de nombreux beach boys (garçons de plage) grenadins se disputent les faveurs de touristes à la recherche d'un des fameux quatrains S antillais : Sea, Sand, Sun... et Sex (mer, sable, soleil et sexe) !

Un de ces jeunes nous a abordé sur la plage de Grand-Anse pour nous proposer de la drogue. C'est un chaud partisan du nouveau gouvernement, dit de suite le mouvement JEWEL (Joint Endeavour for Welfare, Education and Liberation, Mouvement pour le bien-être social, l'éducation et la libération). Il admet volontiers que beaucoup de jeunes comme lui pratiquent une forme nouvelle de mendicité, et espère que le gouvernement révolutionnaire ira au bout de sa volonté de « moraliser » le tourisme et de développer petit hôtel et pensions de famille, qui, seuls, permettent au peuple grenadin de profiter de la manne touristique. Il admire les Jamaïcains, leur musique reggae, et le mouvement culturel rasta : « Roots, man, roots ! Les racines, voilà ce qui est important. Et les « rastas » en ont plus que nous. »

Mais il admet tout aussi volontiers qu'il se vend pour avoir de l'argent, et qu'il est fasciné par le mode de vie américain, ses voitures, sa facilité.

La petite île de Carriacou reste à l'écart des mouvements touristiques : dans la baie d'Hillborough, la « capitale », on ne voit guère que deux ou trois yachts, et le pays ne compte que deux guest houses. La nôtre a un air de bateau, et notre chambre a les pléides dans l'eau. Et autour d'un breakfast « les autres pensionnaires semblent sortir d'un roman d'Agatha Christie : Une Anglaise, brés « Miss Marple », « Je tiens la plus belle librairie de Grenade », un pasteur méthodiste, uniforme noir, col cassé blanc (« Je ne viens que tous les trois mois, car,

ressa. Plus de 120 kilomètres de routes à la configuration souvent acrobatique furent construites pour pouvoir transporter plus rapidement les canons qui devaient tenir à distance une marine britannique bien supérieure à la nôtre. L'entreprise ne fut pas couronnée de succès. »

Langue créole, noms français, catholiques forcenés, autant de manifestations insolites dans une ex-colonie britannique, autant de témoignages des luttes d'influence auxquelles a été soumise l'archipel antillais.

Carriacou n'a pas de rivière, ni de torrent, il y pleut rarement. Aussi tous s'efforcent de recueillir l'eau lorsqu'elle se met à tomber avec un bruit très tropical. Le moindre case est parsemé de gouttières extravagantes reliées à de vastes citernes.

La végétation rappelle la garigue méditerranéenne, et ici ou là, anes, moutons, et chèvres se disputent une herbe rare. Depuis longtemps l'île ne peut plus nourrir ses hommes. Et depuis longtemps ceux-ci n'y voient qu'une solution : l'émigration. D'abord vers Grenade, la capitale, puis vers la Trinité, un peu xénophobe, mais qui fascine à cause de sa richesse pétrolière, enfin vers Londres, l'ancienne métropole, ou vers l'Amérique du Nord, la nouvelle.

Top-Hill, à deux heures de marche d'Hillborough, une vieille case suspendue sur la ligne de crêtes, sert de bar-magasin à tout acheter. Le patronne ne s'inquiète pas trop des bousculades violentes ou d'éventuels cyclones : « Si le vent devient trop fort, j'enlève tout ce qu'il y a à l'intérieur et je reconstruis la maison après ! »

Elle nous accueille avec plaisir : « Nous avons besoin des touristes, l'île est trop pauvre. Mais il faut qu'ils gardent une tenue correcte, qu'ils respectent nos habitudes. Voyez-vous, nous n'aimons pas exhiber notre corps. »

Ses enfants ont dû tous partir à Londres où ils ont trouvé « un bon emploi ». Elle n'est pas encore allée les voir, mais l'an prochain, peut-être... Ce qu'elle regrette de la jeune révolution ? « Gairy, cela ne pouvait plus durer. Surtout depuis que quatre enfants de l'île ont disparu, éliminés par ses hommes de main. Gairy avait peur des jeunes. Il n'a jamais rien fait pour nous. De toute façon, le nouveau gouvernement ne pourra être pire. » L'ancien dictateur a promis de revenir ; tout le pays vit dans la crainte d'un débarquement de mercenaires.

à sa soie : « Ce sera sanglant. Le gouvernement entraîne les jeunes. Personne ne veut plus de lui ! »

Partout ce sera le même cri de cœur : « Nous allons enfin profiter de notre indépendance. Qu'il reste où il est ! »

Sur le chemin qui rejoint la côte nous sommes dépassés par des groupes endimanchés, qui nous saluent, gaisement, « Hello, Good Afternoon ». On dansera ce soir à Hillborough.

DANS le soleil couchant, l'île s'étale à nos pieds. Toutes proches, entourées de lagons, Petite-Martinique et Petit-Saint-Vincent sont des rochers hostiles, mais où s'accroche une population de rudes pêcheurs, contrebandiers à l'occasion. Plus loin dans le Nord, toutes les Grenadines jusqu'à Saint-Vincent commencent à disparaître dans l'obscurité.

Depuis le versant sud, où le sentier dégringole maintenant, nous découvrons Grenade, l'île aux épicés, précédée d'un chapelet d'atolls et de « keys ». Tout près de nous, à l'Est, et à Lauriston, qui se bécotait déjà dans la pénombre bleue, les habitants ont allumé les lampes-tampons.

Des jeunes gens portant cacao, papaye et palmiers marchent d'un bon pas en chantant des cantiques. C'est dimanche des Rameaux, et ils se rendent à la messe du soir avec des offrandes. Comme tous les îles sont catholiques ; et à l'entrée d'Hillborough, ils nous montrent le petit cimetièr où de nombreuses tombes portent des noms créoles : Guadeloupe, Benoît, Jérémie.

Dans la nuit tropicale, le vent apporte déjà les rires et les rythmes de la fête. On dansera ce soir, mais seulement jusqu'à 10 h. 30. Car il faut respecter le couvre-feu. Et bien scrupuleusement à l'heure dite, l'hôtelier enlève l'ampoule de la terrasse : « On ne sait jamais, s'il s'agit de la mort. »

Au cœur du paradis, Carriacou s'endort, belle, pauvre et à peine inquiète ; pas tout à fait certaine de vivre les premiers instants de la révolution.

PIERRE M. THIVOLET.

## YOUgoslavie

## Dans le ventre d'un dragon

Nous publions ci-dessous le témoignage de M. Tom Roberts, un jeune volontaire de l'action d'urgence internationale (A.U.I.) (1), qui, dès l'annonce du tremblement de terre au Monténégro, a expédié en Yougoslavie une première équipe de secours comprenant onze personnes de trois nationalités différentes. Entraînés au cours de stages de formation, ces volontaires (plusieurs d'entre eux avaient déjà participé à des interventions, notamment à Skopje, en 1963) disposaient de

deux voitures et d'une ambulance contenant tout le matériel nécessaire pour le sauvetage et le déblaiement.

Après une journée à Dubrovnik, les onze volontaires de l'A.U.I. passent par Herceg Novi, puis se rendent à Budva, à Bar et à Utinje, où ils utilisent, comme dans les villes précédentes, leur sonde électronique pour rechercher sous les décombres d'éventuels survivants. Voici des extraits du carnet de route de Tom Roberts :

MERCREDI 18 AVRIL. BUDVA. — On nous demande de faire un tour dans la vieille ville avec une sonde électronique.

« C'est toujours une drôle d'impression que de pénétrer dans une ville morte. La vieille ville de Budva devait être jolie avant que le tremblement de terre ne l'ait transformée en ruines. La majorité des murs sont fissurés, parfois de travers, souvent entièrement détruits. Briques, tuiles, verre et autres matériaux divers parsèment la rue. Tout est en équilibre et risque de tomber à chaque moment. »

« C'est un peu un pari qu'on fait lorsqu'on pénètre en cet endroit : le pari de vivre. Car nous n'avons aucun moyen de savoir si la terre se remettra à trembler, sauf notre « séismographe de fortune » : deux batteries, l'une sur l'autre. »

Notre recherche commence dans une baraque qui tient encore debout, égayée par ses propres débris. On place les capteurs de la sonde sous les débris. Pierrot envoie un signal. Fabricia, avec les écouilleurs sur la tête, se concentre. « Tu peux recommencer ? » (Re-signal.)

Elle entendait quelque chose qui grattait. Serait-ce quel- qu'un ? On recommence, on change, ça se précise. On essaye de localiser le bruit. Mais au moment où l'essai de placer un des capteurs dans un endroit particulièrement inaccessible, je soulève un morceau de débris, et alors surgit un chat, rien qu'un chat. »

JEUDI 19 AVRIL, UTINJE. — Quelqu'un nous apprend qu'il y a encore des disparus et on se sent toujours pas s'ils sont morts ou vivants.

Nous partons sans tarder pour la vieille ville. Une fois de plus, nous nous enfouissons dans ce sentiment d'insécurité. Celui que nous ressentions déjà à Dubrovnik, et qui nous fait chercher à placer un des capteurs. Je dégage un coin, déplace quelques pierres, et là, l'aperçois une forme. Je regarde, je tâte. Oui, effectivement, il s'agit là d'une jambe. (.)

L'après-midi de continuer par le déchargement du corps. L'homme était à deux doigts de sortir quand la maison s'est écroulée. Il est mort avec une poutre sur la gorge. (.)

Nous arrivons enfin à le décharger et nous le chargeons respectueusement dans l'ambulance. En compagnie de sa sœur, d'un militaire et de notre nouvel interprète, nous l'enterrons dans un petit cimetière de la ville. (.)

SAMEDI 21 AVRIL. — Pour moi, l'intervention est finie. Je retourne en France par les moyens du bord, en stop, en bus, en train. Mais l'équipe continue à travailler sur place, continuant la recherche des personnes disparues, récupérant les biens qui sont encore dans des maisons où il est dangereux de pénétrer. Il reste aussi beaucoup de travail de démolition et d'élagage avant de songer à la reconstruction.

(1) A.U.I., 120, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris, 01-40-15.

سوتا من الامل



DE PARIS A BAYONNE

# L'audiovisuel assis

De congrès en journées d'étude, de séminaires en rencontres de réflexion, de symposiums en conférences, les spécialistes de l'audiovisuel ont passé leur temps à débattre pour évaluer des conceptions, entendre des témoignages, examiner des pratiques. Tous les mots sont bons, l'audiovisuel, dont quelquefois de très bien élevés, a dit un jour qu'il n'était après tout qu'un adjectif, et que « Dieu est une syllabe », l'audiovisuel et ses techniques ne font que servir, chaque semaine, à l'enseignement, à l'éducation, à la culture, à la formation. Et des gens qui ont souvent un autre métier que celui de fabriquer des images et des sons sacrifiés — par métier — à ces diverses cérémonies. Sans quoi comment les prendrait-on au sérieux ? Et même les plus sceptiques ont les plus clairvoyants, même ceux qui, Dieu sait, ont des choses à dire à faire — à en juger par leurs emplois du temps — même ceux-là ont le devoir d'être présents comme les autres à ces manifestations. Mais certains mortifications s'avèrent fructueuses, et, elles savent pourquoi, quelques colloques « marchent bien » et procurent aux participants le sentiment d'avoir reçu des informations, avancées dans leur réflexion, ils disent en général « ça a débouché sur quelque chose ».

Déboucher l'empêchement ne peut certainement pas s'appliquer à la journée d'étude organisée conjointement par le Centre d'études et de recherches Libération-Humanisme (le CEREHL) qui préside M. Roland Nungesser, Radio-France et l'Institut national de l'audiovisuel sur le thème « Pour l'audiovisuel, l'an 2000 est dans cinq ans ». C'était le 3 mai 1978, au grand auditorium de la Maison de Radio-France. Après introduction en bonne et due forme par les responsables — Mme Baudrier, président-directeur général de Radio-France, M. de Broglie, directeur général, M. Pierre Emmanuel, président délégué de l'INA, — l'état-major était complet. — François Billeloux, responsable de la cellule d'études prospectives de Radio-France et de l'INA, a souligné la nécessité d'une « approche globale des différents aspects de communications » : « Les nouvelles techniques tendent en effet à confondre les frontières des institutions spécialisées et à l'interconnexion des systèmes en présence. » Jusque-là, on espérait.

D'autant plus que François Billeloux, en tant que directeur, connaît l'art des expositions et fabrique les diens de manière à séduire, sinon à faire rêver. Il était question d'un rapport établi au Canada qui, sous le titre « Univers sans distance », prône « le libre accès de tous à la connaissance et à la liberté de parole ».

Après cet aperçu, soudain, tout glisse en arrière, le « politique » pour aborder la technique et voir ce qu'elle remette en question. Avec montage de diapositives à l'appui, il a été expliqué à un auditoire qui, tout de même, dans son ensemble, a entendu parler de la nouvelle vidéo qu'on pouvait disposer de magnétoscopes, ou établir des relations directes entre émetteur et récepteur grâce, entre autres, aux composants micro-électroniques, etc.

Etalent d'être, avec la science de ceux qui prétendent « démythifier », des choses qui, depuis un bon moment, ne sont plus trop mystérieuses. L'ordinateur n'est pas si hie, et on avait plutôt l'impression d'entendre parler d'un « an 2000 » qui aurait lieu il y a cinq ans. On disait

de plus en plus vers la « sociologie ». On a même montré sept documents audiovisuels « représentatifs des nouvelles pratiques » qui auraient pu être réalisés il y a plus longtemps encore. Un petit document japonais avait son intérêt, mais, projeté pendant la pause, il n'a guère été regardé.

En fin de parcours, on est retombé, par exemple, dans les ornières battues de la question du monopole. Et tout s'est enlisé, à deux ou trois interventions près. Amusant, par exemple, d'entendre un animateur sur le terrain évoquer les techniques de séduction des architectes des villes nouvelles, et qui ne sont, à l'heure actuelle, entre les murs de béton conçus tout exprès, que de vastes volumes vides ; par conséquent dans leur trône argumentaire, les remarques de Pierre Schaeffer se demandant s'il ne serait pas plus judicieux d'analyser les besoins des utilisateurs afin d'éclairer les intentions des ingénieurs, se moquant en un mot du vieux humanisme et disant : « Les techniques ne serviront pas à faire l'Europe », posant au bout du compte la seule vraie question : celle des institutions.

Que cesse l'ignorance. Pourtant — même s'il est bien tard — la Ligue considère comme important que cesse l'ignorance en matière d'audiovisuel affichée depuis des années par la majorité des professeurs, que le média institué fasse place à la reconnaissance. A la maltraitance. « L'éducation nationale a raté le premier coup de la télévision ; il est urgent qu'elle se prépare à saisir le suivant », a-t-on dit en substance. Une meilleure connaissance des rouages du système audiovisuel s'impose donc. Et si les conditions dans lesquelles se fabrique la télévision aujourd'hui sont dures et déjà obsolescentes, pourquoi en effet ne pas les étudier, quitter, demain, à

en tirer « une leçon du passé », du passé ?

« L'approche », comme on dit souvent dans les colloques, est plus modeste, mais en tout cas plus circonscrite. Et les participants, en sortant de leurs discussions, sont repartis avec des propositions d'action et des idées plus claires sur la notion de service public dans ce domaine.

En cela, les propositions de la Ligue ont semblé trouver un écho, puisque les participants au colloque de Bayonne sont conviés de se retrouver en 1980, pour cette fois une réunion de travail, une confrontation des actions entreprises : actions modestes, d'information en somme.

Déjà en Alsace et en Aquitaine, deux enquêtes ont été menées par des animateurs de la Ligue : la première sur l'information régionale, et la deuxième sur la façon dont les enfants perçoivent la télévision. Leurs comptes rendus lors de ces trois journées, où il a été aussi question du sport à l'Antenne 2 et des journaux de FR 3, ont donné matière à réflexion. L'analyse par des non-spécialistes, l'analyse publique des messages émis, ainsi systématisés, permettrait au plus grand nombre de prendre la mesure de l'instrument télévision.

A Bayonne, il a été décidé de lancer ce type d'activités, de mettre en place un réseau d'éducation à la télévision (éducation technique comprise), de confier des missions régionales à diverses associations, de faire des propositions aux stations régionales (qui, à en juger par certaines interventions, risquent d'être méfiantes, sinon réticentes) de passer une convention avec certains services de l'INA. Et encore de publier une revue mensuelle ! Car enfin, la prise en main par les usagers ne signifie pas automatiquement l'automatisme systématique, mais plutôt le début d'un contrôle, d'une vigilance.

MATHILDE LA BARDONNIE.

## RADIO-TELEVISION

### < BANDE A PART >

#### Noire, ma sœur

PAS facile, on le conçoit, d'être Africain, d'être femme, féministe de surcroît, de vivre à Paris et de voir dégringoler à tout bout de champ sur le tapis la question à ricochets de la polygamie ou celle, plus épineuse encore, de l'infibulation. Qu'est-ce qui prime alors, le sexe, la race ou la nationalité ? Quel est l'ordre des priorités ? Bantini, cette jeune Malienne, corse dans une grande imprimerie, que nous présentera mercredi soir, assez tard, hélas ! Antenne 2 (« Bande à part »), adopte dans ces cas-là une position tellement inconfortable qu'elle en devient intenable.

pour ne pas essayer de défendre, sans y croire, l'attitude de notre gouvernement et pour reconnaître à nos voisins, voire à nos partenaires européens, le droit d'exercer en toute liberté leur jugement. Un jugement parfaitement sain en l'occurrence.

L'attitude prudente, visiblement gênée, de Mme Lecour-Grandmaison, ethnologue, auteure de « La Nette et le Manglier », lors de son entretien avec Bantini, nous a paru indéfendable. Elle a l'air de marcher sur des œufs. Elle se tortille, elle se met en quatre pour s'interdire de condamner ces atrocités et de haïr le système. Résultat : vous croiriez une dame d'œuvres pleine de bonnes intentions, accueillant une jeune paria à sa sortie de prison.

Les Africains sont assez grands et assez vieux pour qu'on dise à leur nez ce qu'on murmure derrière leur dos. De toute façon, sur cette planète soudain devenue si petite, à l'ère des jets et des satellites, il est difficile de balayer devant sa porte sans se mêler de ce qui se passe à côté. Les Allemands en ont fait l'expérience étonnante, blessée, au moment de l'affaire Schleyer. Le président Carter s'est même risqué à soulever, ne serait-ce qu'un temps, le couvercle nau-séabond des goulags soviétiques. La défense des droits de l'homme ignore les traditions, les cultures et surtout les frontières entre Etats-nations. Avant d'être un citoyen, on est un humain. Et il ne faut pas que la non-ingérence se confonde avec la non-assistance à personnes en danger.

CLAUDE SARRAUTE.

#### Non-assistance

Elle est contre la polygamie, elle est contre l'excision sous toutes ses formes. Jusque-là, pas de problème. Cependant, si elle ne craint pas d'attaquer ces rituels barbares devant les Noirs, elle ne supporte pas que des Blancs les dénoncent. Dans ces circonstances, ne sont-elles pas ses yeux que les femmes de même couleur. Et, comme on bon vieux temps de l'anticonformisme primaire, la critique ne peut, d'après elle, s'exercer que de l'intérieur.

Je ne dis pas qu'à sa place je ne réagirais pas de même. Comme ont réagi d'ailleurs de nombreuses lectrices africaines après la parution des articles de Claire Bissot « Trente millions de mutilés » (1). Chaque fois, et Dieu sait si c'est fréquent, qu'il s'agit d'un homme de couleur, on se gausse de la mainmise du pouvoir sur notre télé, par exemple, je dois prendre sur moi

(1) Le Monde du 28 février et du 1er mars.

\* Mercredi 22, A 2, 22 h. 40.

### UN NOUVEAU MARCHÉ POUR LA FRANCE ?

#### Vendre en Amérique du Sud

SOUVEUSES d'améliorer leur politique d'exportation, doit le dernier MIP-TV de Cannes a montré la faiblesse de l'audiovisuel français. Les trois chaînes de télévision française viennent d'organiser à Paris deux jours de projection à l'intention d'éventuels acheteurs d'Amérique du Sud. Les responsables de l'audiovisuel, sous la houlette de M. de Broglie, ont dit même type avait été mis sur pied à l'adresse des télévisions japonaises, à cette différence près qu'il avait eu lieu à Tokyo et non à Paris. Ces deux marchés, appartenant aux sociétés de programme comme les plus prometteuses, en raison tout à la fois du nombre de télévisions concernées que de la volonté exprimée par ceux-ci d'acheter au quasi-monopole des grandes compagnies de New-York ou de Los Angeles.

Les services commerciaux des chaînes sont aidés dans leur travail par le ministère des affaires étrangères et en particulier par une association appelée Interaudiovisuel, que subventionne, à raison de 4,5 millions de francs par an, le Quai d'Orsay et qui se donne pour mission « le développement de la culture française à l'étranger par l'audiovisuel ». Financé sous la présidence de M. Louis Joxe, cet organisme a pour directeur M. Patrick Mhaoua, adjoint au chef des services de diffusion culturelle et responsable des questions audiovisuelles.

C'est cette association qui avait notamment patronné l'an dernier la diffusion de programmes français sur les réseaux de chaînes publiques américaines à l'occasion du 14 juillet (le Monde du 23 juin et du 15-17 juillet 1978). C'est elle aussi qui a soutenu en anglais les productions les plus prestigieuses des sociétés françaises. C'est elle enfin qui encourage l'installation dans les ambassades françaises de téléviseurs dont certaines peuvent être des vitrines pour la commercialisation de

programmes français (le Monde daté 9-10 avril 1978).

Trente-quatre émissions (documentaires, séries, documentaires) ont été projetées aux représentants de neuf pays latino-américains, assortis d'un système de traduction simultanée. Selon les responsables de l'audiovisuel, certains de ces programmes ont été pris en option (les achats ne seront confirmés que lorsque tous les problèmes de doublage auront été réglés). Si l'on ajoute les commandes aux sociétés privées, le total serait d'environ deux cents heures. A titre de comparaison, en 1978, deux heures et demi seulement ont été achetées par ces pays aux sociétés nationales de programme.

Si le Brésil, de langue portugaise, était le grand absent, le Mexique, la Venezuela, la Colombie, l'Equateur, le Costa-Rica, se sont joints aux rangs. « La nuit de l'été » (S.F.P.), « Les beaux messieurs de Bois-Clair » (A 2), « Jacques le Croquant » (INA), ont été les émissions les plus appréciées, avec certains programmes pour les enfants, comme « Epsilon » (T.F.). Les prix varient entre 200 dollars (pour les pays les plus petits) et 3 000 dollars (pour les deux clients les plus intéressants — le Brésil mis à part, — qui sont le Mexique, où la compagnie privée Televisa joue souvent le rôle de distributeur pour l'ensemble du continent et l'Argentine, qui n'était pas représentée).

La politique d'exportation française n'est pas qu'une affaire technique, elle est aussi une affaire politique. L'effacement de l'appui logistique apporté par la France, en ce domaine comme en d'autres, à ceux qui tentent de s'implanter à l'étranger, l'opération dont l'audiovisuel a été la cheville ouvrière, est encore limitée, comme la preuve notamment l'absence du Brésil et de l'Argentine. Cependant elle ouvre peut-être une voie.

THOMAS FERENCZI.

### EXPERIENCE A BORDEAUX

#### De l'image à l'écrit

L'INFORMATION fournie par la télévision est-elle en mesure de répondre aux besoins que satisfait, ou tente de satisfaire, depuis un siècle et demi, la presse écrite ? Pour en avoir le cœur net, douze étudiants de journalisme à l'U.L.T. « B » de Bordeaux-III ont « mis à plat », en lui donnant la forme d'un quotidien de presse écrite, l'édition de 20 heures d'un journal d'Antenne 2 (soit du 28 mars dernier), qu'ils ont intégralement retranscrit, mis en pages et illustré « aussi fidèlement que possible ».

Le résultat est une feuille de format France-Solr, imprimée recto verso, qui correspond donc à une demi-heure de télévision. Première constatation, qui n'est pas une surprise : le volume d'information est beaucoup plus faible que dans l'important quel que soit le journal écrit (le Monde du même jour avait quarante pages).

Cependant, la quantité n'est pas seule en cause, mais aussi la nature de l'information. Le choix des sujets mis en vedette n'est pas très différent de celui des principaux journaux parisiens. Au sommaire du journal d'Antenne 2 : Grande-Bretagne, Italie, Belgique, trois pays européens sans gouvernement ; l'épidémie de fièvre aphteuse en Normandie ; M. Giscard d'Estaing au conseil des ministres ; les manifestations pourraient être interdites dans le centre des villes.

En première page du Monde de ce même jour (c'est-à-dire quelques heures plus tôt) : crises et tensions politiques en Europe, Grande-Bretagne, Italie, France ; conférence des pays arabes à Bagdad. En dernière page, l'interdiction des manifestations dans le centre des villes (qui sera à la « une » le lendemain), et l'épidémie de fièvre aphteuse. Le Figaro et Le Matin feront à peu près la même sélection, mais, il est vrai, pas France-Solr ni l'Aurore.

Si les informations retenues ne présentent pas d'originalité particulière, leur traitement, en revanche, distingue la télévision de la presse écrite. Le langage du journal télévisé est, en effet, lacunaire. Il décrit l'événement sans l'entourer de tout ce qui peut le rendre pleinement compréhensible. Sans doute, les images sont-elles censées suppléer à ces manques. Or l'image (les quelques photos publiées par les étudiants de Bordeaux le montrent) explicite pas, elle hésite toujours entre l'annonce et la dramatisation, et ce qu'elle transmet ne correspond pas vraiment au message principal.

L'information est donc, au total, plus pauvre, moins exploitable. La conclusion est double : le journal d'Antenne 2 est un journal sérieux, éloigné de la presse à sensation, et à la « lire » après coup, on n'a pas l'impression d'un discours creux, mais la presse écrite est irremplaçable. Voilà ces journalistes, présents et futurs, rassurés.

T. F.

### — AU « NOUVEAU VENDREDI » —

#### L'Europe des choux-fleurs

Le magazine de FR 3, « le Nouveau Vendredi », rebaptisé « V 3 » depuis le début de l'année, a un mérite : Jean-Marie Covada tente, à travers lui, de renouveler le

genre, en permettant notamment à des journalistes de la presse écrite ou parlée de faire leurs premières armes dans le reportage télévisé. Il a aussi un défaut : dès que le sujet en est politique, les thèses gouvernementales s'y trouvent systématiquement défilées. On l'a vu il y a deux semaines avec « le Temps du nucléaire », qui exprimait les idées prononcées d'Alain Cancès.

« L'Europe loin des discours », diffusée le vendredi 18 mai, expose les vues prospectives de Marc Ullmann.

Ancien fonctionnaire de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, ancien chef du service étranger de « l'Express », Marc Ullmann pense que l'Europe existe mais qu'elle est fragile et qu'il convient de la renforcer.

Assisté de Laurent Labland, journaliste à R.T.L., il montre donc comment les habitants de Plouguerneu (Nord-Finistère) et de Neckarhausen (Bade Wurtemberg) vivent cette Europe qui, selon l'un d'eux, est comme la santé : tant qu'on l'a, on ne s'en préoccupe pas, mais qu'elle vienne à manquer... L'Europe, pour les uns, c'est un marché grand ouvert à l'exportation, pour les autres une concurrence dangereuse, pour tous le fait de ne pas être en guerre, de pouvoir voyager librement et acheter chez soi des produits étrangers.

A vrai dire, le rapport d'entre eux vient plus loin que l'Europe des Neuf. Un marchand de crustacés cite la Suisse et les pays arabes, un exportateur de choux-fleurs évoque les pays scandinaves. Dès lors il s'agit moins de construction européenne que d'échanges internationaux. Il est regrettable que l'émission entretienne la confusion. — T. F.

ROBERT ESCARPIT.

(1) E.M.C., 14 h. 30.

### UNE HISTOIRE DE P. JAKEZ-HELIAS

#### Du cheval au tracteur

N'aurait-il pas, ni tout à fait du théâtre filmé : c'est une conclusion que débute le journal d'Antenne 2 est un journal sérieux, éloigné de la presse à sensation, et à la « lire » après coup, on n'a pas l'impression d'un discours creux, mais la presse écrite est irremplaçable. Voilà ces journalistes, présents et futurs, rassurés.

T. F.

qu'il n'ait osé déplacer la moindre virgule, ni masquer une seule des invraisemblances des dialogues inventés par le Breton. Le scénario du temps où le pain avait goût de bon pain pétri à la main et cuit au bois. Ce respect du « scénario », qui aurait pu être catastrophique, aboutit ici à une émission presque insolite : une visite dans une ferme où le jeune paysan vouvoie sa femme, où le père — l'ancien patron de la propriété, qui a tout donné à ses enfants — ne connaît pas le prénom d'une bru avec laquelle il a des échanges philosophiques. Fallait-il ou étonner la volonté. La réalité seule compte. Et cette histoire exerce un charme, très simple.

On trouve attachant ce vieux Cariou que le « progrès » chagrine, dès qu'on le sent capable lui-même de progrès. De changement. De sa fidélité passivité à la terre, au cheval avec lequel il a labouré, aux méthodes qu'il a toujours appliquées, Cariou, d'un coup, avec la même violence, passera à l'incendie. Dès l'arrivée, dans la cour, du tracteur acheté par son fils, il tue le cheval et s'en va pour Brast avec la mère de sa belle-fille — la femme réaliste. On peut même penser qu'il y aura heureux, qu'il y reprendra une nouvelle vie. Révolution dans un esprit. On devine évidemment — il n'est pas montré — le soulagement qui, dans la maison, suivra son départ. A force de l'aimer trop, de le respecter, ses enfants se sentaient comme paralysés. Ils n'osaient pas...

#### Banalités

Une intelligence des choses de la campagne traverse ces trois actes pour cinq personnages dans une cuisine. Oh ! il y a bien quelques banalités dans les considérations du voisin, l'ancien domestique, parlant de l'arrivée des acheteurs de résidences secondaires (« la maison est devenue trop belle pour moi », ou bien encore : « il faut avoir un emploi en ville pour pouvoir disposer de la nature »).

Ce sont justement ces banalités qui se disent dans les exploitations agricoles... quand il ne devient « plus possible de gagner assez ». Assez pour rester. C'est cela même que disent les comédiens : Roger Guillo, bien en vieux paysan, Christine Feral, Pierre Gaudard, Denise Bonsi et Bernard Lajarrigs. Avec modestie.

M. L. B.

\* Vendredi 25, FR 3, 21 h. 30.

## RADIO-TELEVISION

## Écouter-voir

## ● VARIÉTÉS : PARIS PARADIS. —

Lundi 21, A2, 22 h. 10.

D'un ancien café-concert du quartier Latin, Jean-Marie Rivière, créateur de l'Alcazar, a fait une somptueuse salle de spectacles, où depuis dix-huit mois il présente une revue délectable et baroque, qui utilise une vaste machinerie et des décors multiples. Des auteurs volent au-dessus des spectateurs, simulant un combat de la première guerre mondiale. Dracula reçoit ses victimes dans les caves de son château. Un dompteur tient en respect six juments-furieuses.

Il y a de l'invention, de la folie, de la démesure. Voici donc les téléspectateurs introduits dans ce lieu bien parisien. Chance supplémentaire, ils échapperont au médiocre repas qui précède la revue.

## ● PORTRAIT : MICHEL BOUQUET. —

Lundi 21, TF1, 22 h. 15.

Michel Bouquet à la ville, à la scène et à l'écran : questions, réponses, répliques et séquences se mêlent et s'emmêlent autour d'un des acteurs les plus complexes et les plus subtils de ce temps.

Un grand, un très grand comédien. Avec ce côté un peu spécial qui vous reste, qui vous trotte dans la tête. Rappelez-vous son interprétation de M. Klees et Rosalie, au Théâtre Gramont. C'était rempansant. Et ce qu'il fait dans le Neveu de Rameau, rôle créé par Pierre Fresnay, est véritablement prodigieux. Au cinéma, il est moins bon, moins varié. Il ressemble à un pingouin dans ces rôles de bourgeois façon Chabrol ou Veber. A la télé, son Tartuffe en scène y décline, son Tartuffe en scène. On en parle encore.

## ● DOCUMENTAIRE : LANZEROTE. —

Jeudi 24, TF1, 14 h. 35.

Vous avez envie de faire connaître une ville, un pays, une île, en l'occurrence celle de Lanzerote, aux Canaries. Terroir pas plus grand que le département de la Seine, sol volcanique, noir, rugueux, ravagé par les éruptions. Comment tous y prenez-vous ?

En ce moment, la grande mode nos réalisateurs semblent

s'être donné le mot, — c'est l'homme ou l'enfant que ses occupations ou ses flâneries amènent à faire le tour du propriétaire. Le livreur, qui balade son camion aux quatre coins de l'île pour apporter et remporter tout ce qui manque ici et là, a l'air bien gentil, mais il joue comme un cochon et son air emprunté ajoute encore à l'effigie du procédé. Un beau coup pour vos vacances, très vœux cependant, et pas très gai. Intouché en tout cas.

## ● MAGAZINE : L'EUROPE VUE D'AILLEURS. — Vendredi 25, FR3, 20 h. 30.

Deuxième volet d'une enquête sur l'Europe (la première, la 18 mai, s'intéressait à « L'Europe loin des discours »), cette émission se propose de montrer comment la campagne pour les élections du 10 juin est préparée et « convertie » par les chaînes de télévision dans quatre pays voisins de la France.

Christine Ockrent veut, à travers les reportages de journalistes allemands, italiens, belges et anglais, explorer « la physionomie diverse de l'Europe des autres ». Un débat réunit ensuite les représentants des quatre télévisions concernées.

## ● OPÉRA : LES SOLDATS. — Mardi 22, France-Musique, 20 h.

Par une étrange fatalité, l'Opéra de Paris a toujours été en retard d'une bonne idée, qu'il s'agisse de Samson et Dalila, monté vingt-trois ans après sa création à Weimar, de Boris Godounov, de Wozzeck ou de Moïse et Aaron... On sait, depuis leur création à l'Opéra de Cologne, en 1965, que les Soldats, de Bert-Alois Zimmermann (1918-1970), sont peut-être le chef-d'œuvre lyrique de la seconde moitié du vingtième siècle, mais il faudra sans doute attendre encore assez longtemps pour les voir sur la scène du palais Garnier, bien qu'on y ait déjà donné en version de concert d'importants fragments, sous la direction de Pierre Boulez. Il y a deux ans, démontrant par là même que c'était possible, qu'il suffisait de vouloir.

Radio-France a entendu relever

le défi avec le risque d'une distribution originale et d'une réimpression en direct. Si la partition fait délibérément référence à Wozzeck, la distance prise avec le modèle n'en est pas moins réelle, ne serait-ce que dans la construction dramatique superposant douze scènes simultanées, au quatrième acte, par un traitement de l'orchestre réinventé une large place aux percussions, par des emprunts au jazz et la goût prononcé du compositeur pour l'écriture touffue, qui peut dérouter de prime abord.

Zimmermann a établi lui-même le livret de son opéra d'après le drame de Jakob-Michael Lenz (1775). L'action a lieu dans les Flandres françaises au dix-huitième siècle, mais, au-delà de la trame amoureuse, on aperçoit une interrogation métaphysique qui reste sans réponse.

## ● OPÉRA : L'ENFANT ET LES SORTILÈGES ET ŒDIPUS-REX. — Dimanche 27, A2, et France-Musique, 20 h. 35.

Le nouveau spectacle monté par Jorge Lavelli à l'Opéra de Paris devrait fort bien convenir à la télévision. D'abord une série de Ravel, l'Enfant et les sortilèges, « le méchant enfant qui ne veut pas faire ses devoirs », et qui voit sa mère grandir démesurément, les meubles danser, l'horloge sonner sans cesse le feu sorcier de la cheminée et les animaux personnifiés fondre sur lui pour se venger de ses mauvais traitements ; une mise en scène délicieuse, pour une musique pleine d'enchantements, même si le metteur en scène y décline un « cauchemar de l'initiation » (le Monde du 13 mai).

Et puis Œdipe-Rex, de Stravinski, un « à la manière » des opéras de Handel ; musique déprimée et terrible sur un texte latin, dont Lavelli traduit avec violence l'ineffable déracinement, la révolution psychanalytique, avec ses lieux scéniques qui se relèvent progressivement, à l'image de la fatalité qui, peu à peu, précipite Œdipe et Jocaste vers leur destin. Deux opéras magistraux, sous la direction de Seiji Ozawa.

## A PROPOS DE

## « LA PASSION

## DE JEANNE D'ARC »

M. Lo Duca, principal artisan du « sauvetage » du film de Carl Dreyer, la Passion de Jeanne d'Arc — dont il retrouvera un négatif, reconstitua les « cartons », choisis l'accompagnement musical (le Monde du 30 juin 1978) — proteste contre les conditions dans lesquelles ce film a été diffusé le 13 mai sur FR3 :

La projection de la Passion de Jeanne d'Arc de Carl Dreyer à FR3, nous écrit-il, est une triple insulte, à la mémoire de Dreyer, à la mémoire de la Passion, à la mémoire de la Passion de Jeanne d'Arc. Dreyer, en effet, ne se contente pas de nous offrir un chef-d'œuvre du cinéma mondial. Jadis, une poignée de snobs se délectaient justement de ce côté irritant du cinéma muet en le ramenant artificiellement à une pièce de musée poussiéreuse, en supprimant sous-titres et accompagnement musical qui ont toujours fait partie du cinéma muet. (.)

Enfin, l'idée de colorier des photos du film de Dreyer me paraît saugrenue. A la limite, Dreyer regretterait l'absence du son, jamais il ne regrettera l'absence de la couleur. Par contre, cette présentation « colorisée » aurait pu rappeler que le film est, de la première image à la dernière, la très fidèle transposition du scénario et du livre de Joseph Delteil. On doit à ce grand écrivain non cet hommage mais une simple et honnête reconnaissance à laquelle il a droit depuis 1928.

M. Antoine Brunet, de Bourglasse, ancien animateur de ciné-club, nous écrit : Je me réjouis de revoir la Passion de Jeanne d'Arc de Dreyer, que j'avais vue vers 1950. Je suis éberlué, navré, scandalisé : est-ce une mystification, une erreur, une folie ? Ce film sans texte, sans un mot de dialogue écrit, est sublime, afin d'assurer les contrôles nécessaires. En outre, les ressources nouvelles procurées par ces émissions devront être consacrées à favoriser la création télévisuelle et, éventuellement, cinématographique.

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

## Correspondance

cés dont tout l'intérêt, le sens, tient aux questions pièges et aux réponses subtiles ? Ou bien est-ce que le spectateur est censé les connaître par cœur ? C'est un massacre !

Il se trouve que j'ai en main la fiche officielle de la Fédération française des ciné-clubs : version notoriée, 1968 : je lis ce bilan : « Ce n'est pas un film sans défauts, par exemple des sous-titres trop abondants ». Est-ce parce qu'ils étaient « trop abondants » qu'on les a tous supprimés ? C'est insensé. Sans texte, les images, magnifiques, de cette excellente copie deviennent celles de bizarres marionnettes. A côté de ce désastre, les maladroites de l'accompagnement musical paraissent minores. Qui nous rendra vraiment le film de Dreyer ?

## DES PRÉCISIONS

## DE M. MAURICE ULRICH

M. Maurice Ulrich, président-directeur général d'Antenne 2, nous a adressé la lettre suivante au sujet de nos émissions destinées aux entreprises qui seraient diffusées la matinée sur cette chaîne (le Monde daté 6-7 mai) :

Le conseil d'administration s'est, en effet, nous écrit-il, déclaré en principe favorable à ce projet, et cela pour deux raisons : d'une part, il lui est apparu qu'il s'agissait d'une expérience originale propre à faciliter et intensifier la communication au sein des entreprises, des organismes publics ou des groupements socio-professionnels ; d'autre part, ces émissions devraient apporter à la chaîne des ressources nouvelles en sens des recettes procurées par la publicité ou tirées de la redevance.

La conseil a soumis la réalisation de ce projet, pour ce qui le concernait, à deux conditions bien précises. En premier lieu, toutes précautions devront être prises pour écarter la possibilité de ces émissions et la coopération des représentants de la presse écrite est souhaitée, afin d'assurer les contrôles nécessaires. En outre, les ressources nouvelles procurées par ces émissions devront être consacrées à favoriser la création télévisuelle et, éventuellement, cinématographique.

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

Si l'émission en question a fait atteinte à l'honneur de ma famille, elle pose un problème plus large.

Le principe qui la régit est de recréer une affaire criminelle « à mi-chemin entre l'imagination libre du romancier laudat à tout connaître et la reconstitution scrupuleusement myope du tribunal » (selon MM. Desgranges et Dumayet). Une telle démarche remet, selon moi, en cause un fondement de notre société : la dignité des personnes.

De grâce, soit MM. Dumayet et Desgranges traitent d'un procès avec la rigueur qui s'impose, en s'informant auprès de tous les héritiers, notamment, soit ils font une œuvre de fiction et, dans ce cas, ils ont la pudeur d'en avertir les personnes concernées et ils ne nous livrent pas leurs réflexions — arbitraires — pour argent comptant. Comment peut-on penser que le public pourra faire le départ en son âme et conscience entre le réel et l'imaginaire ?

Une telle série a sans doute pour but de s'enquérir des mœurs d'une époque. Forse est de constater qu'elle ressemble plus à une « inquisition » qu'à une analyse scientifique d'un temps révolu.

## Les enfants et la publicité :

## UNE LETTRE

## DE Mme SCRIVENER

Mme Christine Scrivener, ancienne secrétaire d'Etat, nous a adressé la mise au point suivante, en réponse à l'article de Claude Sarrault sur une enquête de la Régie française de publicité parue dans le Monde daté 29-30 avril.

Cette enquête menée auprès d'un nombre limité de familles avait pour objet d'observer, sur une période de trois semaines, les incidences de la publicité télévisée sur les rapports à l'intérieur de la cellule familiale. Ce sujet recouvre — de manière très partielle — une question plus générale à laquelle je me suis attachée dans le cadre de la réflexion d'ensemble sur l'éthique publicitaire dont m'a chargée le ministre de l'économie.

Bien que la commission que je préside n'ait pas encore déposé son rapport final, le problème de la sensibilité de l'enfant à la publicité, envisagé sous ses aspects les plus divers, qu'il s'agisse de l'influence de celle-ci sur les comportements d'achat ou sur l'équilibre psychologique, culturel et moral, a fait l'objet d'un rapport préliminaire que j'ai remis à M. Morin dès la fin du mois de mars, et dont le Monde s'est fait l'écho sous la plume de Mme Josée Doyère.

Je tiens, dans ces conditions, de la confusion qui, paraît dans l'article de Mme Claude Sarrault, pour qui cette étude, réalisée en fait sous la seule responsabilité de la Régie française de publicité, constituerait le résultat de la réflexion qui m'a été demandée.

Cette confusion est d'autant plus regrettable qu'elle fonde, dans cet article, une affirmation tendancieuse sur l'indépendance avec laquelle auraient été conduites les travaux de la commission que je préside.

[Nous avons déjà publié dans le Monde « daté 6-7 mai une mise au point de M. Philippe Le Menestrel, P-D-G de la Régie française de publicité.]

## Le débat européen

## France-Inter

France-Inter organise le lundi 21 mai un débat sur les agrégations de l'Europe, à 19 h 15, avec la participation de MM. Robert Buchon (R.F.P.), Michel Debatisse (U.D.F.), Emmanuel Maitre-Bugé (app. P.C.), Georges Sime (P.S.), le 23 mai, à la même heure, un débat sur l'économie européenne est prévu avec MM. Arthur Couss (Fr.), John Ardagh (G-B) et Gerhard Kirch (R.F.A.).

## TF1-R.T.L.

TF1 invite au journal de 13 heures M. Georges Marchais, le mardi 21 mai ; M. Jacques Chirac, le mardi 22 ; M. François Mitterrand, le mercredi 23 et Mme Simone Veil, le jeudi 25. Un débat opposera le 25, à 20 h 50, MM. Deniau (U.D.F.) et Fierman (P.C.).

M. Raymond Barre parlera sur TF1 et R.T.L. le mardi 22 mai, à 20 h 35. Cependant les directeurs de TF1 et R.T.L. considèrent que l'intervention du premier ministre est étrangère au débat électoral.

Sur R.T.L., le 23 mai, à 18 heures, MM. Debatisse (U.D.F.) et Maitre-Bugé (app. P.C.) discuteront des problèmes de l'agriculture (sous réserve).

## Antenne 2-Europe 1

A partir du 21 mai, le journal d'Antenne 2-Midi, de 13 heures à

13 h 30, propose une série de débats sur les Européens et l'Europe : les agrégations de l'Europe (21 mai), avec MM. Maitre-Bugé (app. P.C.), Debatisse (U.D.F.), Mouchel (R.F.P.) et Thureau (P.S.) ; un débat (22 mai) entre MM. Michel Debré (R.P.R.) et Jean-Pierre Cor (P.S.) ; les femmes et l'Europe (23 mai), avec Mmes Nicolas Chouquet (R.P.R.), Gisèle Chazot (P.S.), Louise Moson (U.D.F.) et Jacqueline Hoffman (P.C.) ; M. Jean-Ernest Halley sera interviewé le 24, et Mme Adèle Laguille le 25.

Le magazine d'Antenne 2 « C'est la vie », à 18 h 35, présentera une série d'émissions sur la vie quotidienne en Europe. Dans « Spéciales élections européennes », MM. Jean-Pierre Elabbach et Etienne Mougeon interviendront le lundi 21 mai (20 h 30) M. François Mitterrand, et Mme Simone Veil, le mercredi 23, à la même heure, MM. Jacques Chirac et Georges Marchais. Ce débat sera diffusé simultanément sur Europe 1. Le « Club de la presse » d'Europe 1 (19 heures-20 heures) recevra M. Guyane Ansur (P.C.), candidat aux élections européennes, le dimanche 20 mai, et M. Michel Debré, le dimanche 21 mai.

## R.M.C.

Radio-Monte-Carlo diffusera tous les jours, jusqu'au 24 mai, des reportages consacrés « au concours « L'Unité » de l'Europe ».

## Les films de la semaine

## ● LES DEUX CAVALIERS, de John Ford. — Dimanche 20, TF 1, 20 h. 35.

Un des grands problèmes de l'histoire de l'Ouest américain : les Blancs prisonniers des Indiens élevés dans les tribus. John Ford, qui l'avait déjà traité dans la Prisonnière du désert, se débarrasse ici des idées sur le racisme. Ce film, qui ne fut pas apprécié à sa juste valeur, relève de sa « dernière manière » : action coupée de fréquentes digressions, ruptures de ton et changements de rythme.

## ● LA CHUTE DE LA MAISON USHER, de Jean Epstein. — Dimanche 20, FR 3, 22 h. 40.

Pour avoir appartenu, comme Marcel L'Herbier, Louis Delluc, Germaine Dulac, à l'avant-garde « française des années 20 », dont les recherches formelles furent considérées — à tort — comme dépassées, Jean Epstein (mort en 1953) est aujourd'hui oublié, sauf de quelques cinéphiles impénitents. On aura une belle idée de la force de suggestion de son langage visuel (impressionnisme des éclairages et des objets, rythme particulier du montage, utilisation du ralenti) avec ce drame fantastique inspiré d'Edgar Poe.

## ● RELAXE-TOI, CHÉRIE, de Jean Boyer. — Lundi 21, A2, 15 h.

Plaisanteries sur la vogue mondiale de la psychanalyse mal comprise. La pièce de Jean-Bernard Luc le Complice de Philémon pouvait, au boulevard, passer pour une satire. Son adaptation filmique est une farce menée par Fernandel.

## ● FLEUR D'OSEILLE, de Georges Loutner. — Lundi 21, FR 3, 20 h. 30.

L'acidité de Mireille Darc en « veuve » de gangster et mère combattante qui n'a pas froid aux yeux, les piments argotiques des dialogues d'Audard et une intrigue Série noire à ne pas prendre au sérieux. Dans ce genre purement divertissant, Loutner a souvent fait mieux, mais Fleur d'oseille n'est pas mal, après tout, et l'on y voit cette fine comédienne trop dédaignée du cinéma français : Anouk Perjac.

## ● LA FEMME INFIDÈLE, de Claude Chabrol. — Lundi 21, TF 1, 20 h. 35.

Le lien profond d'un homme et de son épouse, dont l'infidélité l'a pourtant poussé au meurtre,

Dépassant le drame bourgeois et le suspense à la Hitchcock, Chabrol — c'est un de ses films majeurs — exprime admirablement l'ambiguïté des sentiments humains. « J'aime bien, a-t-il dit, les gens qui font des choses soit pour conserver ce qu'ils ont, soit pour obtenir ce qu'ils n'ont pas. » Il faut voir Stéphane Audran et Michel Bouquet faire des choses comme ça.

## ● LE GRAND CARUSO, de Richard Thorpe. — Mardi 22, FR 3, 20 h. 30.

La biographie d'un grand chanteur d'opéra selon Hollywood. Du roman de ses célèbres chœurs de bel canto. Avec Mario Lanza — qui eut ses heures de gloire au cours des années 50 — dans le rôle de Caruso.

## ● LE TIGRE DU CIEL, de Jack Gold. — Mercredi 23, FR 3, 20 h. 30.

La guerre, en 1917 sur le front français, comme toile de fond d'une étude psychologique à l'intérieur d'une escadrille anglaise. La tradition, très britannique, du style documentaire appliqué à une fiction. Et d'excellents acteurs.

## ● JASON ET LES ARGONAUTES, de Don Chaffey. — Jeudi 24, A2, 15 h.

Moins splendidement baroque que le Génie de Thessalie, de l'italien Riccardo Freda, mais se référant à la même légende mythologique, ce film d'aventures antiques où Jason devient le héros américain, où les dieux de l'Olympe sont des figurants dans leur palais de carton, doit ses enchantements à Ray Harryhausen, alors maître en effets spéciaux. Les enfants ne seront pas les seuls à apprécier les apparitions des Titans, des Harpies, de Neptune et de l'hydre aux sept têtes.

## ● KHARTOUM, de Basil Dearden. — Jeudi 24, TF 1, 16 h. 50.

Comment le général Gordon, c'est-à-dire Charlton Heston, défendit, jusqu'à la mort, Khartoum, capitale du Soudan anglo-égyptien, investie par les troupes du Mahdi, fanatique religieux. Le colonialisme britannique des années 1880 trouve sa justification, dans ce film à la reconstitution historique très étudiée et qui se situe dans la lignée des Trois Lanciers du Bengale, de la Charge de la brigade légère (celle de Curtiz, bien sûr) et des Quatre Plumes blanches.

## ● LA ROUE, d'Abel Gance. — Dimanche 27, FR 3, 22 h. 40.

Les visions de Gance, avant Napoléon. Le lyrisme de la locomotive — qui était encore une des forces les plus fascinantes de la civilisation moderne, — du rail, de la vitesse. Tragédie ferroviaire, tragédie d'un nouvel

## ● VIVRE POUR VIVRE, de Claude Lelouch. — Jeudi 24, FR 3, 20 h. 30.

Le mari, la femme et la maltraitance, l'adultère et l'amour dans la vie d'un reporter de télévision porté à tous les points chauds du globe en 1967. Gros succès public, comme toutes les love stories de Lelouch depuis Un homme et une femme. Les spectateurs apprécient toujours plus que les critiques la manière dont le cinéaste-auteur, qui va jusqu'à tenir lui-même la caméra, habilite à la moderne (belles images, façon magazine à gros titres, effets visuels et rythme rapide) les conflits sentimentaux des mélos d'autrefois.

## ● PSYCHOSE, d'Alfred Hitchcock. — Vendredi 25, A2, 23 h.

Le film le plus noir de Hitchcock, et pas seulement parce qu'il est tourné en noir et blanc ! Adultère, vol, crimes et psychopathie, il y a, comme l'a écrit François Truffaut, « une sorte d'écarter de l'anormal ». Tous les personnages sont enfermés dans une prison morale et, après de la terreur éblouissante de façon fulgurante (l'assassinat dans la cabine de douche) ou lentement distillé dans le décor d'un motel et d'une maison « gothique » à la Chas Addams, les séquences de possession de l'Écorché ne sont vraiment qu'attractions de baraque de foire.

## ● IL ÉTAIT UNE FOIS UN FILM, de Georges Loutner. — Dimanche 27, TF 1, 20 h. 35.

Michel Constantin, « à la » sans peur et sans reproches, mais misogynne en aux prises à la fois avec Mireille Darc et son drôle de gamin Hervé Illien, une bande de trafiquants de drogue et la brigade criminelle de Nice, qui n'est pas au courant de sa « mission spéciale ». Drôle de pastiche pour une Série noire parodique où se conjuguent l'habileté de Loutner, le talent boulevardier de Francis Veber et la fanatisme des acteurs.

## ● LA ROUE, d'Abel Gance. — Dimanche 27, FR 3, 22 h. 40.

Les visions de Gance, avant Napoléon. Le lyrisme de la locomotive — qui était encore une des forces les plus fascinantes de la civilisation moderne, — du rail, de la vitesse. Tragédie ferroviaire, tragédie d'un nouvel









DIMANCHE

Tromperie sur le bonheur

(Suite de la page 9.)

Les conseillers du bonheur d'autrui n'ont pas manqué, ces dernières années. Les braves gens y ont perdu leur latin. Après avoir suscité un certain nombre d'aspirations chez ceux qui ne les éprouvaient pas forcément, les « élites » ont fait un virage à 180 degrés, gausseant ces qu'elles louaient, moquant soudain les comportements dont, jadis, elles réclamaient la généralisation. Les exemples ne manquent pas.

Quand seuls les privilégiés avaient des autos, il était de bon ton de regretter cette injustice. Maintenant que chacun — peu ou prou — en dispose, cette égalité suscite des mises en garde. A peine les classes populaires ont-elles accédé au symbole suprême de la consommation — au prix de mille efforts et tracas, — voilà qu'on vient leur dire : « Nous nous étions trompés et vous faites fausse route. » On peut citer d'autres exemples, comme la prolongation de la scolarité. Depuis plus de cent ans, tout ce que la France compte d'hommes de progrès a lutté pour que s'élevât le niveau scolaire de la nation. Pour que chacun dispose d'un bagage culturel que le dernier siècle réservait aux fils de la bourgeoisie. On vient à peine de s'en donner les moyens et c'est le moment que choisissent des penseurs excellents pour clamer à tout vent que l'école est morte, que l'enseignement ne vaut plus rien.

Il y a d'autres phénomènes sociaux du même type, d'autres aspirations, jugées légitimes dès lors qu'elles n'étaient pas assuées, et ridicules — voire nuisibles — quand elles finissaient par l'être. Les classes moyennes ambitieuses font les frais de ces illusions. Comment s'y retrouveraient-elles ?

Si l'on voulait schématiser le monde du travail, on pourrait dire qu'il existe deux catégories de travailleurs. Ceux qui disent : « Comment, il n'est que 5 heures ? », et ceux qui disent : « Il est déjà 5 heures ! ». Ceux qui subissent et ceux qui décident. Les esprits forts, les pourfendeurs de « Sam Sully » se situent dans la catégorie des privilégiés.

viégée du travail. Dans la cohorte minoritaire de ceux qui sont payés à la fois en argent et en intérêt. Pour les autres, soit-on qu'il existe beaucoup d'enfants français qui ignorent jusqu'au métier que fait leur père parce qu'il n'en parle jamais ? L'un des rares actes libres qu'une famille puisse accomplir aujourd'hui est de choisir le lieu de son pique-nique. Et le seul endroit au monde où le père de famille soit enfin le patron, et la mère une maîtresse de maison au sens fort de l'expression, est la bicoque, la caravane, le jardin. L'auto est l'agent indispensable pour l'exercice de cette autorité et de cette puissance. Les tenants de l'ordre établi auraient tort — c'est pourquoi ils n'y songeront qu'après avoir écarté toutes les autres possibilités — de contester cette liberté aussi coûteuse pour la nation que vitale pour les individus. Car, de deux choses l'une : ou la frustration serait telle que des barricades se dresseraient, ou l'énergie vitale inemployée chercherait — enfin — à changer la vie de tous les jours, au travail, dans les cités, etc. Ce serait, proprement, la révolution.

Consensus

L'homme occidental est embourbé. Trop a été fait afin de lui imposer une certaine image du bonheur pour qu'il soit possible, sans craquement, de faire machine en arrière. Des moyens de supporter l'existence lui ont été fournis. On ne pourra pas lui ôter ceux-là avant d'en avoir trouvé d'autres. Qui les cherchera ?

Un consensus national s'est établi depuis trente-cinq ans pour faire entrer la France dans l'ère du loisir. Les semaines valaient d'être supportées parce qu'il y avait les dimanches. Les villes parce qu'il y avait la campagne. Les H.L.M. parce qu'il y avait les autos. Des sacrifices ? Beaucoup de petites gens les ont déjà faits pour avoir une voiture. Et on voudrait leur demander d'en faire d'autres... pour ne plus s'en servir ! Il faudrait-il tromper sur le bonheur ?

BRUNO FRAPPAT.

REPOS

Quand la caravane prend racine

(Suite de la page 9.)

Pour les adolescents, c'est différent : ça pourrait être aussi le paradis, mais ils manquent de distractions adaptées à leur âge : volley, ping-pong et boules, c'est peu. Pas de baignade sur place, pas de possibilité de danser, si ce n'est une fois l'an pour la fête du camp ; pas de musique, car il n'y a pas d'installations électriques près des caravanes. Au fur et à mesure qu'ils grandissent, les jeunes cessent donc de venir.

Il faudrait sans doute peu de chose pour que cela change : organiser entre parents un roulement pour les conduire en auto à la baignade, prévoir des vélos pour qu'ils puissent aller par eux-mêmes jusqu'à l'oise ou à l'ailleur, aménager un peu la salle de ping-pong... Il suffirait d'un petit effort d'organisation de la part des jeunes ou de la part des adultes. Cela ne s'est pas fait. Pas encore... ? Ou bien y aurait-il contradiction entre un effort concerté et ce type de loisirs ? C'est un fait que les seuls aménagements collectifs sont nés d'efforts solitaires : un jardin, maintenant parti et très regretté, est un « commissaire » (campeur chargé d'assurer une liaison permanente avec la société propriétaire) qui se sont pris d'intérêt pour la marche du camp et se sont chargés d'un surplus de travail bénévole pour le rendre plus agréable.

Qui vient sur ce terrain de camping ? — Des gens qui sont à l'aise : dans la plupart des familles, il y a deux salaires, souvent deux bons salaires, et les enfants sont peu nombreux : un ou deux en général. Ce sont donc des gens qui, dans l'ensemble, pourraient s'acheter une maison de campagne ? — « Facilement ! » — Pourquoi la caravane, alors ?

Parce qu'il est très difficile de trouver une maison de campagne aussi près de Paris, à moins de payer un prix astronomique. Il faudrait aller bien plus loin et perdre beaucoup de temps en trajet. Parce que la caravane, c'est le repos : une fois les lits arrangés, il n'y a plus rien à faire. Et surtout parce qu'elle permet de faire des connaissances, d'entrer tout na-

tuellement en rapport avec des gens qui ont souvent en commun un certain style de vie. Pour Maurice, le camping marque même un certain type d'hommes : « Ceux qui en font, se les repère à leur façon d'être. A mon travail, je peux dire qui en fait, rien qu'à les voir vivre. » Ce n'est pas un hasard si il n'y a pour ainsi dire jamais de vols dans les campings et si l'entraide y est très développée : il s'y reconstitue les rapports traditionnels de voisinage et, du même coup, le sentiment d'appartenance à un groupe.

« Quand on a parlé d'acheter une maison de campagne, il y a eu un ou deux, tout le monde nous a dit : « Vous ne vous voyez pas dans une maison ! Qu'est-ce que vous y ferez ? »

MARIE-CLAUDE BETSÉDER.

CIRCULATION

La panne sèche

MA faute fut grande, je l'avoue. Il est moins grave d'égarer son père, de dépeçer sa mère ou de jeter à l'égout son dernier-ne que d'être en panne d'essence sur le Périphérique. Moins dangereux tout cela d'une certaine façon sadique.

Dans le virage, j'atteins à la panique. J'étais un automobiliste, je suis un piéton-cible. J'étais de la corporation, je suis un rejeté. Je ne compte plus, insecte au milieu des mécaniques aveugles et hostiles qu'on ne peut, sans grand effort, imaginer conduites par des êtres humains. Peut-être l'ont-ils été, humains, le seront-ils en sortant de la boîte roulante ? Sur le « Périph », ce ne sont que des pieds. Sur les miens, que je n'aurais jamais sentis aussi archaïques, je suis isolé au royaume des pieds. Ils résonnent, en effet, en appui harmonieux sur le champignon et rageusement pénétrant à l'obstacle les forces à se porter sur le frein — un autre pied, honte ! pourrait les doubler. La vitesse des bombes, le volume de certaines — quelques-unes avec remorque, — leur bruit... tout dit mon insignifiance. Je n'existe plus.

Je fais vers le poste où ils s'alimentent. Deux litres dans un bidon. Retour au moteur mort, parmi les périls. Deux litres dans. Il revêt. Et...

Le syndicat

des agents secrets

M. Bernardino Osio, conseiller pour la presse et l'information de l'ambassade d'Italie à Paris, nous écrit : Je me réfère à ce que le Monde daté 13-14 mai a publié dans la rubrique « Reflets du monde entier », où étaient rapportées, d'après un quotidien italien, des affirmations relatives à de prétendues rencontres « d'agents secrets » collaborateurs des attachés militaires qui se seraient réunis dans la clandestinité en vue de créer un syndicat. Dans un souci de vérité, je désire porter à votre connaissance que la version relatée donne une vision complètement déformée des faits.

La réunion des employés civils des bureaux des attachés militaires, bien que privée, a eu lieu tout à fait ouvertement et dans le cadre de leur syndicat, le 14 octobre 1978, et visait simplement à obtenir quelques améliorations concernant leur traitement contractuel.

Je suis vers le poste où ils s'alimentent. Deux litres dans un bidon. Retour au moteur mort, parmi les périls. Deux litres dans. Il revêt. Et...

Et me voici dans l'habitable. Me voici l'œil collé au rétro, guettant le trou qui me permettra de réintégrer le royaume. Exercice difficile. Sauf le jeu rouge, rien de tel pour exacerber l'impatience du pied. Et voici que je m'exerce. Des rêves de queue de poisson me viennent, avec de réjouissantes images de carambolages, derrière moi, l'entassement de tous les pieds qui m'ont refusé le passage. Refuser le passage, à moi, vous vous rendez compte ?

Enfin le trou fut. Mourir dans l'habitable ou risquer le retour au royaume ? J'optai pour la seconde solution. J'ai roulé sagement jusqu'à Saint-Ouen. Un peu moins sagement à Clignancourt, à la porte de la Chapelle. Moins de deux kilomètres pour la métamorphose.

J'étais redevenu un pied. PIERRE-ROBERT LECLERCQ.

JEU

Le test de la Terre

MON ami Marcel a inventé un jeu. Ce jeu fait déjà fureur dans les premiers milieux touchés.

Marcel distribue de petites boîtes de cacaotahou blanches autour de lui. A ses collègues de bureau, à ses connaissances (la dévouée Mme Lepetit y a eu droit elle aussi). Et il leur dit : « Voilà, vous êtes Dieu. Pour une raison ou pour une autre, la Terre telle qu'on l'a si longtemps pratiquée a été mise hors d'usage. Redessinez-la. »

Précision : « Il s'agit de répartir à neuf les continents et les mers. Laissez tomber la géologie et le reste. Dans la version précédente, en somme, c'était plutôt aléatoire et pas tellement réussi. Le contour des deux Amériques, lui, il y a là une certaine élégance, un balancement intéressant... Mais cet énorme bloc d'un seul tenant, l'Asie, avec son petit cop, l'Europe... L'Afrique ? Asses-

motte, au fond. Et l'Australie là-bas, si loin de tout qu'elle n'est jamais arrivée à se faire connaître !

On recommande. Les pôles restent où ils sont : ce n'est que de la glace. L'équateur au milieu. Là, Allah, vous avez carte blanche. Vous êtes le Démurge. Dessin libre. »

Les premiers résultats dépassent nos espérances. Nous n'aurions pas cru à tant d'imagination. Il y a ceux qui reviennent de Grèce et ne jurent que par les îles. Des îles, des îles, et rien d'autre ! Des grandes, des moyennes, des minuscules. Chacun chez soi, de la mer pour tous. Et plus de ces Atlantiques interminables à traverser.

Rien que de la terre, à l'inverse, selon l'idée de ceux qui préfèrent le bon, le solide planché des vaches. De la terre semée de mers intérieures, de lacs de toutes tailles, une Finlande à

l'échelle de la planète. On pourra aller partout sans quitter le sol, si on a horreur de l'avion ou du bateau.

Les esprits rationnels, les géomètres, rêvent de melons. Des continents par quartiers, d'un pôle à l'autre. Un quartier de terre, un quartier de mer, et pour chaque continent la diversité entière des climats, du froid au chaud. Celui-là qu'on dit le plus positif. Tel autre fait de la triangulation. Son voisin fignole des courbes.

Les sybarites : deux anneaux continus à la seule latitude des zones tempérées. Les amateurs de sensations extrêmes embarquent.

Les fantasistes, les sensibles, tiennent à l'irrégulier. Lancer des pointes, creuser des golfes, découper. Abers, golfes, presqu'îles. Avec du miel, parfois, à ne pas refaire une Italie, ou pasticher la Nouvelle-Guinée.

Ceux qui estiment que ce n'était pas si mal dans les grandes lignes. Ils se bornent à retoucher. En isolant, par exemple, la Chine actuelle de ses proches ou moyen de quelques bras de mer. Ou en poussant l'Australie vers l'est pour la sortir de son inconfortable isolement.

Et les paresseux ! Ils ont laissé en place la totalité du décor ou presque. Les chauvins : la France est très bien comme elle est. Quelqu'un a mis juste un peu d'eau au pied des Pyrénées, des Alpes, du Jura (côté étranger), élargi le Rhin et continué avec du bleu. La France est une île ! Elle se paye en supplément les avantages de la Grande-Bretagne !

Il existait déjà le « test du village » : on vous donnait une église, une mairie, une école, des maisons, et, d'après votre façon de les grouper, on tirait des quantités de conclusions sur votre personnalité. Marcel prétend avoir inventé le « test de la Terre ». Il va se faire assaisonner par les psychologues !

En attendant, à vous de jouer, en toute liberté. Pour l'instant.

JEAN GUICHARD-MEILL.

HUMOUR

« La Composition d'histoire », de Pierre Daninos

Il est réconfortant, en ce printemps singulièrement dénué d'humour, d'apprendre par les vitrines des librairies que le Major Marmaduke W. Thompson fête le vingt-cinquième anniversaire de la publication de ses fameux Carnets (1).

Considéré, dès 1954, dans les clubs de la femme, comme l'événement le plus significatif des relations franco-britanniques depuis la bataille d'Azincourt et l'adoption par les gastronomes français pressés de la recette de casse-croûte mise au point par lord Sandwich, les Carnets, vendus ce jour à deux millions d'exemplaires, ont sans doute plus fait pour la compréhension de deux peuples, toujours prêts à disputer la dernière Manche, que tous les accords culturels.

Comme s'il voulait s'associer plus étroitement à cette célébration d'une entente dont le traité de Rome n'a pas encore entravé la cordialité, M. Pierre Daninos (qui par élégance diplomatique et coquetterie d'auteur a toujours tenté de se faire passer pour l'humble traducteur du Major) dépose ce mois-ci, près des Carnets enrubannés de l'édition, un nouveau livre insolent : la Composition d'histoire (2).

Si le Major, qui n'a pas vieilli d'une dévaluation de livre sterling, conserve l'air vif, la moustache onctueuse, la boutonnière fleurie et savoureuse, comme un joli point de croquet, l'entrée de 10 Downing Street d'un premier ministre en jupons, son « traducteur », Pierre Daninos, fait preuve dans son nouvel ouvrage d'une alacrité et d'une franchise juvéniles.

Dans un temps de hargne et de morosité, l'humour décapant d'un moustache sans méchanceté, et qui se garde de donner des leçons, est aussi rafraîchissant qu'un mini-julep.

La Composition d'histoire, c'est le carnaval de Clio, la revue désopilante et paradoxale d'une série d'événements et de personnages historiques que l'on voit défilier dans les déguise-

ments dont on les affublie, ici et là, pour les besoins de causes nationales, idéologiques ou politiques, plus ou moins honorables et parfois même carrément suspectes.

La biographie d'Attila, derrière lequel, comme chacun sait, rien ne repousse, fournit à Daninos un bon exemple. Pour les écoliers français, et quelques autres, le chef des Huns reste le symbole de la barbarie aveugle et de la plus bestiale concupiscence. Les petits Turcs apprennent au contraire que cet homme a été odieusement calomnié. Enfant sage, devenu général féroce, il n'a fait que défendre les opprimés et a passé le plus clair de ses permissions à se pencher sur les misères des petits peuples. Plus près de nous, les écoliers allemands du temps de Hitler, les petits Italiens nés sous Mussolini comme les élèves éduqués par les soins de M. Amin Dada ont dû avaler des couleuvres historiques que même Michelet eût identifiées comme telles. Quant aux écoliers anglais, ils apprennent que Jeanne d'Arc était une aimable « country-girl » qui fut loutetée et que Charles VI avait horreur de l'eau et du savon !

La muse spécialisée

Que chaque nation, que chaque régime, que chaque gouvernement parfois, arrange l'histoire de son peuple, et celle des autres, en usant à la fois du bistouri du chirurgien esthétique, des ciseaux du grand couturier, des fards de la maquilleuse, n'a sans doute pas beaucoup d'importance aux yeux du Père Éternel.

Seulement, de rectifications en amendements, de réformes en modifications, de redressements en rewriting, Clio, la muse spécialisée, impartiale parce qu'indifférente, finira par y perdre ce fameux sens de l'histoire que les uns disent unique et les autres giratoire !

Certes, il n'existe pas sur notre planète d'État ou de régime qui n'ait à son passé quelque annexe honneuse, quelque annexion injustifiable, quelque colonisation mercantile, quelque reniement, quelque holocauste ou quelque gouag. Qu'il s'agisse de la guerre de Troie, de la conquête des Indes, du pacte germano-soviétique, du « Je vous ai compris » d'Alger ou de la promenade touristique des blindés russes à Prague, tout dépend après coup de la manière qu'on a de présenter l'événement aux écoliers.

En comparant les livres d'histoire par-dessus les frontières, ou même en France, à des époques diverses (avant et après 1968 par exemple), Pierre Daninos nous révèle d'une série d'émouvantes constatations. Sans chercher à démêler le vrai du faux, l'arrangement de la partition originale, l'extrapolation vicieuse du fait indubitable, l'humoriste nous convainc aisément de la difficulté qu'il y a, à travers les siècles, à enseigner honnêtement une matière aussi malléable que la pâte à modeler. Avec une liberté d'esprit voltairienne, l'auteur de la Composition d'histoire établit que les peuples « lesquels n'ont évidemment jamais » ont toujours su trouver des protestations capables de mettre, pour leurs enfants, les événements historiques au diapason des modes, des idéologies ou des circonstances.

Maniant le français avec l'élégance d'un gentilhomme sceptique mais bienveillant, Pierre Daninos énonce un certain nombre d'hypothèses drôles et malicieuses et nous restitue ce doute salutaire qui est déjà le commencement de la sagesse. Voilà une composition d'histoire qui mériterait la meilleure note... si les maîtres en donnaient encore !

MAURICE DENUZIERE.

(1) Hachette.  
(2) Julliard, 215 p., 40 F.

**Cinéma de Minuit.**  
**Vittel vous souhaite un bon lundi.**



Vittel vous aide à retrouver la vitalité qui est en vous.

## LES GRANDS FLEUVES

# Le Zaïre : un géant ténébreux

par JEAN-PIERRE LANGELLIER

QUEL fleuve a su mieux préserver son mystère ? Par une malicieuse journée d'août 1885, le capitaine portugais Diego Cao jette l'ancre dans des eaux beiges et tumultueuses, tachetées d'îles flottantes. Jailli du rivage, le courant argileux déferlant sur sa caravelle est si fougueux qu'il s'en va jusqu'à 5 lieues au large adoucir et ternir l'immensité océane. Dix ans avant l'exploit de Christophe Colomb, Diego Cao, lancé comme lui sur la route des Indes, vient de découvrir la plus puissante rivière d'Afrique.

Profitant de la brise marine, il pénètre alors lentement dans un univers de mangrove et de palmiers où jaccassent des confrères de perroquets avant d'accommoder sous le regard stupéfait d'un groupe de pêcheurs bakongos. Pressant assurément l'importance de sa découverte, il dresse sur la rive le *padrao* de pierre, monolithe surmonté de la croix, en l'honneur de Jésus et de l'excellent roi Jean II du Portugal. Aux indigènes, il emprunte le nom du fleuve, *Nzadi* — devenu bien vite Zaïre — signifie en langue kikongo « la rivière qui avale toutes les rivières ». Trois ans plus tard, il remontera l'estuaire jusqu'aux Chaudron de l'enfer, la première des trente-deux cascades. Là, au pied des montagnes de Cristal, s'achève la progression de Diego Cao.

Pendant quatre siècles, le fleuve a jalousement protégé son énigme. Celle-ci ne fut officiellement percée que le 9 août 1877 par Henry Morton Stanley. Dans son célèbre « message adressé » à « n'importe quel gentleman d'embouche parlant anglais », le plus prestigieux des explorateurs, affamé, à bout de forces, mais touchant au but, implorait assistance. Cette lettre désespérée était pourtant un bulletin de victoire. Neuf cent quatre-vingt-dix-neuf jours après avoir quitté Zanzibar, l'intrepide voyageur pouvait bientôt contempler l'« énorme fleuve, humble et soumis... au seuil de l'immense étendue Aquide ».

La ténacité d'Henry le Navigateur avait aidé les marins portugais à triompher des vieilles frayeurs médiévales associées dans leur esprit à la *Mar Tenebrosa*, l'océan obscur. Comme tous les princes chrétiens de son époque, Henry poursuivait une chimère : trouver le royaume légendaire du Prêtre Jean et s'en faire un allié contre les infidèles. Aussi lorsqu'il parvint en vue du Zaïre, Diego Cao est investi de cette mission impossible. Après les navigateurs et les missionnaires, arrivèrent les trafiquants d'esclaves trop accablés par leur sinistre besogne pour distraire leurs énergies. A l'aube du dix-neuvième siècle, le fleuve Zaïre, rebaptisé Congo par référence aux ethnies riveraines, appartenait toujours à un univers inconnu. Ses cataclysmes terrifiants semblaient un obstacle infranchissable.

### « Dr. Livingstone I presume ? »

L'écho, en 1816, de l'expédition Tuckey ne fut pratiquement fin aux explorations par l'Ouest. Déjà, d'ailleurs, il faut conquérir le Congo par d'autres voies. Et c'est l'audacieuse entreprise de Stanley.

Livingstone avait effectué la première traversée du continent. Speke avait découvert le lac Victoria et du même coup la vraie source du Nil Blanc. Baker avait atteint le lac Albert. Mais le fleuve Congo conservait son secret. Depuis qu'il avait, à trente ans, décroché le « scoop du siècle » (1) en retrouvant à Ujiji, sur la rive orientale du lac Tanganyika, le célèbre médecin missionnaire écossais (« Dr Livingstone, I presume »), Stanley

se considérait comme son héritier spirituel. Livingstone mort, qui pouvait mieux que lui, poursuivre son projet et le mener à terme ?

La suite appartient à la geste héroïque du grand fleuve : le marché conclu avec Tippou Tib, puissant chef arabe, marchand d'ivoire et esclavagiste qui, moyennant 5 000 dollars, lui prête escorte pendant un mois et demi avant de renoncer ; l'inhumaine progression à travers la jungle « trop puissante et d'une beauté terrible, qui submerge » ; la lente descente de la « rivière Livingstone », à bord de la *Lady-Alice*, « cet insolent petit bateau » qui, en franchissant les rapides, « piroquette sur lui-même comme une toupe » ; l'assourdissant roulement de tambour qui signale l'arrivée de l'étranger ; le contact brutal avec les cannibales et les fèces empoisonnées ; les trente-deux combats livrés aux indigènes ; les ravages de la maladie ; la mort des trois compagnons blancs ; les vagues de fatigue et de désespoir (« ce fleuve hâssable, hypocrisie ») avant la réussite finale.

Conformément à la tradition et à l'esprit victorien, Stanley considérait le Congo comme la voie royale par où l'Europe répandrait en Afrique centrale « la chrétienté et le commerce ». On sait ce qu'il advint de cette prédiction optimiste. L'esclavage, « cette plaie ouverte au flanc du monde » qui tourmentait si vivement Livingstone, avait jusqu'alors égaré les profondeurs de l'Afrique forestière. En offrant, à l'aube de notre ère, une voie d'infiltration aux peuplades bantoues, le Zaïre et ses affluents avaient permis à l'homme noir de trouver refuge et protection au cœur de la jungle équatoriale.

Après avoir, au cours de leur migration, refoulé les tribus pygmées, ces communautés végétales le plus souvent dans un complet isolement. Lorsque Stanley, durant son voyage, trouve quatre mousquets datant de la fin du quinzième siècle, il calcule aussitôt que ces armes portugaises ont mis trois cent quatre-vingt-dix ans pour parcourir 1 500 kilomètres. Solitude tragiquement rompue, le fleuve Zaïre a arrosé pendant vingt-trois ans la propriété privée d'un souverain européen. Tout en consacrant, en effet, la liberté de commerce et de navigation sur la voie d'eau, l'acte final de la conférence de Berlin (26 février 1885) reconnaissait l'autorité personnelle de Léopold II, roi des Belges, habile et visionnaire, sur l'Etat indépendant du Congo où il vivait à l'époque quinze millions d'hommes. En décrivant dans *Au cœur des ténèbres* la « folie sans pitié » des meneurs de chioctis, Joseph Conrad contrainait, par une part à hâter la fin du règne arbitraire des agents de Léopold.

Un personnage de Conrad compare le Congo à un « immense serpent, avec sa tête dans la mer, son corps tranquillement déroulé sur un vaste territoire et sa queue perdue dans les profondeurs du continent ». Un serpent, en tout cas, plutôt vigoureux. Car s'il n'est, par sa longueur (4 700 kilomètres), que le cinquième fleuve du monde (2), il figure, en revanche, au palmarès de la puissance, en deuxième position derrière l'Amazone, charnière chaque seconde, 45 000 mètres cubes d'eau. Son bassin couvrirait plus du tiers de l'Europe et son réseau navigable représente quelque 14 000 kilomètres. Voilà pour les dimensions du monstre. Pour les dimensions du monstre, ainsi, les géographes se plaient à relever la remarquable régularité de son régime. Ses affluents étant également disposés en éventail de part et d'autre de l'équateur, qui traverse deux fois le Zaïre bédouiné d'une harmonieuse répartition des pluies. De ce fait, ses sautes d'humeur sont rares. Il est toujours — ou n'est jamais — en crue (comme on voudra).

Fleuve à métamorphoses, le Zaïre naît à plus de 1 500 mètres d'altitude, aux confins de la

Zambie. Torrent qu'on appelle Lualaba, il ondole parmi collines et marais puis gambade dans un paysage de savanes aux baobabs argentés, où les termitières géantes dressent leurs profils tourrés. A Ndolo, premières gorges, premières chutes, premier barrage, où Kolwezi, capitale minière du Shaba, puise son énergie. Devenu navigable après Bukama, il reçoit notamment la Luvua-Luapula — que certains tiennent pour son authentique cours supérieur — et la sauvage Lukuga. Dès lors, le lac Tanganyika, déversoir du lac Tanganyika, c'est le temps du caprice, et de l'indiscipline. Tour à tour, il paresse dans des paysages lacustres, se cabre entre des murailles rocheuses — comme aux portes de l'enfer — avant de dévaler les cascades en un rugissement d'écume. Lorsqu'il s'apaise avant Nyangwe, c'est dans le silence de la grande forêt, qui sera sa plus fidèle compagne.

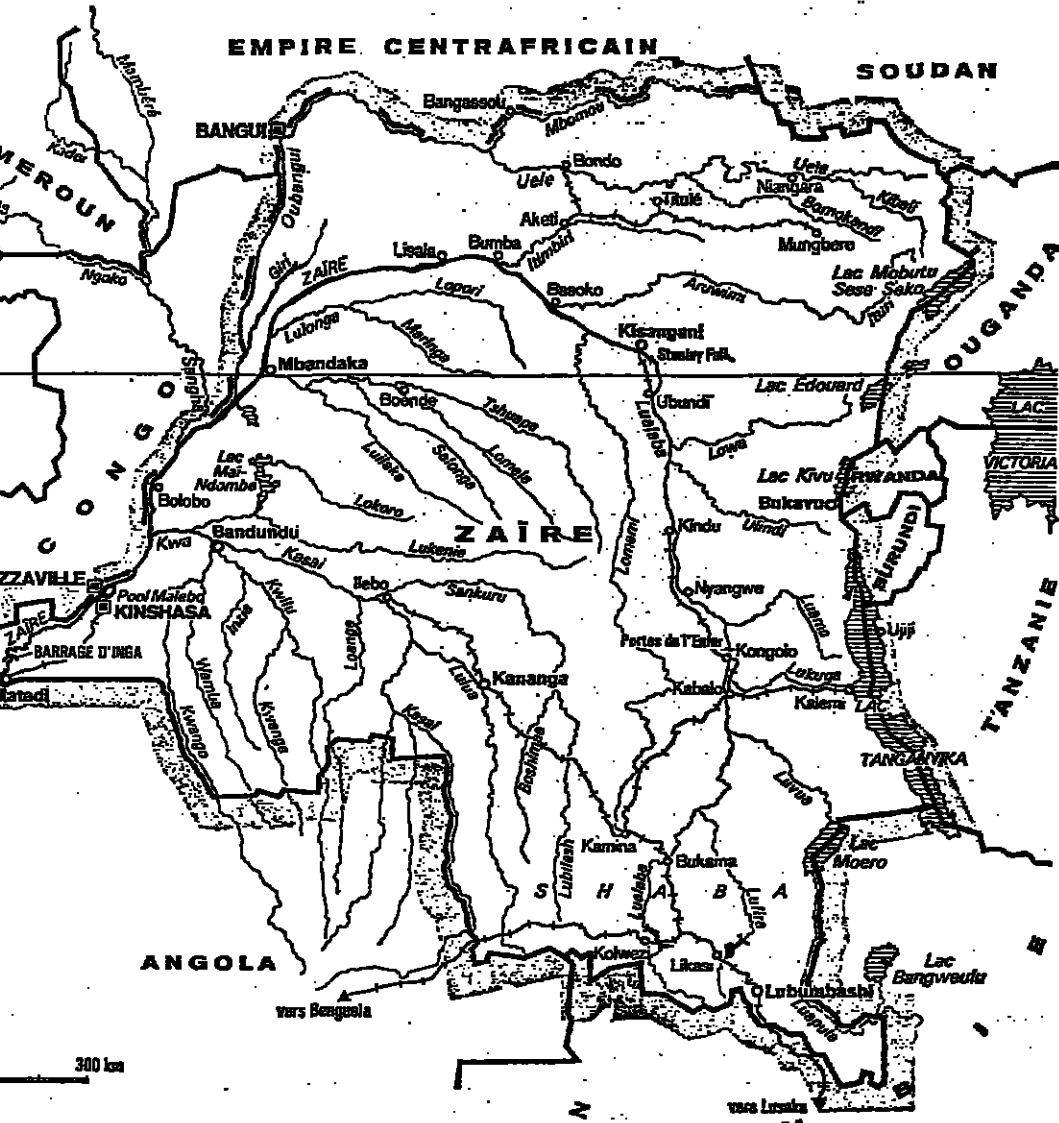
### Un lieu d'échanges

Déjà majestueux mais pas encore assés, il se brise à nouveau sur sept rapides, improprement baptisés « chutes », ces *Stanley Falls* que l'explorateur avait mis plus de trois semaines à franchir. Au-delà, c'est le pays des *Waganda*, tribu célèbre qui a su faire de la pêche un pur jeu d'équilibre. Ces longs acrobates musculeux pratiquent leur art sur un savant échafaudage de bambous et de lianes d'où pendent, avec grâce, de grandes nasses coniques immergées dans le fleuve nourricier. A partir de Kisangani, le Zaïre prend ses aises et amorce vers l'ouest sa lente arabesque.

Vivre quelques jours avec le fleuve... D'une richesse peu commune, le spectacle s'anime aux premières heures de l'aube. Longtemps avant d'appareiller, le *Colonel Tchatchi*, « courrier du fleuve » qui relie Kisangani à Kinshasa en cinq jours et cinq nuits, n'est déjà plus qu'une ruhe bourdonnante absorbée tout entière par le commerce. Car le fleuve est avant tout un lieu d'échanges, une voie de ravitaillement (3).

Une fois l'ancre levée, l'offre et la demande exercent leur empire. Après quelques heures de navigation, on comprend mieux le rôle primordial du fleuve et de ses « courriers » dans la vie économique du Zaïre. Cent fois se renouvelle la même séquence. Une dix, vingt pirogues, alertées par le beuglement des sirènes, s'élancent soudain du rivage dans un tournoiement de pagales. L'abordage est, un exercice délicat : la moindre fausse manœuvre, un instant d'inattention, un jet de filin trop tardif... et il faudra rentrer sans argent au village ou attendre le passage du prochain courrier. Il arrive aussi que la maladresse tourne au drame, qu'une pirogue se retourne sous la violence du

(1) Scoop : en français journalistique : nouvelle exclusive.  
(2) Après l'Amazone, le Nil, l'Obi et le Yang-Tsé-Kiang.  
(3) Il y a un siècle, Stanley écrivait, non sans emphase, la vocation commerciale du fleuve par où les trésors de l'Afrique pourraient faire parvenir leurs cotons, nappes à quelques millions d'hommes nus...



choc, éjectant sa cargaison. Parfois, un corps disparaît dans un remous. Accidents heureusement rares.

Car les piroguiers sont habiles à assurer les prises. L'opération à peine achevée, débute le turbulent marchandage. Aro-boutées sur le bastingage, les femmes lancent dans les pirogues le mouchoir ou le morceau d'étoffe qui marquera leur présidence. Dans un tourbillon de clameurs, où se mêlent intimement lingala et kiswahili — les deux grandes langues du pays — vendeurs et acheteurs concluent leurs affaires au plus vite. Les pêcheurs, surtout, n'ont pas de temps à perdre, car ils devront, sur le chemin du retour, payer à contre-courant.

Peu à peu, le « courrier » se transforme en une grossulière arche de Noé, ramion tropicale où l'on trouve pêle-mêle les singes, rouges ou noirs, l'antilope, le sanglier et les gros brochets du fleuve, qu'on traîne par les ouïes. Au pied d'une passerelle, une chèvre égarée fait la rencontre imprévue d'un bébé crocodile, à la gueule solidement bâillonnée.

Le commerce du fleuve a ses règles et ses rites. Avant de remplir les entrailles du bateau, qui abritent une chambre froide, les animaux morts sont marqués aux initiales de leur propriétaire. La plupart des commerçants sont des permanents qui « font » le fleuve d'un bout à l'autre de l'année. Organisés en un comité, actuellement présidé par une femme, ils versent pécunier. Aux yeux des villageois, isolés au fond de la grande forêt, le passage du courrier est, bien sûr, un événement d'importance. Certains, qui viennent à se rencontrer, ont longtemps descendu le cours d'un sous-affluent du fleuve et dormi au hasard des bourgades riveraines. C'est pour eux la meilleure occasion d'échapper au demi-sommeil d'une vie en autarcie.

« Le confort des bateaux modernes qui assurent les liaisons régulières sur le fleuve permettra de prendre quelques jours d'un repos physique agréable. » Extrait d'un *Cahier du voyageur du Congo belge*, édité deux ans avant l'indépendance de l'ancienne colonie, ce commentaire n'est plus guère d'actualité pour tous ceux qui n'ont pas le rare privilège de disposer d'une cabine classée en catégorie « luxe ». En fait, le courrier du fleuve est allégrement surchargé. Circuler sur le pont y tient de la gageure. Et, pour progresser parmi les montagnes de marchandises, au milieu de la multitude d'hommes et de bêtes, il vaut mieux être doué pour l'escalade et l'entrechat.

Au plus fort de l'après-midi, pourtant, quand le soleil et la fatigue engourdissent les corps et les esprits, chacun tente, dans cette foule assoupie, d'aménager son intimité : telle femme compte et recompte ses précieux billes, soigneusement dissimulées dans l'ourlet de son pagne ; telle autre masse avec tendresse les jambes de son enfant albinos ; une fillette fait manger son perroquet gris à queue rouge ; un nourrisson trempe ses doigts dans la purée de manioc ; un vieillard immobile, à l'abri d'une ombrelle, fixe l'horizon.

Pour les commerçants, c'est l'heure où les projets mûrissent, avant la fébrilité du soir.

Sur le fleuve, d'une beauté serotina, presque mystique, l'ombre du bateau s'étire. Sa nappe d'argent brunie est parsemée d'îles oblongues. De temps à autre, une éclaircie dans le rideau de verdure annonce quelques cases et la silhouette lointaine d'habitants domestiques. Les multiples bras du fleuve et ses bords de sable soumis compliquent la navigation. « On y perd son chemin comme dans le désert », notait Conrad. Aujourd'hui, un réseau serré de balises et de bouées préserve des erreurs de pilotage. La nuit, on s'aide du radar et de puissants projecteurs.

En aval de Sumba apparaissent les premiers bancs de jacinthes d'eau. La légende, sans doute fondée, raconte que cette plante étonnamment prolifique fut introduite au début des années 50 par un missionnaire brésilien. Sa floraison dure un seul jour, mais elle a su prendre sa revanche sur cette mesquinerie de la nature, car ses rosettes, emportées par le courant, ont littéralement envahi le Zaïre et certains de ses affluents. Les Belges, qui l'avaient prise très au sérieux, lui firent la guerre en l'arrosant d'herbicides. Le gouvernement de Kinshasa a d'autres urgences. Aussi la « Kongo ya sika », comme on appelle en lingala cette peste aquatique, est-elle aujourd'hui le cauchemar des navigateurs. Ses millions de bouquets flottants masquent les bouées, s'enroulent aux hélices et enserrant les gouvernails.

### Trente-deux marches d'écume

Dernier temps fort du voyage : s'endormir dans un chenil aux rives rapprochées et s'éveiller, sous un ciel d'opale, au milieu d'une immensité lectrice. « C'est un coin d'Angleterre », avait lancé Frank Cock, le compagnon de Stanley, en découvrant les collines blanches et boisées qui frangent cette vaste cuvette — 24 kilomètres de large sur 28 de long — où le fleuve s'est logé. On les baptisa donc aussitôt « Falaises de Douvres » et Stanley donna son nom à ce mélange intime de terre et d'eau, aux contours changeants, où les grandes ethnies du Bas-Zaïre se sont fixées rendez-vous. Le Stanley Pool — aujourd'hui Pool Malebo — est le seul au monde dont les rives abritent deux capitales, Brazzaville et Kinshasa.

C'est à partir de là que le fleuve, pris au piège des cataclysmes, perd en majesté ce qu'il gagne en vigueur. Une subtile, cet escalier gigantesque aux trente-deux marches d'écume. N'est-ce pas grâce à lui que le fleuve représente aujourd'hui, avec les richesses du sous-sol et celles de la forêt, l'aspect économique majeur du Zaïre ? Le Zaïre se distingue de tous les grands fleuves de la planète qui préfèrent mourir en douceur.

De longue date, l'homme a songé à domestiquer cette

« énergie sauvage », estimée annuellement — et pour le seul site d'Inga — à 320 milliards de kWh. Mais l'entreprise semblait colossale. Et puis l'homme y avait un ennemi, aussi minuscule que redoutable, une abeille venimeuse : dans la plèvre rendait immédiatement aveugle. En amorçant l'aménagement du plus riche gisement hydroélectrique du monde, le gouvernement aostrois s'est lancé dans une longue aventure. La première usine d'Inga satisfait d'ores et déjà à la consommation de Kinshasa et de sa région. La seconde, le Grand-Inga, est en cours d'installation.

Pourtant, sa réalisation — le projet fut conçu à l'heure où le boom du cuivre autorisait tous les espoirs — pourrait s'étaler sur plusieurs décennies. Seuls l'équipement industriel de la région, pour l'instant au point mort, et la création d'un ensemble portuaire lui donneront sa véritable raison d'être. D'où l'importance d'un autre projet, lui aussi en panne, consistant à aménager à Banana, dans l'embouchure du fleuve, un port en eau profonde. Non loin de Matadi, la construction d'un pont suspendu de 800 mètres au-dessus du fleuve devrait prendre moins de temps.

Ainsi que ces ambitieuses entreprises soulignent le renforcement de l'unité nationale africaine, ce géant ténébreux n'a pas fini, un siècle après Stanley, d'effrayer l'histoire. Comme en témoigne l'histoire simple de Dominique. La trentaine généreuse, la barbe noire et le regard de braille, ce jeune Français rencontré à Kisangani accomplit la plus soignée des croisières sur le fleuve : en radeau. Parce qu'il voulait « voyager le plus simplement possible », il a choisi la plus rustique des embarcations, mais aussi la plus stable : quatre fûts solidement amarrés. Avec pour seuls bagages, une voile, une moustiquaire, un appareil photo et quelques boîtes de haricots.

Son récit est passionnant : la beauté vierge de la rivière Lukuga où les troupeaux d'hippopotames plus stupéfaits qu'agressifs regardaient glisser lentement son radeau ; les colonies d'oiseaux évoluant dans une nature intacte ; le repas du soir partagé avec les riverains ; la difficulté de trouver du poisson dans ces villages d'anciens pêcheurs reconvertis à la culture du maïs et qui ne s'aventurent plus guère sur le fleuve ; le danger des chutes dont on entend trop tard le grondement ; la peur et la mort frôlée de près lorsque son radeau s'écrasa sur les rochers ; la construction d'une nouvelle embarcation, puisqu'il fallait continuer le voyage. Aujourd'hui, Dominique doit être quelque part entre Kisangani et Kinshasa. Il navigue jour et nuit. Peut-on vraiment résister à l'appel de ce fleuve mystérieux lorsqu'il se perd dans l'obscurité région des jades ?

\* Dans sa série « Les grands fleuves », « Le Monde » a déjà publié : « L'Océan » (11-12 février), la Garonne (23-24 février), le Tage (11-12 mars), la Loire (25-26 mars), le Mississippi (8-9 avril), le Yangtze (22-23 avril) et le Rhin (6-7 mai).

### PETITE BIBLIOGRAPHIE

Henry Morton Stanley : *A travers le continent mystérieux*, 1879.  
Joseph Conrad : *Au cœur des ténèbres* (Heart of darkness), 1902.  
Peter Forbath : *The River Congo*. Secker and Warburg, London 1978.

150 من الاموال



Cinéma

LE TRENTE-DEUXIÈME FESTIVAL DE CANNES

« PROVA D'ORCHESTRA »

La nouvelle fable de Fellini

« Je ne voulais pas faire un film politique mais un apologue éthique », répète Federico Fellini au long des cinquante pages de l'impressionnant dossier de presse qui accompagne Prova d'orchestra (présenté hors compétition). Il est parti de ce qu'il appelle le « miracle de l'orchestre », cette émotion qu'il ressent lorsque les musiciens, après la cacophonie, s'unissent pour une fin commune, se fondent dans une communauté harmonieuse.

Prova d'orchestra (Répétition d'orchestre) est dédié à Nino Rota (mort le 10 avril dernier), qui a composé la musique de tous les films de Fellini, et celle-ci — la dernière — répétée par l'orchestre florentin réuni par le réalisateur pour raconter sa fable.

Comme toutes les fables, on peut prendre Prova d'orchestra au premier degré, dire que ce film d'une heure dix destiné au petit écran est une reconstitution, un faux reportage, où Fellini interprète avec son génie incoercible les disputes d'un assemblée de musiciens. Ils arrivent, échauffés, vindicatifs, avec leurs soucis, leurs maladies, leurs défauts. Fellini les fait parler les uns après les autres de leurs instruments, dans la place qu'ils pensent tenir dans l'orchestre.

A peine quelques minutes de musique s'élèvent sous la baguette du chef d'orchestre qui a du mal à se faire entendre. Lorsqu'il revient dans la crypte après la pause, les murs sont couverts d'inscriptions, le chaos règne : les uns réclament l'obédience au métro, les autres veulent se diriger eux-mêmes. Les femmes hystériques se déchai-

nent. Le désordre sera interrompu par un événement extérieur, un séisme comme dans le Sator, les gravats pleuvent, un des murs est démolit (explication des coups sourds que l'on entend depuis le début du film).

Le chef retrouve sa baguette, son autorité, la répétition reprend. Ecran noir. Le chef d'orchestre vocifère, voix de dictateur, voix des discours fascistes.

Il n'y a pas de morale finale. Chacun doit s'interroger sur le sens de cette histoire sinistre, sur la stérilité du désordre, sur les dangers de l'ordre, sur les responsabilités de l'individu envers la société, et vice versa. Le film n'a qu'une faiblesse, mais, après tout, le monde de Fellini a ses lois qui ne se soucient pas de la normalité : la musique n'a pas une consistance suffisante pour être le lieu d'une communion, d'une élévation de l'âme, d'une dictature par l'émotion : les musiciens sont peu vraisemblables et leurs gestes mal accordés à la bande son.

Fellini n'est pas allé vers la musique, il n'en a que faire. Une fois de plus, il a cherché des voix, des têtes, leur a construit une cohérence particulière, pour réaliser un film, là où d'autres auraient composé une symphonie, ou peint une fresque.

CLAIRE DEVARRIEUX.

■ Le Club des amis du Palais-Royal et du Vieux Paris, présidé par M. Robert Baze, organise un concert suivi d'un spectacle de variétés dans les jardins du Palais-Royal, samedi 19 et dimanche 20 mai à 16 heures.

Sous les yeux d'un enfant

(Suite de la première page.)

Ce serait fausser l'esprit du roman et du film que de considérer Oscar comme un naïf, un gnome hargneux et revendicatif. Avec ses 94 centimètres, Oscar est tel qu'il a voulu être : un enfant en marge du monde des grandes personnes. De l'enfance il a d'ailleurs la terrible lucidité, les rognés irrépressibles, un sens aigu de la justice et de la contestation, le goût de la vengeance, et, quand il est de bonne humeur, celui des farces et de l'impertinence. Il peut être méchant, il peut être cruel. Il lui arrive d'être tendre. Et dans le miroir de ses yeux se reflète la société qui l'entoure, cette petite bourgeoisie de Dantzig déchirée, et la terreur mêlée de fascination que lui inspire son voisin, le Grand Reich allemand.

Oscar sait parler — il est d'ailleurs le narrateur de son histoire, — mais c'est par l'intermédiaire de son tambour qu'il exprime le mieux ses sentiments. Plaisir, colère, douleur, mépris : chaque roulement à sa signification. Oscar dispose, en outre, d'une arme singulière dont il fait souvent usage : sa voix est « virile », entendez par là qu'elle peut atteindre une note si aiguë qu'elle brise le verre à distance.

Tel est le curieux personnage à travers lequel Volker Schlöndorff nous raconte vingt années d'histoire allemande. Au ras du sol, tambour en bandoulière, la minuscule Oscar regarde le monde se défaire. Après l'apparition des premières croix gammées c'est l'apogée du nazisme à Dantzig, puis le reflux, la débâcle, l'arrivée des troupes russes. Autant d'événements dont Oscar peut témoigner et auxquels parfois il participe.

Ce qui ne l'empêche pas naturellement de vivre intensément les grands moments de son existence personnelle et familiale, de surprendre, par exemple, sa mère en défilé d'adultère et de la pleurer quand elle meurt, de se battre avec ses camarades, d'essayer de faire jouer du tambour à l'Enfant Jésus.

Il y a de tout dans ce film, que l'on peut considérer à la fois comme une métaphore politique (Oscar serait la mauvaise conscience de l'Allemagne, mise en hibernation pendant vingt ans) ou comme une chronique satirique dans la lignée de Swift. Il y a de la férocité et de la tendresse, de l'amertume et de la dérision, une cocasserie énorme et le sens de l'irrationnel. Des superbes morceaux de cinéma (Oscar jetant le tambour dans la mer) se mêlent à des scènes de guerre (la prise de la poste de Dantzig) ou de pure émotion (la prière d'un bouillier juif — Charles Aznavour — sur la tombe d'une femme aimée).

Volker Schlöndorff a su faire passer dans les images de son film la dimension épique et le lyrisme du roman de Grass. On le chicanera peut-être sur certains détails de son adaptation, sur certaines ruptures de ton et de rythme, mais comment nier la réussite de l'ensemble ? En gagnant son plus dangereux pari, le cinéaste des Désarrois de l'Étranger Torless et de l'Honneur perdu de Katharina Blum vient de réaliser un grand film. Parfaitement digne, répétons-le, de la « palme d'or ».

JEAN DE BARONCELLI.

Musique

Morton Feldman et Kurt Schwitters au Centre américain

Au Centre américain des étudiants et artistes, on est sûr de n'entendre que des musiques originales, parfois farfelues, qui ne ressemblent guère à celles des concerts habituels.

Ainsi Why patterns, de Morton Feldman, qui pendant une demi-heure nous plonge dans un bain de méditation paisible : deux sons graves de la flûte ponctués par les folies sonorités agues du piano et d'un jeu de timbres, dont les accords changent et miroitent à chacun de ces soupirs qui s'échappent lentement en légers décalages. Pas de motifs, très peu de rythme, parfois un échelonnement vers le grave ou l'aigu : quelques accords sombres du piano provoquent une grande surprise... Au dehors, une horloge ignore neuf coups qui s'insèrent dans les silences.

Chaque son est un événement dans cet ensemble qui paraît ininterrompu et pourtant composé comme une soirée donnée dans un jardin par les grenouilles, les grillons, les chouettes et les rossignols, pour peu qu'on écoute longuement et sans impatience.

Le compositeur est au piano avec son bon visage de bouddhiste juvénile, une chevelure fournie, de grosses lunettes, pour

décliner ces sons si doux et assourdis, avec Jan Williams à la percussion et Eberhard Blum à la flûte.

Ce dernier abandonne son instrument pour interpréter Ursonare, de Kurt Schwitters : la voix et les gestes suffisent pour cette composition phonétique, lettrée, superbement écrite sur des voyelles, des consonnes, des diphtongues, des onomatopées, organisées en motifs, en rennes, en refrains, avec les retours thématiques, les divertissements, les cadences d'une bonne facture classique, soulignées par d'étonnantes richesses d'intonation et de timbre. Les gestes, parfois analogues à quelque shadow-boxing, participent à cette éblouissante démonstration musicale. Peintre dadaïste, Kurt Schwitters écrit cette « sonate des origines » en 1932, prophète jusqu'au jour connu des Cathy Berberian et Berio des années 50.

JACQUES LONGCHAMPT.

■ Le violoniste Paul Zukoroff dirigera les 28, 29, 30 mai au Centre américain (261, boulevard Raspail), un atelier consacré au répertoire contemporain et aux problèmes posés par l'exécution des œuvres d'aujourd'hui, qui s'achèvera le 31 mai par un concert. Ives, Scriabin, Cage, Feldman, donné avec Jacqueline Méfano.

En attendant le train, à Juvisy...

La gare de Juvisy (Essonne), où plus de seize mille voyageurs transitent chaque jour, est une des plus importantes de la banlieue parisienne. Après l'avoir longuement observé, Francis Schwartz et Costia Miereanu, deux compositeurs contemporains, ont tenté de concevoir une musique spécialement adaptée à ce cadre, jeudi, de 6 heures du matin jusqu'à fort tard dans la soirée, ils l'ont interprétée. Personnes insoufflées et leurs pupitres électroniques, dans un décor accumulé, mais de sons et de froidure, recourant par intermittence à des bandes magnétiques préalablement enregistrées, soutenues par quinze projecteurs de son, méthodiquement répartis dans tout le bâtiment, afin d'accompagner les passants du guichet au train, du train à la sortie.

On a pu croiser parfois au détour d'un couloir de métro, d'un hall de gare, les échos assourdis d'une guitare clandestine ou d'un violon gadget. Mais à Juvisy, il s'agissait de tout autre chose. Non plus d'un cocktail bruyant de rengaines accumulées, mais de sons et de mélodies habillant un espace symbole de banalisation esthétique.

Cette expérience originale a été tentée à l'occasion d'une « fête de la musique » organisée jusqu'au 20 mai dans cette ville qui, à l'instar de son conseil municipal, se veut constamment accueillante pour toutes les formes d'expression et d'éducation musicales. Le personnel local de la S.N.C.F. y a, lui aussi, contribué avec enthousiasme. Les banlieusards, dont certains ne dissimulaient pas une première réaction de rejet contre « cette musique de quincaillerie répétitive et lancinante », se sont pris au jeu et à ses charmes. Freinant leurs pas, tendant l'oreille, nombre d'entre eux s'agrippaient pour s'agripper autour des exécutants dans le grand hall, lieu habituellement si peu hospitalier. Ils ont même quelques fois repoussé le moment de prendre le train.

Quelques-uns ont engagé le dialogue spontanément, parfois naïvement, avec les musiciens. « J'ai d'abord cru que c'était un bruit bizarre, puis j'ai compris que c'était une musique dont je n'ai pas l'habitude, et en l'écoutant, je l'ai trouvée belle », résumait une jeune femme qui avoue n'avoir jamais été au concert.

STÉPHANE BUGAT.

GRANDS-AUGUSTINS (6<sup>e</sup>) - LA CLEF (5<sup>e</sup>)  
OLYMPIC-ENTREPOT (14<sup>e</sup>) - PALAIS DES ARTS (3<sup>e</sup>)

RUSH DISTRIBUTION - Claude GUEDJ

Klaus KINSKI Catherine JOURDAN

1976

Alain JARROLD

Christine CHAPPEY - Pierre GILBERT - Lucie MAILLOD  
PIERRE - RUFUS - Anthony STEFFEN - André VALLI

Formes

Permanence et métamorphose du visible

Sans cesse la peinture de SERGIO DE CASTRO fait peau, chair neuve. Mais l'essence persiste, comme les arêtes d'Almijara, les falaises de Castille (1971-1972) qui resurgissent avec une vigueur accrue dans les œuvres plus récentes. Devant une renaissance, ce n'est pas la nouveauté que l'on voit, mais la permanence, qui est la nouveauté. Alors qu'il y a quelques années les musées de Bienne et de Caen avaient donné l'exemple. Du moins aux galeries (1) a-t-elle pu offrir des murs assez vastes pour ces grands formats, et aux autres aussi.

Un sentiment de puissance renforcée peut surprendre ceux qui n'étaient pas accoutumés à l'intensité de cet art, pourtant fugace en chacun de ses avatars. Certes, la violence s'exerce, mais elle est éphémère (pas toujours) des couleurs, et la forme sinuante des lignes qui se lèvent, et le poids des volumes. D'un vient cette seconde jeunesse, qui se manifeste avec la même allégresse dans les huiles et dans les gouaches, sur papier étouffé ou non ?

Les nus, dans leurs courbes puissantes, ont l'air pétris dans la même pâte que la substance vivante des fruits incorporés aux objets voisins. Quelle harmonie dans ces arabesques ! La plus extraordinaire, à mon sens, serait peut-être celle qui s'intitule La Nuit s'il n'y avait également un Nu accablé, un autre à la gauche (ils ne sont pas les seuls) qui donnent la même impression de plénitude heureuse. Car sous l'infus d'une plus ou moins lointaine ascendance, Castro a besoin du visible, et tout, toutes ces zones ordonnées de choses belles et bonnes, lui est précieuse à sa refonte à la fois dense et aérée : le tangible et ce que l'œil seul peut atteindre.

Voilà l'Espagne encore, et entre autres les ondes parallèles d'un admirable paysage quasi en noir et blanc, mais aussi la Grèce — Délos, Patmos... —, et l'Engadine, et l'île de Ré, baignées à chaque fois de leur lumière spécifique. La comme ailleurs c'est une salutaire leçon de liberté que donne Castro, de la liberté dans la rigueur, la vraie liberté étant celle de choisir ses normes.

Lui non plus, FAGNIEZ (2), ne peut se passer du réel, d'un point d'appui solide et mouvant comme les éléments naturels qui l'inspirent. L'opposant quelque chose à concevoir de parler de lui, après tant de pages que je lui ai consacrées, le considérant comme l'un des jeunes peintres les plus authentiquement porteurs de promesses de sa génération, si précisément de nouvelles robes n'étaient apparues, des robes raménées de Venise notamment.

Encore le thème de l'eau, qui n'a cessé de lui être familier, qui circule comme l'air, mêlé à l'air, dans les paysages vus au travers de leurs composantes — paysages transcendés au delà, parés de la sensation

pure et métamorphosée en couleurs — de ces colorations d'une subtilité folle que résumerait un plat réaliste. Qu'on me dispense d'en dire davantage. Qu'on vienne plutôt s'imprégner de ces multitudes qui ne sont pas des accumulations, de cette mobilité dans la permanence, en un mot, de cette peinture-peinture qui ose dire son nom et qui cite sa venue incantatoire de sa qualité.

On dépense beaucoup de nos jours, même chez les artistes. En groupant vingt peintures, exécutées de 1976 à 1978, sous l'enseigne de *Tableaux des Corps* (3), JULIO POMAR, peintre volcanique qui a, de longue date, fait ses preuves — qu'on se rappelle sa parapsychisme du *Bain toré* — n'a pas failli à la règle. Ces corps désœuvrés, reconstruits, ne le sont pas au hasard. Un étrange mouvement des ailes à des fins clairement érotiques. Je pense toutefois que l'intérêt de ces tableaux ne réside pas seulement dans leurs intentions, avouées ou non. La technique, la mise en scène au point par Pomar, à la suite des décapages de Manesse, semble ici soucieuse. Ce sont les ciseaux qui, en partie, le pinceau jouant aussi son rôle, entrent en action.

Pomar découpe donc des morceaux de peau et de chair et ces membres dialogues sont, d'un côté, peints en couleurs vives, voire en jaunes phosphorescents, avant d'être collés en aplats sur la toile. L'effet est probant.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Galerie Valmy, 22, rue de Seine.  
(2) Galerie Bellini, 28 bis, boulevard Sébastopol.  
(3) Galerie Bellechasse, 10, rue de Bellechasse.

Théâtre

« Eh ! Machine », à Douai

Elle mange presque toute la scène cette machine carrée massive, étonnante de toutes ses subtilités. Elle a été conçue par une femme, une jeune artiste parisienne, Véronique Lalot, mais ajustée dans la plus grande usine métallurgique de Douai. Et c'est autour de cette étrange machine que le Centre d'animation culturelle de Douai, le plus actif de la région, présente sa nouvelle création.

Une machine, une actrice... et pas d'acteur. Ce n'est point une façon de sacrifier à la mode. Les recherches ont été entreprises depuis quelques années par les animateurs pour créer un théâtre d'identité profonde du peuple de la mine marqué par un travail spécifique. Le texte, offert sous le titre *Eh ! Machine*, a été recueilli au gré de nombreux entretiens avec des femmes sur les corridors, dans les usines ou dans la rue. C'est sans doute pourquoi il sonne si juste.

Le thème central est évident : la condition de la femme de milieu populaire, la femme happée par de multiples machines ou des rouages si quotidiens qu'elle finit par ne plus les voir. Le propos est donc très clair, mais il n'est pas pour autant encombrant ou ennuyeux. Car ce récit à cent voix s'ordonne parallèlement dans un univers sonore créé par Thierry Poquet. La machine a des vertus insoupçonnées et l'unique comédienne, Bernadette Poquet, campe finement sur un registre étendu des personnages très divers. Ce n'est point une fresque terne ou triste et, comme dans la vie, on se rencontre aussi d'un moment à l'autre. C'est un spectacle de fabrication à la chaîne des ballonnets pour la drôlerie ? Le metteur en scène, Daniel-Jacques Hanivel, a quel-

ques bonnes trouvailles qui donnent un rythme alerte à un spectacle d'une heure et demie ; René Couvreur a composé des chansons originales pour *Eh ! Machine*, rangées souterrainement par l'accordeur : « Ce n'est pas nous, maestro, qui avons demandé de ce soir-là ».

Ce travail du Centre d'animation culturelle de Douai est de grande qualité. Ce spectacle part maintenant en tournée. Les représentations seront données à l'antenne dans les communes où a été recueillie la parole des femmes ».

GEORGES SUEUR.

Jazz

Clifton Chenier

Le « roi des bayous » du Mississippi, l'accordeur-chanteur Clifton Chenier, paré de ses complexions voyantes, de ses belles dents en or et d'une curieuse coiffure qui fait penser à Linde Richard, vient jouer à Paris avec son « Red Hot Louisiana band » au grand complet. Parce qu'il occupe une place à part dans la scène musicale, même dans le domaine du blues, le succès s'est fait peu à peu, et sans le soutien d'aucune promotion extérieure.

Comme Queen Ida, « Bois sec » Adoia et bien d'autres, inconnus hors de leur région, Chenier représente la communauté noire de Louisiane qui s'est intégrée et soude depuis deux siècles aux immigrants blancs venus d'Acadie (New Brunswick et Terre-Neuve). Peut-être parce que les Noirs vivaient dans les bayous (marécages) entre Lafayette et Baton-Rouge se sont reconstruits dans le malheur de ces Blancs déracinés, ils forment maintenant, ensemble, une minorité, un noyau de religion catholique et de langue française, qui tend à préserver contre que coûte son héritage culturel, évier sa dissolution dans le « melting pot » américain.

Clifton Chenier a donc allié les rythmes et l'esprit de la musique noire aux accents des vagues musicales, jassas du folklore cajun. Le swing qu'insufflèrent à sa musique n'est pas banal : le crepitement des doigts gantés de métal de son frère Cleveland sur son « rubboard » (plaque de métal ondulé) déclenche l'inspiration de l'accordeur. Sur scène, Clifton Chenier est un tourbillon d'énergie et de générosité. Il parle au public de façon chaleureuse, comme dans une réunion de famille. Mais quand l'excitation est à son comble, il chante des histoires tendres et vient secouer notre égoïsme.

PAUL-ETIENNE RAZOU.

★ Au Théâtre Campana-Prémère du 16 au 20 mai et du 25 au 30 mai, à 20 heures et 22 heures. Disque : Disques Blues Artchoc (dist. Muzic).

Variétés

UN CONTRAT-TYPE POUR LES INTERPRÈTES ?

Le Syndicat national de l'édition photographique et audiovisuelle va entreprendre, lundi 21 mai, des négociations avec la S.F.A. (syndicat des artistes interprètes) sur les points suivants : réduction d'un contrat-type garantissant les droits des interprètes face aux maisons de disque, remplacement du contrat d'exclusivité par un contrat de priorité, reconnaissance pour l'artiste d'un droit de regard sur son œuvre à tous les stades de son élaboration et de sa diffusion. Ces négociations font suite à la grève de la faim observée par la chanteuse Catherine Ribeiro pendant dix jours (le Monde des 11, 15, et 18 mai).

Cependant, le comité de soutien à la grève de Catherine Ribeiro (qui avait rassemblé en une semaine plus de cent quarante signatures) a décidé de ne pas se dissoudre mais de se transformer en comité de soutien à l'action de Catherine Ribeiro et

des artistes interprètes (signatures à envoyer à Michel Ruhlman, 64, avenue d'Italie, 75013 Paris ; tél. 588-85-55).

Le Syndicat national des disques (issu de la Fédération nationale de l'industrie hôtelière) et la SACEM (Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique) ont signé mercredi 16 mai, un protocole d'accord qui régit l'utilisation du répertoire musical de la SACEM dans les établissements de danse adhérents au Syndicat (celui-ci regroupe environ la moitié des discothèques de France). C'est un protocole, conclu après un an de négociations, marque, selon un communiqué de la SACEM, « une étape importante dans les rapports des auteurs avec les exploitants de discothèques » et « contribuera directement à la structuration professionnelle et économique de ce secteur d'activité ».

## SPECTACLES

# DANS LES COULISSES DU CINÉMA FRANÇAIS

Deux exploitants pas comme les autres

Les grands circuits d'exploitation, en menant une politique d'offensive de modernisation des salles et de rationalisation de la programmation, ont sans doute préservé le cinéma français d'une fuite, plus dramatique encore,

de son public. Relais par le dynamisme de certains exploitants, cette politique a contribué à freiner la chute vertigineuse de la fréquentation des salles, comme en atteste l'exemple, évoqué ci-dessous, d'Aix-en-Provence.

Mais la toute puissance des grands, prompts à s'accommoder des règles « commerciales » que ferait régner une saine concurrence (« le Monde » 17 mai) rend difficile et incertain le travail souvent novateur qui s'élabore

aux marges. Les obstacles qu'affronte Marin Karmitz pourtant lui-même doté d'un circuit de onze salles à Paris, témoignent de ces contradictions.

### • A AIX-EN-PROVENCE : la réussite de M. Guillaume

Quatre cinémas, neuf salles, 2.730 places, 750.000 entrées par an : M. Marcel Guillaume s'est taillé en vingt ans à Aix-en-Provence un petit empire. Le complexe « Cézanne », c'est lui. Les salles jumelles du « Mercœur » et du « Paris », c'est encore lui. Le « Cinévo », toujours lui. Aller au cinéma à Aix, c'est aller deux fois sur trois chez Guillaume. Et, précisément, on va beaucoup au cinéma à Aix-en-Provence, la ville qui détient le ruban bleu de la fréquentation : 20.000 entrées par semaine.

L'action menée par M. Guillaume y est indéniablement pour quelque chose. C'est le fruit de la méthode, de l'esprit d'entreprise et d'une passion sincère pour le septième art. La méthode : le choix d'Aix, en 1959, pour un nouveau départ professionnel. « Je suis né dans le cinéma », explique Marcel Guillaume. Mon grand-père exploitait déjà une salle à Moulins, en 1920. J'ai pris la succession familiale, mais les perspectives de développement sur le plan local étaient restreintes. J'ai étudié la situation des villes françaises. Aix me convenait. C'était une ville universitaire, elle connaissait une forte poussée démographique et le parc de salles était manifestement inadéquat aux nécessités d'une bonne exploitation. Il achète une hallerie désaffectée à deux pas du cours Mirabeau et crée deux salles : une « grand public » de 1.000 places, le « Cézanne » ; et une « art et essai » de 300 places, le « Club ». Des son ouverture, le « Cézanne » fait le double d'entrées que la

meilleure salle du moment à Aix, le « Cinévo ». En 1963, acquisition du « Riato » (500 places) transformé deux ans plus tard en deux salles, le « Mercœur » et le « Paris » (300 places chacune) qui forment un premier petit « complexe ». En 1970, rachat du « Cinévo », en 1974-1975, restructuration du « Cézanne ». Près de 10 millions de francs d'investissements, six salles au lieu de deux, une galerie d'expositions, un service d'information permanent et une cafétéria intégrée.

La création de salles nouvelles s'est traduite par une augmentation sensible de la fréquentation. En 1970, le groupe « Cézanne » avait réalisé 500.000 entrées. En huit ans, la progression de ces résultats a été de 50 %. Au total, le nombre d'entrées à Aix en 1978 a dépassé le million contre 903.000 l'année précédente, soit 13 % d'augmentation en moyenne pour l'ensemble des salles de la ville, à l'unisson du groupe Guillaume (1).

#### « Pour établir un contact »

Pour expliquer sa réussite personnelle, l'exploitant aixois met essentiellement en avant les initiatives qu'il a prises dans le domaine de l'animation. « Quand je suis arrivé à Aix, explique-t-il, c'était le règne de l'exploitation traditionnelle. On mettait un film à l'affiche et il fallait ce qu'il fallait... » M. Guillaume, lui, a des idées et les met en pratique. Il commence par solliciter la presse locale, fait venir des metteurs en

scène « pour établir un contact entre le film et le public », nous des relations avec l'université, débarrasse les ciné-clubs de la ville. Il ne néglige pas non plus le lancement des films par des actions spectaculaires. Pour la sortie de *Landru*, par exemple, il s'inspire de *Bara-Kin* et offre en lot une cuisinière... Pour *West Side Story*, en 1962, il transforme son cinéma en florale et la scène en un parterre de 350 hortensias rafraîchis chaque matin.

Pour la programmation, Marcel Guillaume a fait partie en 1970 des membres fondateurs de l'U.G.C., qu'il a quittée depuis « pour des raisons personnelles », tout en restant adhérent associé. Il bénéficie aujourd'hui, grâce au « réalisme » dont il a su faire preuve en affaires, de la double programmation de l'U.G.C. et de Gaumont. Il a accès aussi, de temps à autre, au circuit de Parafraze. C'est dire qu'il peut mettre à l'affiche dans les meilleures conditions la plupart des bons films qui sortent chaque année dans les salles. M. Guillaume se défend au demeurant d'envisager l'exploitation cinématographique sous le seul angle de la rentabilité commerciale. Certes, lorsqu'on investit beaucoup d'argent, comme il s'approprie encore à le faire, il est difficile de ne pas tendre l'oreille au bruit du tiroir-caisse.

Mais M. Guillaume affirme qu'il se bat aussi pour le cinéma. Les salles de la ville (sur neuf) projettent des films d'art et d'essai alors que la clientèle universitaire ne représente que 25 % des publics. Je pense à *Foran*, dit-il, j'ai donné le goût du cinéma à la population de cette ville. En 1967 *Blow Up* avait fait 6.000 entrées, de simples entrées, en fait, lui, 10.000. Le *Casanova*, de Fellini, 20.000, et *Padre Padrone*, 25.000. Il a également mis à l'affiche ces derniers mois des films réputés difficiles et a trouvé leur public, comme la *Femme gauchère* (1.500 entrées), les *Contes de la lune vagabonde* (1.300) et *Repérages* (3.500 entrées).

M. Guillaume ne vit pas sur l'acquis. Sept à huit millions de francs d'investissements en vue : trois nouvelles salles seront acquises avant un an au « Cézanne », qui deviendra, avec douze salles et 1.930 places, l'un des plus grands complexes cinématographiques européens. Le « Cinévo » sera transformé en trois salles de luxe d'une capacité totale de 550 places, mais le « Mercœur » et le « Paris » vont disparaître et, en fin de compte, l'opération aboutira à une diminution de 240 fauteuils. C'est l'homme d'affaires qui parle : « Je préfère des salles qui travaillent et qui sont en dépression », dit M. Guillaume. Il a l'intention de créer des « cartes de sortie familiale » accordant aux bénéficiaires 5 F de réduction par place à condition qu'ils se présentent à deux adultes et deux mineurs ensemble aux guichets. « Mon but, dit-il, est plus social qu'économique. Je veux lutter contre la désintégration de la cellule familiale, combattre l'influence de la télévision, ce « défilé de l'âme... »

GUY PORTE.

### • A PARIS : le défi de Marin Karmitz

Karmitz. Marin. La trentaine poivre et sel, plus qu'assise. Le cœur rive gauche. Soixante-huitième étage dans le business du cinématographe.

A grand écart la Buchette et le Chappellon, occupé l'Odéon et mis sa caméra « au service du peuple ». Aujourd'hui émigré du côté de la « Bastoche », quand les autres « ont pignon aux Champs ».

« Un agité à moitié parano, mais moulu au système », vous dit-on chez Gaumont dès qu'on évoque les querelles qui émaient des années les relations entre le « marginal » et la vieille maison, après une idylle éphémère. Du militant d'hier, c'est vrai, Karmitz a gardé le ton froufrou et l'humour basaillesse : s'il enrage de voir Gaumont « faire dans le culturel », c'est que, selon lui, il n'y a là qu'illusion et tromperie.

Producteur, distributeur, exploitant, le tout en petit format, Marin Karmitz, c'est un peu le strapontin vissé aux fauteuils des puissants : il vit l'inconfort de la M.M. sur un marché où les cailloux sont rares. « Gros » parmi les « petits » — ces derniers botticliers de l'« art et essai » — et « petit » chez les « gros », malades des circuits prompts et habiles à récupérer le succès qui a germé en dehors d'eux.

Il a vingt ans quand la « nouvelle vague » éclate. A l'IDEEC, comme les autres, il a appris « le cinéma d'André-Lara, les bonnets et sacro-saintes traditions, le respect du cursus et des hiérarchies ». Tout ce qu'après Godard et ses *Contes du cinéma*, il s'est empressé de déconstruire. Aux premiers courts métrages, raconte-t-il, « je me suis rendu compte que, pour tenir le coup et faire ce dont j'étais fier, j'avais besoin de der de plus près tous les problèmes de production ». Le premier long métrage, *Sept Jours ailleurs*, est un échec financier. « Là, l'heure d'arrêter tout l'obédience de la distribution, Lelouch,

qui avait pris en charge, a mis un an à trouver des salles. Le film est bien sorti, mais au mois d'août. Une semaine à l'écran et les caillottes ».

En 1968 : la rue, les usines, le peuple. Karmitz milite. La fièvre qui oblige Cannes à baisser son niveau le même, lui, « au service des luttes populaires ». Et de s'interroger sur les rapports de l'artiste aux masses... Il y aura *Camarades* et, bientôt, *Coup pour coup*, que finance en partie la télévision... allemande. « Cette fois, explique Marin Karmitz, j'ai fait la tournée des exploitants de province et vu de près leurs problèmes. A l'époque, les circuits commençaient à s'organiser. Je n'avais que deux solutions : développer des structures parallèles, plus ou moins militantes, ou mener la lutte sur le terrain de la distribution commerciale, sortir enfin du ghetto du quartier Latin. »

Adieu la caméra. Karmitz se lance dans le business. Il loue d'abord une salle et la programme. Puis en construit trois à la Bastille. « Un vrai pari : implanter la v.o. (version originale) et les auteurs où régnaient la karaté et le porno ». La grille prend. Non sans mal. Au début, les distributeurs traditionnels paraissent l'ignorer. Jusqu'au jour où, devenu lui-même distributeur, il fait paraître des films qui les intéressent. Commence alors une curieuse course entre films et salles : il faut des salles pour distribuer des films dont souvent des circuits ne veulent pas. Il faut des films pour alimenter les salles, trop nombreuses pour se contenter du seul « portefeuille maison ». Une course qui mène tout droit à négocier avec plus gros que soi.

L'accord rêvé — celui qui donne la « surface » sans rogner sur l'indépendance — Marin Karmitz croit le tenir au printemps de 1977. Il « tire » la *Palme d'or* à Cannes avec le *Padre Padrone* des frères Taviani, dont il a acheté les droits de distribution en France. Son circuit de poche est, bien sûr, trop étroit pour

donner au film lauréal l'audience qu'il mérite. Karmitz négocie avec les principaux distributeurs de la place et signe avec Gaumont, qui, sentant la possibilité de travailler en commun à plus long terme, « C'est dit », dit-il, un accord d'ensemble, passé entre une « major » et un service de recherche qui assure au second la possibilité de continuer à travailler, en lui garantissant la liberté et la tranquillité pour l'avenir de ses films. L'idylle n'a duré qu'un été, sur deux ou trois films. Chacun, bien sûr, rejette sur l'autre les torts du divorce. Chez Gaumont, on invoque « les évasions et les prétentions » de Karmitz, qui démonte, lui, la volonté d'hégémonie du trust, sa propension naturelle à s'attribuer les mérites des autres et à « éliminer ce qui se fait dehors de lui ».

Le divorce, à coup sûr, a fragilisé l'entreprise à la fois trop étroite et trop ambitieuse construite en cinq années par Karmitz : ses onze salles ont besoin de films. Et certains de ses films ont besoin d'élargir leur audience. Mais les distributeurs indépendants ont fait faillite sur faillite : il n'en reste plus que deux ou trois sur le marché. Les salles qui hier, révélaient Milos Forman ou Alain Tanner, quand ils sortaient l'*Amour d'une blonde* ou la *Salomandre*, n'ont guère de chances de profiter demain des succès qu'ils ont fait éclore. « Tout se passe comme si l'on ne pouvait plus être rendu dans telle ou telle librairie, du jour où l'on change d'éditeur », explique Karmitz.

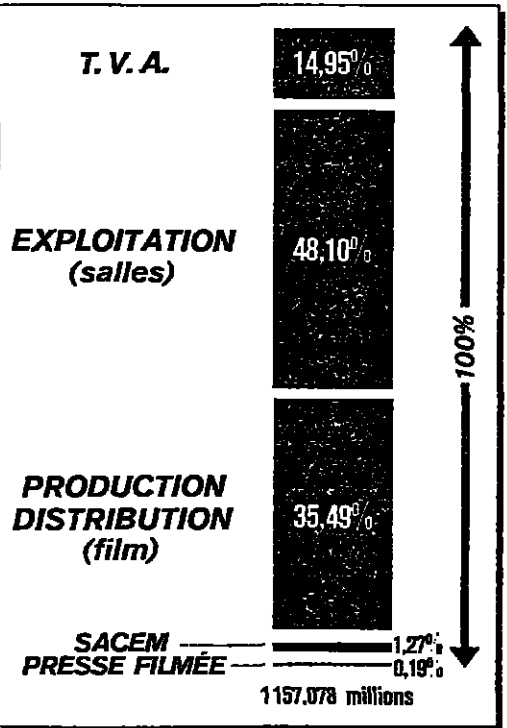
Alois, laissez le terrain ? Non, reprend-il. J'ai quatre films en préparation. Bellocchio, en Italie ; un autre, en Suisse ; deux autres, un peu plus tard. Le tout sans « grosses mécaniques », bien sûres et bien habiles, à coup de *De Funès* ou de *Belmondo*, pour compenser les risques.

DOMINIQUE POUCHIN.

Prochain article :

LE TRUST GAUMONT

### LE PARTAGE DE LA RECETTE



A partir du 1<sup>er</sup> novembre, la T.V.A. sera ramenée à 7 %.

LE MARAIS - 20, rue du Temple

## UTOPIA

un film de LAG AZIMI

LAURENT TERZIEFF DOMINIQUE SANDA Eugène Ionesco

Même si vous n'êtes pas une star, faites bonne figure.

Vitell vous aide à retrouver la vitalité qui est en vous.

## Le Monde

Services des Abonnements

75257 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. Paris 4297-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

125 F 235 F 345 F 450 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

225 F 435 F 545 F 650 F

ÉTRANGERS (par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

125 F 235 F 345 F 450 F

IL - SUISSE - TUNISIE

245 F 355 F 465 F 570 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou chèque) ou par mandat doivent joindre à leur demande.

Changements d'adresse déclinés ou prolongés de 4 à 6 semaines (au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les mandats en espèces d'impôts.

## CARNET

### Naissances

— M. et Mme ALAOUY My BRABIM laissent à leur petit-fils Moulay Elham la joie d'annoncer la naissance de son petit frère **Moulay-Abdallah** **MARLY-AXINNE**, né le 7 mai 1979, à Sèvres.

— M. et Mme Alaoui Sidi Bernoussi, 8000 90, n° 20, Casablanca-14 (Maroc).

— Le docteur et Mme Dominique DELAUNAY Fabienne, Richard, Stéphanie et Marion sont heureux de faire part de la naissance de leur enfant, **Thomas**, né le 17 mai 1979.

— Sylvie TESTA et Bruno LEGRAIS sont heureux d'annoncer la naissance de **Gaëtan**, né le 13 mai 1979.

— M. et Mme Dominique Cambes et leurs enfants, 5, rue Guy-Ropartz, 54000 Nancy.

### Décès

— Mme Aboulafia, Mère Aboulafia, Djénane Aboulafia, la famille Nessim, ont le deuil de faire part du décès de **M. Léo ABOULAFIA**, survenu le 15 mai, à son domicile. Les obsèques auront lieu au cimetière parisien de Pantin, le lundi 21 mai, à 14 h. 15. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le conseil d'administration, la direction, et le personnel de la Société Générale de Compensation, ont le regret de faire part du décès de leur président-directeur général, **M. Léo ABOULAFIA**, chevalier de l'Ordre de l'Économie nationale, le 15 mai 1979.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Pantin, le lundi 21 mai, à 14 h. 15.

— Mme Marie-Louise Bédouk, son épouse, M. Yves Bédouk, sa mère, Mlle Geneviève Bédouk, ses enfants, M. le docteur Roger Bédouk, Mme et leur fille, Mme Victor Perspère, Mme Albertine Perspère et son fils, Les familles Sedouk, Bédouk, Loria, Chonkroun, Bittillon, Mahvout, parentes et alliées, ont l'immense douleur de faire part du décès accidentel de **M<sup>re</sup> Émile BÉDOUK**, avocat à la cour d'appel de Versailles, survenu le 17 mai 1979.

— M. et Mme Georges Donnadieu de Vabres, M. et Mme Yves Chabas, M. et Mme Georges Yon, M. et Mme Roger Barbary, leurs enfants et petite-famille, ont le deuil de faire part du décès de **Mme Marie-CECILE**, née Liliane Monnier, le 3 mai 1979.

Le service funéraire a eu lieu au temple de Talonville.

— Mme veuve Charles Cohen, M. et Mme Roland Hakoun et leurs enfants, M. et Mme Raoul Uzan et leurs enfants, M. et Mme Fabien Cohen et leur enfant, Les familles Maruani, Bouchentou, Hassid, Hakoun, parentes et alliées, ont le deuil de faire part du décès de **M. Charles COHEN**, leur époux, père, frère, oncle et allié, survenu le 11 mai 1979, à Garges-lès-Gonesse.

L'inhumation a eu lieu au cimetière des Mille, Aix-en-Provence, le 15 mai 1979.

Les prières de huitaine auront lieu le dimanche 20 mai 1979, à 18 heures, 60, avenue Paul-Séassne, Aix-en-Provence.

— M. et Mme Marc Dupont-Bricout, M. et Mme Bernard Dupont-Gagay, M. et Mme Raoul Dupont-Beslay, Le Père Maurice Dupont, Le Colonel et Mme Jacques Verdelhan des Molles-Dupont, M. et Mme Maurice Simon-Dupont, M. et Mme Jacques Dupont-Vandana, Le Père Antoine Dupont, ses enfants, Ses quatre-vingt-onze arrière-petits-enfants, Ses quatre-vingt-onze petits-enfants, Ont part de l'annonce dans la Fais du Seigneur, le 15 mai 1979, dans sa quatre-vingt-dixième année, de **Mme Marc DUPONT**, née Hélène Baroux, et vous invitent à vous unir d'intention ou à participer à la messe d'adieu qui aura lieu le mardi 22 mai 1979, à 15 h. 45, en l'église Saint-Antoine-de-Padoue du Chénay, en paroisse.

Cet avis tient lieu de faire-part. 17, avenue Debassieux, 78150 Le Chénay.

— Mme Jean-Paul Ledoux, M. Jean-François Ledoux, M. et Mme Patrick Ledoux, Nicolas, Delphine et Frédéric, M. et Mme Emmanuel Ledoux, Sébastien, Colette et Dorothée, ont le deuil de faire part du décès de **M. Jean-Paul LEDOUX**, officier de la Légion d'honneur, administrateur de sociétés, survenu le 14 mai 1979, à la suite d'une longue et douloureuse maladie. Les obsèques ont eu lieu au temple de Saint-Hippolyte (Vendée), dans l'intimité.

### Anniversaires

— Il y a cinq ans, aujourd'hui, était né l'enfant de ses amis le cardinal Jean DANIELOU. Une pensée est demandée cet après-midi à tous ceux qu'attendaient cette annonce.

### Communications diverses

— Conférence de M. J.-T. Decaris sur le thème « Vivre pleinement. Souffrir et vieillir dignes, conciliant et serein », le dimanche 20 mai, à 18 heures, 24, Passage du Mont-Cornet, à 40 mètres du métro Foré-de-Olignacourt.

— « Les-voies un Schweppesmanique ? » « Indian Tonic » et SCHWEPES Lémon.

صبراً من الاميل









APRÈS LA NUIT D'ÉMEUTE DE LONGWY

Les cinq manifestants inculpés seront jugés mercredi

Tandis que la population de Longwy retrouve le calme, les protestations se multiplient après les blessures dont ont été victimes deux journalistes, MM. Michel Voez (A.F.P.) et Michel Chapellier (Europe 1). L'Union des syndicats des journalistes de Lorraine (S.N.J., C.G.T., F.O., C.F.D.T.) rappelle aux autorités comme aux travailleurs en grève que « le respect du droit à l'information et la protection des journalistes en mission sont une garantie essentielle de la démocratie ». La commission exécutive du Syndicat des journalistes F.O. parle d'« agression intolérable ». De son côté,

la direction générale de l'A.F.P. a fait part à M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, de son émotion et lui a demandé d'assurer la sécurité de ceux qui sont chargés d'informer de manière qu'ils puissent remplir leurs missions dans des conditions compatibles avec la liberté d'expression.

Enfin, « le Quotidien du peuple » (maoïste) affirme dans un communiqué qu'un des cinq inculpés de Longwy, M. Maurice Le Boudier, était son envoyé spécial à Longwy et dénonce « cas intolérables atteintes aux libertés démocratiques ».

Côté sidérurgie, M. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération C.G.T. de la métallurgie, a qualifié vendredi de « dupes politiques » l'annonce par le gouvernement de la création de six mille emplois en Lorraine par l'intermédiaire de l'industrie automobile, tandis que la C.G.T. métallurgie de Lorraine convoque pour lundi 21 mai une réunion de tous les secrétaires des syndicats de la sidérurgie de Lorraine - pour élever radicalement et efficacement la lutte des sidérurgistes et mettre en échec les prétentions gouvernementales.

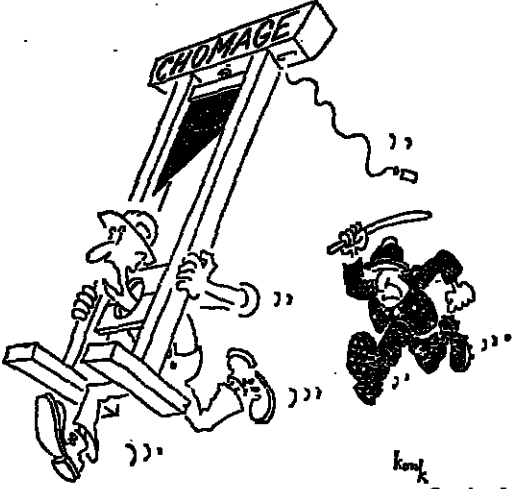
Tout peut encore arriver

De notre correspondant

Metz. — Vingt-cinq blessés, dont quinze parmi les forces de l'ordre et deux chez les journalistes, des dizaines de vitrines brisées. Le bilan des affrontements qui ont eu lieu dans la nuit de jeudi 17 mai à vendredi 18 mai à Longwy est très lourd. Vendredi matin les Longwoviens, avec stupeur, ont vu dans les rues, aux débris de toutes sortes, dont certains étaient calcinés, que leur ville avait vécu une véritable nuit d'éméute. Toute la journée une atmosphère pesante, rendue encore plus lourde par un temps gris et humide, a régné sur la ville. L'assaut de la conscience que le pire a été évité de justesse ? Contrairement à ce qui s'était passé en mars dernier, notamment, les heurts n'ont pas provoqué une mobilisation de la population. Le mot d'ordre de grève lancé par la C.G.T. n'a reçu qu'un très faible écho dans les usines sidérurgiques. Seuls les établissements scolaires ont débrayé. Les mariages communitaires, il est vrai, ont fermé. Presque par tradition pourrait-on dire.

Pourtant, en fin de matinée, les plus pessimistes purent croire un moment à une nouvelle flambée de violence. La radio flamme C.G.T. annonçait que cinq manifestants, arrêtés en flagrant délit dans la nuit, allaient être jugés dans le courant de l'après-midi à Brierly. Immédiatement, la C.G.T. a appelé à une manifestation dans cette ville distante de quelques kilomètres de Longwy pour obtenir la libération des cinq manifestants. Environ trois cents personnes répondirent à l'appel. Déjà à Brierly les forces de l'ordre prenaient position. Volonté d'apaisement ? Bien que trois des cinq hommes arrêtés aient accepté d'être jugés immé-

diatement, le président du tribunal estimant que l'affaire forme un tout, a décidé de remettre en liberté les cinq manifestants qui seront jugés mercredi prochain. Quatre d'entre eux, MM. Yves di Lorenzo, un soudeur de vingt-trois ans demeurant à Herse-Range, Giovanni Sala, de nationa-



(Dessin de Konk.)

lité italienne, un ajusteur de vingt-six ans domicilié à Longville, Daniel Betteux, vingt-quatre ans, employé à la S.N.C.F. habitant à Longwy-Bas et enfin Maurice Le Boudier, trente-six ans, demeurant à Aulnay-sous-Bois, affirmant être employé de presse au Quotidien du peuple, sont inculpés de violence et de voies de fait sur des agents dans l'exercice de leurs fonctions. Par ailleurs, un chômeur, M. Ser-

aurait, selon la police, profité d'une bousculade pour s'échapper. Il est activement recherché. La décision du juge de Brierly, incontestablement déstabilisant l'atmosphère dans le bassin. Mais qu'en sera-t-il lors de la prochaine audience mercredi ? A Longwy, comme dans toute la région environnante, les syndicats économiques et politiques savent que le moindre incident peut maintenant jouer le rôle de tonitruer.

Comme à l'accoutumée, chacun des deux camps, tout en essayant de déléguer l'agitation, se rejette la responsabilité de ce qui s'est passé.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle affirme : « Il est bien évident que les forces de l'ordre n'ont pas pu intervenir ».

Du côté de la C.G.T. comme du P.C.F., on estime qu'il s'agit là d'une provocation policière. « Les travailleurs ont agi en état de légitime défense car il n'y avait pas d'autre solution », estime M. Michel Olmi, responsable C.G.T. de Longwy.

Malgré ce langage dur, un certain nombre de responsables C.G.T. ne cachent pas leur embarras. La C.G.T. locale, bien que renforcée par des militants de la région parisienne, a été à l'évidence débordée par les événements et a été incapable de contrôler certaines de ses troupes, notamment à Brierly. Cela explique peut-être le ton pour le moins réservé des autres organisations syndicales. Pour F.O., « la C.G.T., qui a toujours prôné le calme, a définitivement appelé la population à descendre dans la rue dans le but manifeste d'affronter les forces de l'ordre ». La C.F.D.T., de son côté, qui pendant des semaines avait eu le « monopole » des actions de commando, ce que lui reprochait alors vivement la C.G.T., n'hésite pas à déclarer : « C'est une erreur que d'avoir envoyé ces gens au relais de télévision avec les risques que cela comportait ».

● L'intersyndicale des journalistes de l'Agence France Presse (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T. et F.O.) dénonce, dans un communiqué, « la scandaleuse intervention des forces de police contre les sidérurgistes de Longwy, intervention au cours de laquelle deux journalistes ont été blessés, dont l'un, de l'A.F.P., sérieusement ».

« Notre confrère Michel Voez, poursuit le communiqué, a eu le tibia et le péroné fracturés par un tir tendu de grenades lacrymogènes, presque à bout portant, et donc abîmé ».

« Ce n'est pas la première fois, ajoute le communiqué, qu'un journaliste faisant son travail est agressé par des policiers. Ce nous est arrivé, grâce cette fois, est une atteinte inadmissible à la liberté d'information. L'intersyndicale des journalistes de l'A.F.P., comme l'Union nationale des journalistes, exige du ministre de l'intérieur des explications sur les consignes données aux forces de police engagées à Longwy ».

Les « Solmer » à Cannes

De notre correspondant régional

Cannes. — L'annonce de leur arrivée sur la Croisette avait jeté l'effroi parmi les responsables du Festival international du film. La police était sur les dents. Le public, lui, attendait inlassablement derrière les barrières pour voir « et quelquefois applaudir » les représentants de la sidérurgie française.

Avant de faire leur entrée bruyante sur la scène cannoise, le vendredi 18 mai, les manifestants de Solmer avaient déjà atteint leur objectif : créer l'événement de la journée et, selon la déclaration d'un délégué de la C.F.D.T., « faire prendre connaissance à la France entière du conflit de Fos ».

Ils étaient venus avec femmes et enfants, le casse-croûte dans la poche, banderoles et drapeaux déployés, des piles de tracts à distribuer, des slogans à scander et des ritournelles à chanter. En face : les fusils lance-grenades et les boucliers des gendarmes mobiles.

Il n'y eut heureusement pas d'affrontement. Un officier de police avisé, le commissaire de Cannes, M. Georges Cazeneuve, et un sous-préfet intelligent, M. Claude Zilberzahn, descendu tout exprès de Grasse, surent accorder aux travailleurs de Solmer — au bout, tout de même, de

près de trois heures de « sit in » sur la Croisette, provoquant un embouteillage monstre dans la ville — la satisfaction de défilier devant le palais des festivals. Selon le dialogue suivant, les responsables syndicaux : « Faites plaisir aux gens de Fos ; ils sont venus pour voir le palais. Le sous-préfet : « Je vous ai déjà permis pas mal de choses, je ne veux pas laisser l'outil de travail de Cannes à la merci d'un incident ».

Les syndicalistes : « Ils veulent au moins passer devant. Venir à Cannes sans voir le palais, c'est comme venir à Fos sans voir la Solmer ».

Le sous-préfet : « L'esthétique du palais, vous savez... »

Les syndicalistes : « On insiste ».

Le commissaire Cazeneuve : « Vous allez défilier devant des gardes mobiles... »

Les syndicalistes : « C'est pour nous symbolique ».

Les six cents manifestants réalisèrent finalement leur rêve : chanter l'Internationale devant le temple cannois du cinéma.

La direction de Solmer, elle, après quarante-cinq jours de chômage technique, refuse toujours de négocier.

GUY PORTE.

Manufrance : les six cents suppressions d'emplois interviendront le 23 mai

De notre correspondant

Saint-Etienne. — M. René Mes-tries a présidé, vendredi 18 juin, le dernier comité d'entreprise de l'actuelle Manufacture nationale d'armes et cycles de Saint-Etienne (Manufrance), pour essentiellement informer les organisations syndicales de l'application du plan social entraînant six cents licenciements (dont trois cent trente-quatre à Saint-Etienne), qui seront effectifs à partir de

mercredi prochain. Des listes initiales établies « mathématiquement » par la direction des relations humaines et du personnel « d'administratifs, complètement certains services », aux dires des syndicats. C'est pourquoi, pour permettre « un redémarrage normal de la nouvelle société », elles ont été « revues et corrigées » par le P.-D.G. en collaboration avec les organisations C.G.T., U.G.I.C., C.F.D.T. et C.G.C. Les organisations syndicales, à l'unanimité moins la voix du P.-D.G., ont voté vendredi une motion dans laquelle elles déclarent « inadmissibles les licenciements effectués par le gouvernement, avec une mauvaise volonté évidente de laisser la situation de l'entreprise se dégrader. Seuls les gouvernements des libertés publiques sont responsables de la dégradation de la situation et des licenciements. Elles émettent des craintes en ce qui concerne la réduction des effectifs dans le cadre de la nouvelle société. Certains services sont entièrement démantelés. Elles émettent des réserves sur la suite des activités après ces licenciements. » Ceux-ci sont quantitativement sensiblement les mêmes que ceux indiqués dans le protocole d'accord signé au cours de la nuit du mardi 8 au mercredi 9 mai (Le Monde du 10 mai). Ce ne sont plus 600 suppressions d'emplois, mais 600 : le nombre des pré-retraités (55 ans et deux mois) passe de 129 à 140 (dont 104 pour Saint-Etienne), celui des départs volontaires de 198 à 241 (dont 155 à Saint-Etienne) et celui du personnel non repris, bénéficiant de la formation professionnelle tombe de 295 à 213 (dont 176 à Saint-Etienne).

P. C.

PRÉFECTURES DE L'AIN, DE LA SAVOIE ET DE L'ISÈRE  
AVIS D'OUVERTURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE  
Aménagement de la chute de BREGNIER-CORDON sur le RHONE

La Compagnie Nationale du Rhône, concessionnaire de l'aménagement du Rhône de la frontière suisse à la mer, projette entre les communes de YENNE (Savoie) et de SAINT-BENOIT (Ain) l'aménagement d'une chute hydroélectrique dite de BREGNIER-CORDON. Cet aménagement comprend :

- le creusement d'un canal en rive droite du Rhône dans le département de l'Ain ;
- la construction d'un barrage sur le Rhône au niveau de la commune de CHAMPAIGNEX (Savoie) ;
- la construction d'une usine hydroélectrique sur le canal, au niveau de la commune de BREGNIER-CORDON (Ain).

MM. les Préfets de l'Ain, de la Savoie et de l'Isère informent le public que, en application de la décision du 13 mars 1978 de M. le Ministre de l'Industrie autorisant l'ouverture de l'enquête réglementaire sur la demande d'autorisation de travaux avec déclaration d'utilité publique présentée par la Compagnie Nationale du Rhône pour l'aménagement de la chute de BREGNIER-CORDON, sera soumise à enquête publique, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, le projet d'aménagement de la chute de BREGNIER-CORDON, en ce qui concerne les communes de YENNE (Savoie) et de SAINT-BENOIT (Ain), de la chute hydroélectrique de BREGNIER-CORDON.

Le dossier pourra être consulté à l'enquête publique, d'impact sur l'environnement, conformément aux dispositions du décret du 12 octobre 1977 pris pour l'application de la loi du 10 juillet 1976, relative à la protection de la nature.

1) L'enquête publique s'ouvrira à la préfecture de l'Ain, où sera déposée, du 28 mai au 12 juillet 1979 inclus, le dossier d'enquête. Il sera possible d'obtenir un dossier d'enquête dans lequel le public pourra consulter ses observations sera joint au dossier.

Le dossier pourra être consulté tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, y compris les dimanches et jours fériés, dans le Bureau des opérations immobilières.

Le dossier pourra également être consulté dans les communes intéressées de la Savoie, de l'Ain, de la Haute-Savoie, de l'Isère, ainsi qu'à la préfecture de la Savoie, Service du courrier et de la coordination, et dans les sous-préfectures de BELLEY (Ain) et de LA TOUR-DU-PIN (Isère).

Dans chacune de ces lieux de consultation, un registre subsidiaire sur lequel le public pourra consigner ses observations sera joint au dossier.

2) Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront également être adressées par écrit au Président de la Commission d'Enquête à la préfecture de l'Ain.

Les observations faites sur le projet pourront en outre être reçues par un des membres de la Commission d'Enquête pendant les trois derniers jours ouvrables de l'enquête du 10 juillet au 12 juillet 1979, entre 14 heures et 18 heures, à la préfecture de l'Ain, Bureau des opérations immobilières, ainsi qu'à la préfecture de la Savoie, Service du courrier et de la coordination, et à la mairie de BREGNIER-CORDON.

La Commission d'Enquête sera composée de trois membres :

- Président : M. Louis CHARLOT, ingénieur divisionnaire des T.P.E. honoraire, rue de Marmonville, 01700 Bourne-en-Bresse.
- Membres : M. André CHABERT, géomètre expert, place Saint-Symphorien, 38100 Morestel ; M. Jean MERCIER, secrétaire général honoraire de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre, clos de Champ-Perrand, 38000 Chambéry.

3) Après la clôture de l'enquête, une copie du rapport de la Commission d'Enquête, contenant ses conclusions motivées, sera déposée dans chacune des mairies des communes intéressées ainsi que dans les sous-préfectures et préfectures des départements où se trouvent ces communes.

La communication des conclusions de la Commission d'Enquête pourra être faite à toute personne en faisant la demande aux préfets des départements intéressés.

4) Un dossier comprenant diverses publications faites à l'occasion de l'étude de l'aménagement de la chute de BREGNIER-CORDON ou utiles pour la réalisation de l'étude d'impact pourra être consulté, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, dans les lieux suivants :

- à la préfecture de l'Ain, Bureau des opérations immobilières ;
- à la préfecture de la Savoie, Service du courrier et de la coordination ;
- dans les sous-préfectures de BELLEY (Ain) et de LA TOUR-DU-PIN (Isère) ;
- au Service de l'Industrie et des mines Rhône-Alpes, division du contrôle de l'électricité, 3, rue de la Liberté, à GRENOBLE ;
- à la mairie de BREGNIER-CORDON.

5) La liste des communes où sera ouverte l'enquête est la suivante : Département de l'Ain : NATTAGES, VIRGINY, BRENIS, PEYRIEU, MURIS et GELIGNIEUX, IZIEU, BREGNIER-CORDON et SAINT-BENOIT. Département de la Savoie : YENNE, LA BALME, CHAMPAIGNEX, SAINT-GENIS-SUR-GUIERS. Département de l'Isère : AOSTE, LES AVENTIERES, LE BOUCHAGE.

DES MAIRES INTERVIENNENT POUR FAIRE RESPECTER LE DROIT DE GRÈVE ET LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

La Linière de Roubaix (trois mille cinq cents personnes) est progressivement paralysée, depuis le 15 mai, par un conflit sur les revendications de salaires, concernant une augmentation horaire inférieure de 150 F et l'obtention d'un treizième mois remplaçant diverses primes. Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., ayant installé des piquets de grève aux portes de l'usine, la direction a obtenu du tribunal de grande instance de Lille une ordonnance l'autorisant à faire appel aux forces de police.

A l'usine Creux-Louis, division « Moteurs », c'est M. André Gery, maire de Rive-de-Giers et conseiller général communiste, qui a obtenu de la direction et des grévistes un compromis reconnaissant le droit de grève et la liberté du travail. La direction s'est engagée à ne pas prendre de sanctions contre les occupants d'une partie des ateliers qui refusaient d'exécuter un jugement de référé ordonnant leur expulsion et la levée de tout barrage. Les négociations doivent se poursuivre.

D'autre part, c'est encore la médiation d'un maire, celui de Solesmes (Nord), qui a permis que le directeur de l'entreprise Vallourec de sa ville, retenu, avec deux autres cadres, par plusieurs centaines d'employés, vendredi soir 18 mai, ait pu quitter l'usine quelques heures plus tard. Les salariés, en grève depuis trois semaines, voulaient protester contre l'échec des discussions sur leurs revendications, qui reprendront le 21 mai.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
PRÉFECTURE D'EURE-ET-LOIR  
COMMUNE DE DAMBRON

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE  
CENTRE D'ÉQUIPEMENT DU RÉSEAU DE TRANSPORT  
22 et 30, avenue de Wagram - PARIS-8<sup>e</sup>

Construction du poste de transformation  
à 400/225/90KV de DAMBRON  
(et installations annexes)

ENQUÊTES D'UTILITÉ PUBLIQUE ET PARCELLAIRE

AVIS D'ENQUÊTES

Par arrêté préfectoral en date du 9 mai 1979, M. le Préfet d'EURE-ET-LOIR a prescrit une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et une enquête préalable au projet d'établissement du poste 400/225/90 KV de DAMBRON (et installations annexes) sur le territoire de la commune de DAMBRON.

Le dossier du projet qui comprend : notice explicative, plan de situation, plan parcellaire, plan d'ensemble des travaux, schéma unifilaire haute tension, estimation sommaire des dépenses et étude d'impact, sera déposé à la mairie de DAMBRON du 5 juin au 21 juin 1979 inclus où quiconque pourra en prendre connaissance, samedi, dimanche et jours fériés exceptés, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie.

Le public pourra consigner les observations sur les registres d'enquêtes ouverts à cet effet en mairie ou les adresser par écrit au maire ou à M. LEBLANC, 18, boulevard Jean-Jaures à CHATEAULAIN (28) qui assurera les fonctions de commissaire-enquêteur.

Le commissaire-enquêteur recevra en personne à la mairie de DAMBRON les observations verbales du public les 19, 20 et 21 juin, de 10 heures à 11 heures.

Le dossier d'étude d'impact pourra être consulté à la Préfecture d'EURE-ET-LOIR, à la Sous-Préfecture de CHATEAULAIN et au Service Interdépartemental de l'Industrie et des Mines, Région Centre, à ORLÉANS.

A partir du 21 juin, il pourra être pris connaissance du rapport du commissaire-enquêteur sur l'utilité de l'opération, soit à la Préfecture d'EURE-ET-LOIR, soit à la mairie de DAMBRON.

La publication de cet avis est faite notamment en application de l'article L. 13-2 du Code de l'Expropriation dont le texte est reproduit ci-après :

« EN VUE DE LA FIXATION DES INDEMNITÉS, L'EXPROPRIANT NOTIFIE AUX PROPRIÉTAIRES ET USUFRUITIERS INTERÉSÉS, SOIT L'AVIS D'OUVERTURE DE L'ENQUÊTE, SOIT L'ACTE DÉCLARANT L'UTILITÉ PUBLIQUE, SOIT L'ARRÊTÉ DE CESSIBILITÉ, SOIT L'ORDONNANCE D'EXPROPRIATION, DANS LA MESURE OÙ SUITE CETTE NOTIFICATION, LE PROPRIÉTAIRE ET L'USUFRUITIERS SONT TENUS D'APPELER ET DE FAIRE CONNAÎTRE À L'EXPROPRIANT LES FORMALITÉS, COÛTS QUI ONT DES DROITS D'EMPHYTEOSE, D'HABITATION OU D'USAGE ET CEUX QUI PEUVENT RECLAMER DES SERVICES. »

« LES AUTRES INTERÉSÉS SONT EN DEMEURE DE FAIRE VALOIR LEURS DROITS PAR VOIE D'ACTE COLLECTIF ET TENUS, DANS LE MÊME DÉLAI DE HUIT JOURS, DE SE FAIRE CONNAÎTRE À L'EXPROPRIANT, À DÉFAUT DE QUOI ILS SERONT DÉCHUS DE TOUTS LES DROITS À L'INDÉMNITÉ. »







## UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES — REGARDS ÉTRANGERS SUR LE XXIII<sup>e</sup> CONGRÈS DU P.C.F. : les points de vue de MM. Franz Marek, Fernando Claudio, Krzysztof Pomian.
- 3-4. EUROPE — LA VISITE DU MARÉCHAL TITO A MOSCOU : Soviétiques et Yougoslaves ont cherché à améliorer leurs relations.
- GRANDE-BRETAGNE : Mme Thatcher a présenté la manifeste conservateur pour les élections européennes.
4. AFRIQUE — La visite du chef de l'Etat français au Rwanda.
5. PROCHE-ORIENT — L'ayatollah Khomeiny lance un nouvel appel à l'unité autour de l'Islam.
5. AMÉRIQUES — EL SALVADOR : le président estime que l'affaire des otages français n'est pas de son ressort.
5. DIPLOMATIE — Des pays occidentaux et du tiers-monde réagissent contre la demande d'exclusion d'Israël de l'O.N.S.
6. LE DÉBAT EUROPÉEN
6. POLITIQUE
7. SOCIÉTÉ — POINT DE VUE. Le trentième anniversaire du MRAP : « Performance et changement du racisme », par Albert Levy.
- Un pensionnaire est tué par un compagnon de chambre dans un hospice du Val-de-Marne.
8. EDUCATION — La polémique entre M. Beullac et le FEN : les enseignants en place de Grèce ?
8. SPORTS — FOOTBALL : « stutu quo » en tête du championnat.
8. JUSTICE — Le congrès de l'Union syndicale des magistrats : M. Peyrefitte et « le foutisme du gouvernement des juges ».

### LE MONDE AUJOURD'HUI

- Pages 9 à 16
- La vie aux champs : naissance d'une fourche, par Jean Tallevieille.
  - Dimanche : tromperie sur le bonheur, par Bruno Frappat.
  - Lecture de Carriacou, par Pierre Tallevieille.
  - Les grandes œuvres : le Zaire un géant ténébreux, par Jean-Pierre Langellier.
  - RADIO-TELEVISION : Notre ma sœur, à « Bado à part », par Claude Sarraute ; congrès, colloques et séminaires : l'audiovisuel, par Matthilde La Bardonale.

- 17 à 19. CULTURE — LE XXIII<sup>e</sup> FESTIVAL DE CANNES : Proa d'orchestre, la nouvelle fable de Fellini. Dans les coulisses du cinéma français, par Dominique Pouchin.
19. PRESSE — A PROPOS DE : les résultats financiers des compagnies aériennes.
- 21-22. ÉCONOMIE — SOCIAL : après la nuit d'émeute de Longwy. — Les « Solmer » à « Cannes ».
23. LA REVUE DES VALEURS

**LIRE ÉGALEMENT**

RADIO-TELEVISION (11 à 14) Aujourd'hui (20) ; Carnet (19) ; Journal officiel (20) ; Météorologie (20) ; Mots croisés (20).

Le numéro du « Monde » daté 19 mai 1979 a été tiré à 579 183 exemplaires.

**un séjour linguistique?**  
oui, avec le

**CSLC**  
clermont-terrand

Centre de Séjours Linguistiques & Culturels  
Association de Professeurs de Langues  
Secrétariat d'Etat Jeunesse et Sports (63124)  
et Conseiller Général au Tourisme (74066)  
documentation gratuite sans engagement  
à ses adhérents & éventuels adhérents

12 rue Gabriel Péri  
63000 CLERMONT-FERRAND  
Téléphone (73) 93-58-68

A B C D E F G

## En Belgique

### Des mesures de sécurité exceptionnelles sont prises pour prévenir une éventuelle action des Palestiniens

De notre correspondant

Bruxelles. — Des mesures de sécurité spectaculaires ont été prises dans toute la Belgique, vendredi après-midi 19 mai. Les centrales nucléaires sont gardées par l'armée et d'importants détachements de gendarmerie surveillent les ministères, les ambassades et les prisons.

Tout indique que des terroristes palestiniens ont voulu, et veulent peut-être encore, entreprendre une action pour libérer les deux terroristes arrêtés après la fusillade à l'aéroport de Bruxelles-National, le lundi de Pâques. Les deux hommes sont à la prison de Forest et ils doivent être jugés prochainement.

Jeudi déjà, un « comité gouvernemental de crise » avait été convoqué d'urgence au cabinet du premier ministre et des mesures avaient été décidées à la suite de certains renseignements recueillis par la sûreté de l'Etat. Certains restaient cependant sceptiques et n'hésitaient pas à parler de « psychopse palestinienne ».

Vendredi, alors que le conseil de cabinet hebdomadaire était réuni au 16, rue de la Loi, la menace allait se préciser brusquement et le

gouvernement fut averti par téléphone qu'on ne précisait pas s'il s'agissait d'une communication anonyme ou d'une « action sanglante » allait être déclenchée.

Aussitôt, l'armée et la gendarmerie étaient placées en état d'alerte. Les bâtiments officiels furent gardés, en particulier le cabinet du premier ministre où les membres du gouvernement étaient en réunion. L'armée prit place autour des centrales nucléaires de Tihange, en Wallonie, et de Doel, en Flandre. A l'aéroport de Bruxelles, le public était évacué et seuls les passagers munis de billets étaient admis dans la salle des départs.

En fin de journée cependant, les mesures prises à l'aéroport allaient être allégées. On continua, néanmoins, à rechercher cinq ou sept Palestiniens qui seraient arrivés dimanche ou lundi à Bruxelles avec des armes et des munitions. La présence d'un groupe de cinq suspects était signalée mercredi et les autorités judiciaires possédaient le signalement et les identités de deux d'entre eux.

PIERRE DE VOS.

### L'U.R.S.S. DISPOSERAIT D'UN NOUVEAU SOUS-MARIN NUCLÉAIRE TRÈS PERFORMANT

Washington (A.P., U.P.I., Reuter). — L'Union soviétique aurait mis au point, selon des sources autorisées américaines, un nouveau modèle de sous-marin nucléaire, plus rapide, plus léger et capable d'atteindre de plus grandes profondeurs que les sous-marins américains. Cet engin, qui serait construit en titane, naviguerait sous l'eau à une vitesse de 40 nœuds et pourrait descendre à une profondeur supérieure à 1 000 mètres. Il serait capable d'atteindre le nouveau record de moins 915 mètres). Le quotidien américain « Washington Post », qui commente la nouvelle en citant des sources gouvernementales, rappelle que la vitesse des plus rapides sous-marins nucléaires d'attaque américains — ceux de la série « Los Angeles » — ne serait que de 35 nœuds et que leurs performances en plongée seraient bien inférieures à celles de l'engin soviétique.

### LES ENTRETIENS DE CHYPRE

(De notre correspondant.)

Nicosie. — Pendant dix heures MM. Kyprianou, président de la République de Chypre, Denktash, chef de la communauté chypriote turque, et Waldheim, secrétaire général des Nations unies, se sont entenus, vendredi 18 mai, à Nicosie. Le secrétaire général de l'ONU a reçu ensuite une délégation des parents des Chypriotes grecs portés disparus lors de l'occupation du nord de Chypre par les Turcs en 1974.

La rencontre devait se poursuivre samedi et se terminer par une conférence de presse de M. Waldheim. Le président Kyprianou s'est borné à dire qu'il avait « vu de très près » les problèmes de Chypre et que « tous les problèmes avaient été longuement discutés ». De source proche des Nations unies, on apprend que la séance de vendredi matin a été « plutôt tendue » et qu'une amélioration a eu lieu l'après-midi « où certains problèmes ont été résolus ».

D. A.

## A « LORRAINE CŒUR D'ACIER »

### Tous ceux qui veulent parler le peuvent...

Longwy. — Petite pluie fine sur les toits. On peut entendre Lorraine cœur d'acier sur votre poste ? La taxi monte de Longwy-Bas à Longwy-Haut. Il est 9 heures. On peut. Le chauffeur règle aussitôt sa radio. On entend un dialogue de Bob Marley, avec par-dessus le bruit spécial, agaçant, du brouillage.

« On l'écoute beaucoup ici ? »

« Ah, beaucoup ! » Le ton est catégorique.

« Un deuxième pouvoir, à mon avis », dit la veille, dans le train, un commerçant de Longwy. Inscrit au R.P.R., peu susceptible de complaisance, cet homme, qui ne cache pas ses réticences (en particulier à l'égard des attaques personnelles faites en direct sur l'antenne), reconnaît que tout le monde à Longwy écoute Lorraine cœur d'acier. « Les Longwyens commencent à penser que c'est leur radio, dit-il. Même si ce n'est pas leurs opinions politiques, comme c'est mon cas. Ils ont l'impression, on a l'impression qu'elle défend l'intérêt du « pays ». Je ne veux pas dire que l'on est d'accord avec le parti communiste et la C.G.T., mais on est d'accord avec la lutte qui se manifeste à travers Lorraine cœur d'acier. »

Un compliment de l'« ennemi » ? Il lui sourit ici les militants de la C.G.T., qui aiment raconter que le commissaire de police a branché sa radio avec un fil de cuivre pour mieux suivre les émissions.

Là-haut, à l'hôtel de ville de Longwy-Haut, où sont installés les studios, juste à côté de l'église dont le clocher supporte l'immense antenne de 600 watts (on voit descendre dans le ciel les deux fils qui la relient à la mairie), c'est l'effervescence. La foule partout, dehors, dans l'entrée, à l'intérieur du studio où le téléphone n'arrête pas de sonner. « Madame, ce que je peux vous dire, c'est qu'on va tout essayer », « Prenez

sur 102,8 ou 102,7 aux extrémités ». « C'est une attente à la liberté d'expression. Ne vous en faites pas trop, madame, tout de même ! ». « Oui, bonjour », attendez... Calmez-vous... Comment s'appelle-t-il ?... Vingt-neuf ans ? Il n'est plus tout à fait un gamin. Il n'est pas à l'hôpital ?... »

La revue de presse est à peine commencée qu'un annonce l'arrivée d'une centaine de femmes venant de chez Gillier. On met Chiffon rouge, de Michel Fugère, dont tout le monde ici est enthousiasmé et qui passe vingt-cinq fois par jour. « Toi que l'on faisait taire/toi qui ne comptais pas... Le hall cette fois est bourré. On a voulu venir parce qu'on se voit, on veut que la radio continue. » La déléguée syndicale qui parle en direct (on ne parle qu'en direct à Lorraine cœur d'acier et chacun est responsable de ses paroles), explique, hors antenne, qu'elle a pleuré ce matin quand les femmes lui ont annoncé qu'elles avaient pris la décision de débrayer, après les événements de la nuit pour venir protester contre le brouillage de la (leur) radio.

« Cela a fonctionné dès le départ sur le direct », explique Marcel Trillat, un des journalistes professionnels qui est venu travailler depuis le 17 mars à L.C.A. à la demande de l'Union locale C.G.T. (ils sont deux professionnels appointés, en rotation, qui travaillent en collaboration étroite avec des animateurs, des techniciens et des militants syndicaux qui sont, eux, bénévoles). « Tous ceux qui veulent parler le peuvent, c'est un principe de départ. On a voulu que ce soit la radio de la C.G.T. au service de la population de Longwy. Elle est ouverte à tous et le droit de réponse est une règle. Des gens arrivent, s'assoient, on ne sait pas qui c'est, ils se mêlent au débat. »

Pour les responsables de la radio, cette expérience est passionnante et difficile à vivre. « C'est un peu comme un feu en hiver, dit encore Marcel Trillat : les gens viennent s'y chauffer, des gens isolés, des paumés ; il y en a qui ont un réflexe de protection de la radio. Mais je pense qu'il faut assumer ça, car c'est la vie. »

Lorraine cœur d'acier a inventé un ton, un style tout à fait nouveaux. Peut-être parce qu'elle est à la fois une radio très professionnelle (par la qualité et la tenue des débats), parce qu'elle a brisé le langage de la vie (elle laisse les gens s'exprimer en direct), qu'elle ne ressemble à aucune autre (il n'y a pas de « grilles », les émissions commencent à heures fixes, mais ne s'arrêtent que lorsque le sujet est épuisé).

Une radio nouvelle et authentiquement populaire. Elle est capable de mobiliser en une demi-heure de mille à deux mille personnes (les ouvriers se sont cotés dans des ateliers pour installer des haut-parleurs et les émissions en permanence). Vendredi après-midi, après l'appel (brouillé) de Lorraine-cœur d'acier, plus de huit cents personnes se sont retrouvées devant le tribunal de Briey pour protester contre le jugement en flagrant délit des cinq jeunes gens. Toute la journée, jusqu'à 9 heures du soir, la foule a continué de passer, de discuter, L.C.A. c'est un peu le Sorbonne en mai 68, en plus « ouvrier » : la même vitalité, la même chaleur humaine.

Et la nuit, comme chaque nuit depuis deux mois, des ouvriers, des femmes, ont monté la garde. Il ne sera pas facile pour le pouvoir d'arrêter Lorraine-cœur d'acier.

CATHERINE HUMBLLOT.

## QUESTIONS ORALES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### Polémique au sujet de l'Agence nationale pour l'emploi

Vendredi 18 mai, à l'Assemblée nationale, au cours de la séance consacrée aux questions orales sans débat, les sujets suivants sont notamment abordés :

#### ● L'AN.P.E. — En réponse à M. CLAUDE MICHEL (P.S., Eure), qui réclame l'examen du projet de loi portant réforme de l'AN.P.E. et qui se demande si le gouvernement n'a pas l'intention de manipuler les statistiques mensuelles de l'Agence en prévision de l'élection présidentielle, M. STOLÉRU, secrétaire d'Etat au travail manuel et aux immigrés, déclare : « On ne peut pas parler sérieusement de manipulation ». « À l'AN.P.E., nous sommes plus à propos de parler des tracts distribués dans certaines villes pour inviter les femmes à s'inscrire massivement à l'AN.P.E. », dit-il. « On ne gonfle pas artificiellement les statistiques. » Il ajoute que l'AN.P.E. n'est pas « investie d'une mission d'assistance sociale ».

#### ● LA LIAISON MER DU NORD-MEDITERRANÉE — En réponse à M. COUSTE (app. R.P.R., Yonne), M. LE TIEULLE annonce que le projet de loi confiant à la Compagnie nationale d'ouvrage des travaux concernant la liaison mer du Nord-Méditerranée, « ou être examiné par le Conseil d'Etat et pourra être discuté par l'Assemblée des députés ».

#### ● L'ARMEMENT NAVAL FRANÇAIS. — Répondant à une question de M. LAURICOL (R.F.P., Seine), M. LE TIEULLE, ministre de l'Armement naval français, qui pôt, selon lui, d'une crise à la fois mondiale et nationale, M. LE TIEULLE, ministre des transports, souligne l'importance de l'accord qui vient d'être conclu au sein de la Communauté européenne sur le code de conduite maritime à respecter à l'égard des pays en voie de développement. Il indique ensuite que la France a réussi à limiter à 2 % le pourcentage de désarmement de sa flotte, « ce qui est le plus faible taux européen ». Il ajoute : « L'objectif que s'est fixé le plan de développement défini en 1974 est de permettre à notre flotte de couvrir 40 à 50 % des besoins de notre commerce extérieur. La réalisation de cet objectif s'effectue actuellement dans de bonnes conditions. » M. LAURICOL observe ensuite que le plan de développement pour l'armement naval français, en ce qui concerne l'est, rationaliser notre exploitation, éviter par exemple

la concurrence « franco-française » entre les différentes compagnies, et celle qui existe entre la marine et les autres moyens de transport. Répondant à M. LE DRIAN (P.S., Morbihan), le ministre déclare qu'il est prêt à participer à un débat sur les problèmes de la mer.

#### ● LA LIAISON MER DU NORD-MEDITERRANÉE. — En réponse à M. COUSTE (app. R.P.R., Yonne), M. LE TIEULLE annonce que le projet de loi confiant à la Compagnie nationale d'ouvrage des travaux concernant la liaison mer du Nord-Méditerranée, « ou être examiné par le Conseil d'Etat et pourra être discuté par l'Assemblée des députés ».

#### ● L'ARMEMENT NAVAL FRANÇAIS. — Répondant à une question de M. LAURICOL (R.F.P., Seine), M. LE TIEULLE, ministre de l'Armement naval français, qui pôt, selon lui, d'une crise à la fois mondiale et nationale, M. LE TIEULLE, ministre des transports, souligne l'importance de l'accord qui vient d'être conclu au sein de la Communauté européenne sur le code de conduite maritime à respecter à l'égard des pays en voie de développement. Il indique ensuite que la France a réussi à limiter à 2 % le pourcentage de désarmement de sa flotte, « ce qui est le plus faible taux européen ». Il ajoute : « L'objectif que s'est fixé le plan de développement défini en 1974 est de permettre à notre flotte de couvrir 40 à 50 % des besoins de notre commerce extérieur. La réalisation de cet objectif s'effectue actuellement dans de bonnes conditions. » M. LAURICOL observe ensuite que le plan de développement pour l'armement naval français, en ce qui concerne l'est, rationaliser notre exploitation, éviter par exemple

## LE CHEF DE L'ÉTAT

DINERA-T-IL

### A LA RABATÈRE ?

La Roche-sur-Yon. — Le président de la République choisira-t-il la petite commune de La Rabatère (Vendée), pour y fêter, le 26 mai, le cinquantième anniversaire de son entrée à l'Élysée ? La décision ne devrait être prise que lors du retour du chef de l'Etat de son voyage en Afrique. Le 24 mai, et une autre localité, en Lotre-Atlantique, serait aussi sur les rangs.

Toujours est-il qu'en attendant le jour où les six cent quatre-vingt-seize habitants de La Rabatère fêteront un peu « comme si », il y a cinq ans, cette commune avait donné 84,11 % de ses voix au candidat qui allait l'emporter. Situé à proximité de la route Nantes-La Roche-Vau, elle n'est qu'à une cinquantaine de kilomètres de l'aéroport de Nantes-Mérignac où pourrait atterrir M. Giscard d'Estaing, en fin de journée, avant de dîner avec la population.

## LE CONGRÈS DES ASSOCIATIONS FAMILIALES RURALES

### Six familles sur cent seulement souhaitent quitter la campagne

La Fédération nationale des associations familiales rurales tient son congrès ce week-end à Nancy. Elle regroupe, dans deux mille six cent cinquante associations locales communales, cent trente mille familles réparties dans soixante-neuf départements et, en outre, des autres mouvements familiaux, une action d'information et d'éducation.

L'éventail politique de ses membres, plutôt large, correspond en fait au hasard de son implantation dans le milieu rural. Son développement est rapide et quinze fédérations départementales ont été créées depuis deux ans ; ce qui fait dire au directeur du mouvement, M. Berger, que « les familles ne sont pas sur une pente descendante, au contraire ». Le thème du congrès, « Des familles dynamiques, pour un milieu rural responsable », illustre cette volonté.

Pour préparer ses assises, le mouvement a lancé une enquête sur un thème en forme de question : « Quel milieu rural voulons-nous ? » 40 000 familles, dont la moitié n'adhèrent pas au mouvement, ont répondu, ainsi que 472 associations représentant 497 communes et près de 500 000 habitants. Il en ressort que la dévalorisation du milieu rural n'est pas un phénomène homogène. Dans les plus petites communes, le seuil de non-retour semble être atteint (fermeture des écoles maternelles, abandon des transports collectifs, vieillissement de la population, fermeture des commerces...). Par contre, les communes de 2 500 habitants et plus, et celles qui bénéficient de la proximité d'une grande ville (30 000 à 100 000) se développent tant en population qu'en emplois.

86 % des personnes interrogées (qui comprennent 24 % de salariés et seulement 18 % d'agriculteurs) veulent rester à la campagne, même les jeunes de 17 à 30 ans. Les 6 % qui souhaitent s'en aller invoquent l'éloignement des services et commerces comme premier type de handicap (8 % ne se prononcent pas). Les familles en milieu rural estiment non seulement souhaitable mais

possible — si les communes voulaient en prendre l'initiative — la création d'écoles de logements, l'installation d'artisans. Pour les créations d'emplois, elles font plus confiance aux initiatives privées qu'à celles des pouvoirs publics.

30 % des personnes qui ont répondu habitaient des communes où fonctionnent des commissions extra-municipales, 9 % assistent aux réunions du conseil municipal (notamment les conseils), 64 % enfin sont favorables à l'organisation de référendums municipaux. L'autorité n'est pas absente du rapport : 80 % estiment, les jeunes surcoût, que l'association familiale pourrait faire plus pour animer la vie locale. L'enquête par communes est aussi significative des mutations qui commencent à se faire dans le milieu rural. Dans une commune sur cinq, les logements n'ont pas l'eau courante, dans une sur trois le réseau d'assainissement est inexistant ou incomplet, pour plus d'une commune sur dix la gare S.N.C.F. est à plus de 10 kilomètres, sans service de cars. — J. G.

## FÊTE DES MÈRES

CAFETIÈRES ÉLECTRIQUES

francoises - italiennes

ELECTRO-MÉNAGER

Sèche-cheveux - Mirrors

BROSSE - COUILLERIE

CADEAUX - ZAGGERS UTILS

DIDIER-NEVEUR

38, Rue Marbeuf - Tél. : SAL 01-70

20, Rue de la Paix - PARIS 8<sup>e</sup> - 2<sup>e</sup>

Ensemble (pantalon double), vêtements d'hommes à côtes fines, 5 couleurs, 9 tailles hommes : mince à très confortable. 850 francs. En taille de lin naturel 750 francs. On le trouve aussi chez Christian 70, avenue Louise-Bruxelles.

سكنى من الاله